

GWENAËL FAUCHER

2004

Mémoire de maîtrise en Géographie
Option « Aménagement du Territoire »

Sous la tutelle de M. Yankel FIJALKOW

**Le Chantier International
de Volontaires,
un outil pour le déclenchement
de la mixité sociale**

JURY : - M. Yankel FIJALKOW

enseignant – chercheur à l’université Paris VII Denis DIDEROT

- M. Frédéric SANTA MARIA

enseignant – chercheur à l’université Paris VII Denis DIDEROT

Directeur du D.E.S.S. "Aménagement et Animation du Développement Local"

REMERCIEMENTS

Je tiens avant toutes choses à remercier les membres de l'équipe pédagogique de Paris VII qui se sont activement impliqués pour rendre possible mon retour vers les études et la géographie, et me permettent aujourd'hui de terminer mon Master 2 en « Management par Projets », à l'IAE de Lille.

Je tiens à insister sur les remerciements à destination de mon pilote de mémoire et de mon jury, pour leur suivi et surtout leur disponibilité pour la mise en place de la soutenance.

Je tiens également à remercier COTRAVAUX et la délégation Alpes de Concordia, pour les informations sur les statistiques et les témoignages de chantiers qu'ils ont mises à ma disposition, et qui ont été une ressource précieuse.

Je tiens enfin à remercier tout ceux qui m'ont soutenu dans ce parcours du combattant, par leurs encouragements, leurs conseils, leur soutien et leur confiance.

*Gwenaël FAUCHER
Juillet 2005.*

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Introduction	6
I. De la Politique de la ville et des concepts de Mixité Sociale au chantier international de volontaires	9
I.1. De la Politique de la Ville en France ...	9
I.1.A. Définition générale	10
I.1.B. Une lecture chronologique de la Politique de la Ville	10
I.1.C. Les grands axes de travail	11
I.2. ... Aux différents concepts de Mixité Sociale	15
I.2.A. Les différentes visions de la notion de mixité sociale	16
I.2.B. De la Mixité Sociale vers la dynamique de projet.	21
I.2.C. Quelques regards sur les limites de la mixité sociale	21
I.2.D. Vers une définition de la Mixité Sociale	23
II. Le Chantier International de Volontaires comme réponse aux problématiques de la Mixité Sociale	24
II.1. Définition	24
II.2. Le Chantier, un cadre Humain	24
II.2.A. Un contexte humain	25
II.2.B. Une intervention humaine	30
II.3. Le Chantier, un cadre spatial	33
II.3.A. Un contexte spatial	34
II.3.B. Une intervention spatiale	36
II.4. Le Chantier, un cadre social	38
II.4.A. Un contexte social	38
II.4.B. Une intervention sociale	39
II.5. Le Chantier, un cadre partenarial	41
II.5.A. Les associations de chantier	41
II.5.B. Bailleurs d'ouvrage	42
II.5.C. Financeurs	42
II.5.D. Acteurs	43
II.6. Le Chantier, une approche transversale	44
II.6.A. Internationale / locale	44
II.6.B. D'une logique émergente vers le déclenchement d'une émergence	45
II.7. Problématiques	46
II.7.A. Le chantier international de volontaires, un espace de développement humain ?	46
II.7.B. Le chantier international de volontaires, un espace de développement social ?	46
II.7.C. Le chantier international de volontaires, l'ouverture d'un nouvel espace urbain ?	46
II.7.D. Le chantier international de volontaires, l'ouverture d'une nouvelle dynamique de projet ?	47
II.7.E. Le chantier international de volontaires, une approche combinatoire de la mixité sociale ?	47
III. Méthodologie de l'Evaluation des Chantiers Internationaux de Volontaires	48
III.1. Démarche de l'évaluation	48
III.2. Méthode d'évaluation	48
III.2.A. Données sources	49

III.2.B.	Dégager les grands types d'indicateurs _____	51
III.2.C.	Indicateurs potentiels / retenus _____	52
IV.	<i>Évaluation des Chantiers Internationaux de Volontaires</i> _____	56
IV.1.	Evaluation générale _____	57
IV.1.A.	Distribution nationale des chantiers de jeunes bénévoles en 2003 _____	57
IV.1.B.	Tendances générales de l'évolution des chantiers de volontaires internationaux _____	59
IV.2.	Evaluation des projets _____	62
IV.2.A.	Evaluation de l'impact sur la mixité sociale _____	62
IV.2.B.	L'inscription du chantier dans la vie locale _____	65
IV.2.C.	_____	66
IV.2.D.	L'inscription dans le temps du chantier _____	67
IV.3.	Quelques expérimentations _____	69
IV.3.A.	Itteville, une réappropriation de l'espace par les jeunes locaux _____	70
IV.3.B.	Evry _____	73
IV.3.C.	2 bis place Charles de Gaulle _____	76
IV.4.	Évaluation, Bilan _____	80
IV.4.A.	L'inscription du chantier au niveau national _____	80
IV.4.B.	Le chantier au niveau local _____	81
IV.4.C.	Forces et faiblesses _____	81
V.	<i>Le Chantier International de Volontaires, un outil combinatoire de mixité sociale à valoriser.</i> _____	83
V.1.	Identification des lacunes limitatives _____	84
V.1.A.	Géographiques _____	84
V.1.B.	Méthodologiques _____	84
V.2.	Propositions de développements dans le cadre de la réflexion sur la mixité sociale _____	86
V.2.A.	Développement spatial _____	86
V.2.B.	Des partenaires multiples, un projet complexe, la nécessaire mise en place d'une structure de coordination _____	87
V.2.C.	Le chantier en tant que démarche ponctuelle initiant un travail, des actions, sur plus long terme et inscrits dans le milieu d'accueil _____	87
V.2.D.	Développement méthodologique _____	89
Conclusion	_____	94
Bibliographie	_____	96
Table des Annexes	_____	97
Plan détaillé	_____	98

PROLOGUE

Je reviens vers ce mémoire un an après sa rédaction, pour lui apporter sa mise en forme finale. Au delà de la simple et interminable correction orthographique, c'est surtout l'occasion de prendre un peu de recul sur ce travail.

De manière générale, j'aurais souhaité approfondir la plupart des points de ce mémoire. Je pense que c'est la tentation pour tout écrit, surtout quand il traite de la rencontre entre les modèles théoriques et l'expérience vécue.

Cependant, le choix d'aborder une question aussi vaste de manière transversale rend ce souhait impossible. Il fallait choisir entre la vue d'ensemble et la vue spécialisée, or j'ai pris le parti de sortir des clivages disciplinaires.

La partie sur l'évaluation des chantiers est plus un essai de mise en place de protocole de recherche, et ne présente pas forcément le même niveau d'intérêt que les autres parties, qui elles traitent vraiment du sujet et de ses développements. J'aurais aujourd'hui tendance à inviter le lecteur à la survoler, pour éventuellement y revenir par la suite.

La soutenance a permis de proposer des schéma, prémices de modélisation systémique, qui seront joints en annexe.

Ces schémas étaient une première approche des outils du Master 2 « Management Par Projets » de l'IAE de Lille. Cette formation m'a apporté cette année des outils de visualisation et d'analyse plus poussés, qui trouvent toute leur place dans les questions de Politique de la Ville. Je pense que c'est une formation à recommander aux acteurs de projet de ce domaine. Je pense aussi qu'il y a matière à développer des modélisations poussées de la dynamique urbaine. Mais « ça », aurait dit R. Kipling, « c'est une autre histoire »...

Introduction

La géographie n'a pas tout de suite été une orientation évidente. Après avoir commencé un D.E.U.G. en 1991 et l'avoir arrêté en 1995, il a fallu attendre 2001 pour que je retrouve les amphis et le valide en 2002.

Choix logique en 2001, car je souhaitais boucler ce diplôme, la géographie s'est imposée comme orientation appropriée avec la licence et la maîtrise, en 2003. En effet, ces enseignements, et la possibilité d'écrire un mémoire, de poser une partie de mes réflexions sous la tutelle d'un enseignant chercheur, me permettaient de valoriser la somme de mes expériences personnelles, professionnelles et associatives. Ce vécu, je pouvais l'intégrer à des dynamiques, des logiques, le valoriser grâce aux enseignements théoriques de ce cursus retrouvé. C'était, pour l'image, avoir la possibilité d'associer un contenant, la théorie, à un contenu, l'expérience.

En effet, ces dix ans passés avant la révélation géographique m'ont permis de compléter ma connaissance du territoire français, ayant l'occasion de vivre durablement, ou régulièrement, dans des régions diverses autant que contrastées, des Alpes à la Bretagne, du Nord à Montpellier, de la Corse au Berry, du Vaucluse à l'Ile de France... De plus, la formation pour un Brevet d'Etat d'Animateur Technicien en Education Populaire (B.E.A.T.E.P.), option « Tourisme et Environnement », m'a permis d'acquérir différents outils méthodologiques de lecture du paysage et de dynamique de groupe.

Autant de régions découvertes et suivies dans leurs évolutions. Autant de caractéristiques sociales, humaines, économiques, spatiales, environnementales... illustrées sur le terrain. Voir un pli couché entre Mont-Dauphin et Embrun (05) est suffisamment explicite pour intégrer des notions de géomorphologie. Faire les moissons et les pommes de terre dans le Nord pendant dix ans permet d'approcher l'organisation et le fonctionnement d'un monde rural agricole en mutation. Animer des chantiers de volontaires en milieu rural, après avoir suivi une formation de B.E.A.T.E.P., permet d'approcher de l'intérieur les différentes formes d'organisation de l'espace, de relations des habitants à l'espace, des habitants entre eux. De revenir à Montreuil sous Bois (93) organiser des Chantiers de Volontaires Internationaux permet d'appréhender en quoi l'espace pourra influencer sur la dynamique de groupe d'un projet, ou comment un projet pourra changer le rapport des habitants à l'espace considéré.

Le retour au cadre universitaire, avec ses outils, m'a permis de faire la synthèse entre la somme de ces informations accumulées, et logiques, processus... qui les régissent.

Aussi, quand en licence nous avons étudié la Politique de la Ville, notamment à travers le quartier de la Goutte d'Or, le lien a commencé à se faire avec les différentes expériences de chantier, en termes de cohabitations de populations différentes, de dynamiques de rencontre et de partage de l'espace. Par la suite, les enseignements sur le développement local ont pareillement résonné, tant dans les questions d'appropriation de projets, de dynamiques ascendantes et descendantes ... avec les différentes expériences d'organisation de chantier dans le cadre de projets affirmés de développement local.

Quand je quittai mon dernier emploi, j'étais en pleine expérimentation d'adaptation du chantier international de volontaires au cadre urbain, voire au cadre urbain sensible. C'est donc pourquoi le choix du sujet de ce mémoire de maîtrise a porté sur la question du développement de la mixité sociale à travers les projets de chantiers internationaux de volontaires.

La Mixité Sociale, au premier abord, prenait un sens très proche de ce qui est humainement vécu sur les chantiers. Mais au-delà de ce cadre très précis, pouvoir poser une réflexion à travers ce travail sur la dynamique de groupe, sur la relation du groupe et des personnes au projet, et la relation à l'espace, c'est pouvoir donner un sens à un parcours professionnel pour le moins complexe.

Ce qu'on demande en partie au chantier, c'est de rendre concrets des objectifs identifiés au préalable.

Or, dès qu'on aborde la question de la Mixité Sociale, on se rend compte que c'est un terme utilisé depuis plus de dix ans sans que pour autant il y ait une définition précise communément acceptée. De plus, même s'il est utilisé à tout va, ce que pourrait signifier ce terme n'est rattaché à que très peu d'actions ou de réalisations concrètes précises. Les seules observables sont d'ordre législatif et portent essentiellement sur des questions de mixité des habitats. De plus, elles sont très contestées et pas toujours appliquées.

Aussi, l'idée a été de dégager une dynamique complète à partir de ce projet concret qu'est le Chantier International de Volontaires, dont la finalité serait la mise en place d'une Mixité Sociale, dont le sens serait au préalable clairement défini.

Par ailleurs, au cours du développement de cette réflexion, M. BOORLO a proposé puis fait voter son Plan de Cohésion Sociale. Avec ce changement de termes, de Mixité à Cohésion, indiquant en soi un changement d'orientation de la pensée de la ville, il s'est posé la question de la pertinence du sujet. Cela valait-il la peine de travailler sur un concept éventuellement appelé à disparaître rapidement ?

La réponse est venue d'une étude rapide de la notion de Cohésion Sociale. Pas plus que pour la Mixité Sociale, il n'est fait référence dans le Plan à une définition cadre, qui serait la base et la limite des débats et des réflexions, des politiques et des programmes. Il n'est même pas fait mention, dans le document, d'une quelconque définition ou présentation de ce que devrait être la société telle qu'elle est pensée à travers ce plan.

Le seul point clair qui s'en est dégagé est que là où la Mixité Sociale défend la diversité des populations considérées, la Cohésion Sociale se limite à une cohésion de groupes de populations homogènes. Dans les deux cas, la finalité sous jacente est de parvenir à une dynamique urbaine satisfaisante, notamment par la disparition des espaces de relégations et autres quartiers sensibles, afin de mettre fin à des tensions ou à des troubles urbains.

Ainsi, il apparaît que la Cohésion Sociale peut être considérée comme une réduction de la notion de Mixité Sociale. Alors, ce qui est possible pour cette dernière, devrait naturellement l'être pour la première. Qui peut le plus peut le moins, aussi est-ce pourquoi le sujet est resté porté sur la question de la Mixité Sociale.

La diversité des définitions de la Mixité Sociale provient de la multiplicité des disciplines concernées par cette question. Concept urbain en soit, il est par essence lié à la Ville, donc phénomène géographique à part entière. Cependant, comme pour le Chantier

International de Volontaires, il est apparu comme indispensable de se pencher plus en détail sur les différents domaines concernés, de quitter le cadre purement spatial, et de se pencher sur les questions de groupes, de personnes, de projets, et des liens qui les unissent, ou les désunissent, les uns aux autres.

Aussi, j'ai travaillé à aborder ces différents éclairages, afin de dégager une partie, que j'espère essentielle, de leur influence tant sur le fonctionnement d'un chantier international de volontaires que sur la mise en place d'une dynamique de Mixité Sociale. Il va de soi qu'un tel travail mériterait un approfondissement qu'il n'est pas réaliste d'envisager dans le cadre de ce mémoire. Aussi ai-je choisi de présenter la part essentielle de chacune des disciplines concernées dans l'optique d'établir un compromis entre l'efficacité et la précision, en cherchant à rester assez clair sans rester trop superficiel, pour limiter le risque de se perdre dans des réflexions trop pointues.

Assez généraliste, ce travail n'en est pas moins construit à partir d'expériences et de réflexions que je travaillerai plus loin à valider, mais aussi des enseignements que j'ai pu suivre, en éducation populaire comme en géographie, et de mes lectures. A chaque début de chapitre, je veillerai à renvoyer vers quelques sources de référence, quelques ouvrages si possible disponibles.

Pratiquement, je cherche à tisser des liens entre des domaines parfois antagonistes, mais toujours complémentaires, à inviter à la découverte, à l'enrichissement, à travers de nouvelles lectures, ou des propositions. A un géographe je n'apprendrai pas l'espace, cela va de soi, par contre, j'espère l'inviter à découvrir la richesse d'un chantier international de volontaires. De même, à un acteur du chantier, j'espère pouvoir donner des outils de lecture à partir de l'espace ...

Ainsi, je souhaite créer des liens, et arriver à des propositions concrètes, qui sachent intéresser les différentes parties évoquées. Cependant, je ne crois ni à la solution unique, ni à la solution miracle. Aussi, je ne prétends surtout pas porter LA bonne parole. J'espère juste pouvoir, au cours de ce travail, arriver à proposer une dynamique viable et concrète, initiée par le chantier international de volontaires, qui tient lieu de catalyseur, de fédérateur des énergies latentes, et dont la finalité sera la mise en place d'une mixité sociale urbaine.

I. De la Politique de la ville et des concepts de Mixité Sociale au chantier international de volontaires

DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN FRANCE ...

L'objet de cette partie sera de dégager les grandes lignes de la pensée de la Politique de la Ville en France, afin de déterminer le cadre duquel a émergé la notion de Mixité Sociale, au début des années 1990.

Cette démarche sera d'abord abordée par une lecture chronologique du développement de la Politique de la Ville, afin d'en dégager les grandes étapes.

Elle sera poursuivie par l'identification des grandes lignes de pensées qui l'ont fait émerger et qui l'animent aujourd'hui.

Enfin, le regard sera porté sur les principales propositions ou obligations mises en place pour amener tout un chacun « faire société ».

Cette partie ne sera donc pas une étude des différentes déclinaisons de la Politique de la Ville en France depuis son émergence avec les programmes de Développement Social des Quartiers. L'immensité du sujet impliquerait, afin d'être pertinent, une étude à part entière, et connaît déjà bon nombre d'ouvrages qui lui sont dédiés.

Le ton de cette partie pourra paraître un peu direct, voire caricatural dans la représentation des différentes propositions ou situations. Ce parti pris a pour objet de poser rapidement et efficacement les bases de la réflexion sur la Politique de la Ville, en termes d'introduction à la suite de ce travail, et non pas en termes de provocation, même si parfois elle peut paraître proche, ni d'ouverture de débat.

Les éléments nécessaires à la rédaction de cette partie proviennent essentiellement de lectures et des enseignements de Licence, en aménagement du territoire. Il faut retenir essentiellement quelques ouvrages.

Les deux premiers sont de Claude CHALINE, « les Politiques de la Ville », PUF, 2003, qui, après avoir présenté la Politique de la Ville, dans son développement et son contenu, propose un regard critique sur les réponses mises en œuvre ou envisagées. Le second, « La Régénération Urbaine », PUF, 1999, évoque les mutations du milieu urbain et les possibilités de renouvellement, d'adaptation au contexte social actuel.

A ces ouvrages, il faut ajouter « Faire Société », le Seuil, 2003, de Jacques DONZELOT et consort, qui aborde la réflexion sur la Politique de la Ville avec un regard double, fondé sur analyse comparée des approches françaises et nord américaines.

En complément plus technique, « L'Urbanisme », PUF, 2002, de Pierre MERLIN, permet un rappel de l'évolution de la pensée urbanistique en Europe.

En plus de ces ouvrages, il est indispensable de se référer aux principaux textes de loi évoqués par la suite, notamment en ce qui concerne l'approche des conceptions sous

jaçentes de la Ville. Ainsi, le choix du sujet s'est affirmé après l'analyse du Plan de Cohésion Sociale présenté en juin 2004 par M. BOORLO. Par ailleurs, les sites consacrés à l'urbanisme, comme celui du C.D.U., du Gouvernement, ... assurent un accès aux informations de synthèse, ou aux textes de référence.

Enfin, pour les questions des relations entre l'individu et le groupe, il sera fait référence aux enseignements du B.E.A.T.E.P. "Animation et développement local", d'une part, et à « La Psychologie Sociale », PUF, 2002, de Jean Maisonneuve, qui traite d'une lecture complémentaire transversale des questions de groupe et de personnes, propose quelques outils de lecture, et progresse vers une redéfinition du lien social.

I.1.A. Définition générale

Si on prend comme repère en France l'année 1976, avec le Fond d'Aménagement Urbain, ou 1977, avec l'apparition de la notion de « cohésion sociale » dans le Contrat de Plan, la Politique de la Ville est un chantier politique assez récent, bientôt trentenaire.

Elle veille à traiter, de manière réparatrice, les situations d'exclusions, de dégradation ou de troubles sociaux... propres à ces quartiers. La part d'action préventive reste aujourd'hui encore mineure.

Elle s'applique aux quartiers « difficiles », « sensibles », « de relégation », ... en France et dans le Monde « occidental ».

Cependant, même si la Politique de la Ville est très territorialisée, elle n'en est pas moins le reflet d'une préoccupation, d'un questionnement général à l'espace urbain, sur la ville dans son essence, son existence, son évolution.

Ces réflexions et les orientations politiques qui en découlent sont en perpétuel développement depuis ces vingt dernières années, jusqu'à devenir chantier phare du gouvernement.

I.1.B. Une lecture chronologique de la Politique de la Ville

Pour bien comprendre les mécanismes ayant conduit à l'émergence de la réflexion sur la Politique de la Ville, il est nécessaire de remonter jusqu'à l'immédiat après guerre.

La France alors dévastée se trouve confrontée à la plus grande crise du logement qu'elle ait connue. Nombre de villes et villages ont été rasés par les bombardements alliés, dévastés par les combats ou encore détruits lors de la retraite des troupes nazies.

Le gouvernement se voit alors dans l'obligation de lancer de vastes chantiers de construction de nouveaux grands ensembles d'habitation, pour faire face à la demande de logements. En se replaçant dans le contexte de l'époque, c'est une aubaine qui offre du travail à la population démobilisée, et permet de quitter les logements exigus des centres villes pour des appartements avec eau courante, électricité et salle de bain, dans des immeubles avec ascenseurs et vides ordures.

Surgis au milieu des champs, ces ensembles sont généralement reliés à la ville centre par un réseau de transport en commun. Les symboles s'étant depuis inversés, un appartement avec la cuisine en Formica dans la grande barre d'habitation est alors le symbole de l'ascension sociale.

Dans les années 1960, avec la fin de la guerre d'Algérie, le logement connaît une nouvelle crise, avec l'arrivée des populations Pieds Noirs et Harkis. Les grands ensembles qui peuvent les recevoir connaissent alors un premier recul de la mixité des profils de

population, devant l'accroissement des populations réfugiées en situation difficile. Ceux qui n'y trouveront pas de place auront recours au logement en bidonville, comme de fut le cas à Nanterre.

Durant ces années, le gouvernement soutient la construction par une aide d'Etat à la construction, appelée « aide à la pierre ». Cependant, en 1977 un changement dans la politique du logement introduit une nouvelle aide, personnalisée, au logement. Celle-ci permet aux classes moyennes d'avoir un soutien vers l'accession à la propriété, et entraîne le départ rapide des classes moyennes vers les lotissements pavillonnaires des banlieues.

La conséquence de ce mouvement est la disparition de l'essentiel des classes moyennes dans les grands ensembles d'habitation, et d'une spécialisation de la population de ceux-ci avec des populations en situation difficile.

Dès le début des années 1980, la situation se tend très violemment et entraîne de nombreuses manifestations de violences, qui sont symbolisées par les rodéos urbains et les voitures brûlées à Vaux en Velin en 1981.

C'est alors que commence une réflexion sur les conditions de vies dans ces quartiers et leurs conséquences, le rôle de l'Etat et des Collectivités Locales, qui seront posées pour la première fois dans le rapport DUDEBOUT en 1983. Ce texte sera considéré comme un des documents fondateurs de la Politique de la Ville.

En 1990, la Politique de la Ville passe au rang de la législation, avec la Loi d'Orientation sur la Ville. Apparaissent alors de nouveaux outils, sur plusieurs axes différents, comme l'habitat à travers les dispositifs incitatifs à l'extension du domaine locatif privé, l'économique et l'emploi, avec la création des Zones Franches Urbaines, en complément des mesures sociales. Une des idées qui se dégage alors est celle de la Mixité Sociale.

En décembre 2000, la Politique de la Ville accède aux plus hautes marches de la question politique en France, et voit une nouvelle loi en sa faveur, la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain. En plus des thèmes explicités dans son titre, elle introduit l'obligation légale de mixité sociale de l'habitat dans les communes de plus de 5000 habitants, à travers l'article 55 de ladite loi.

Avec le changement de gouvernement en 2001, cet article sera très controversé en 2002, mais maintenu. Un nouveau ministre pour une continuité de l'action engagée par le gouvernement précédent, mais aussi pour un nouveau concept phare : « la Cohésion Sociale », qui sera consacrée par le Plan présenté en 2004. Ce changement de formulation peut aussi impliquer un changement de pensée, et un recul de l'importance de la question de la mixité dans le traitement de la Politique de la Ville.

I.1.C. Les grands axes de travail

Cette approche chronologique permet de se familiariser avec l'évolution de la pensée institutionnelle au regard de la ville. Il apparaît ainsi, que au fur et à mesure de son développement, de ses nouveaux textes ... elle s'est enrichie de nouvelles considérations, de nouveaux axes de travail, de nouveaux outils, pratiques, théoriques, ou institutionnels.

Au-delà de cette approche unidimensionnelle, il est intéressant de chercher à dégager les grandes lignes directrices de cette pensée, ainsi que leurs déclinaisons, afin de mieux appréhender la question de la Politique de la Ville dans son ensemble.

De la sorte, il est possible de dégager trois grands axes d'approche, qui seront ici présentés. Dans le cadre de la poursuite de ce travail, ils pourraient être résumés sous forme de schémas structurels, indépendamment dans un premier temps, puis réunis sous la forme d'un schéma de synthèse.

I.1.C.a. Trois axes de travail majeurs : les Habitants, l'Espace et le Territoire

La question de la politique de la ville n'est pas une spécialité française. Elle est apparue dès les années 1960 aux USA, avec l'explosion de la violence urbaine dans les quartiers les plus pauvres et les plus spécialisés ethniquement parlant.

C'est sans doute à ce moment là que la réflexion sur la ville telle qu'elle est menée aujourd'hui commence à se développer.

La structuration de la crise américaine, avec une opposition ghetto noirs pauvres et villes, puis banlieues, blanches et aisées, a amené à une réflexion bipolaire. En effet, les espaces sont très spécialisés, et les spécialisations sont en opposition, et très étanches.

L'objet de la réflexion aura été de diminuer cette spécialisation, soit en requalifiant les lieux, en y améliorant les conditions de vie, soit en cassant cette imperméabilité des espaces, par un brassage actif, artificiel, des populations.

Ces deux approches, souvent en très forte opposition, se retrouvent sous les appellations « personnes/*people* », et « espace/*place* ».

En France, le débat reprend en grande partie cette organisation de la réflexion, et les clivages se retrouvent à travers les terminologies rapportées, de la « mixité sociale » (décloisonnement des espaces) ou de la « cohésion sociale » (décloisonnement des populations dans leurs espaces).

De plus, le débat porte aussi sur la question de la distribution des différents espaces, avec des conceptions prônant l'existence d'une distribution à deux espaces à l'américaine, présente ou en devenir, d'une situation polarisée, ou d'une distribution diffuse plus ou moins prononcée, la misère étant partout, mais avec des taux de représentations variables.

Quoiqu'il en soit, la politique de la ville, en France ou aux USA, est fondée sur trois piliers : un espace, des populations, un territoire.

I.1.C.b. L'Espace dans la Politique de la Ville

La notion d'espace dans la Politique de la Ville peut prendre différents aspects.

Tout d'abord, l'espace de travail de la Politique de la Ville est un espace généralement déqualifié. C'est à dire que cet espace, issu même des meilleures intentions des architectes urbanistes, comme les ensembles de la Grande Borne à Grigny ou de Villeneuve à Grenoble, a perdu progressivement ses atouts et ses qualités, que ce soit en termes d'habitat, avec la spécialisation extrême des catégories de population, en termes de logement, avec le défaut d'entretien des immeubles, mais aussi en termes de services, avec le retrait parfois même des écoles, et enfin en termes d'activité pour ne plus être qu'espace de concentration de logement de populations ayant difficilement accès à un emploi qui a quitté les lieux.

Ensuite, c'est un espace statistiquement homogène, en termes de taux de chômage, de composition des familles, de distribution des classes... Cette approche statistique a d'ailleurs été, en France tout du moins, la première grille de lecture proposée pour la définition des quartiers sensibles. Au delà des limites évidentes de l'approche statistique, il s'agit généralement d'une population connaissant un taux de chômage très supérieur à la moyenne nationale ou locale, subsistant grâce aux dispositifs sociaux ou aux réseaux locaux, ayant un niveau de qualification ou de formation inférieur à la moyenne nationale....

De plus, il s'agit d'un espace généralement excentré, par rapport au centre ville, par rapport aux services et aux emplois. De plus, il s'agit souvent d'un espace assez mal desservi par les transports en commun, même si ce n'est pas toujours le cas, comme pour les

quartiers du Galion à Aulnay ou de Beaudotte à Sevran, ce qui concoure à son enclavement.

Ces notions de dégradations de la qualité de l'espace et de la qualité de vie, de concentration de populations défavorisées, et d'enclavement sont désignés comme les moteurs principaux de l'émergence de la notion d'espace de relégation.

L'espace dans la Politique de la Ville a donc des caractéristiques assez bien définies. Pour les tenants de l'approche « spatiale » de la question, chacune de ces caractéristiques constitue un handicap pour la population, concourant à une logique de cercle vicieux.

Plus le cadre de vie se dégrade, plus les habitants qu'elle attire sont ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir le choix, et moins ceux-ci ont de possibilité d'améliorer leur condition, et ainsi de suite ...

C'est donc en traitant ces handicaps spatiaux qu'on pourra répondre aux difficultés de ces zones de relégations.

I.1.C.c. Les populations de la Politique de la Ville

De même que l'espace, la population concernée par la Politique de la Ville répond globalement à des caractéristiques bien, trop, définies.

Le premier point qui apparaît est que les habitants de ces quartiers sont financièrement en situation précaire, connaissant un très fort taux de chômage et de chômage à longue durée. De plus, le premier emploi est difficile à obtenir.

Ce handicap financier entraîne l'impossibilité de se déplacer, à court terme pour aller prospecter le marché de l'emploi, comme à long terme pour déménager vers d'autres lieux plus faciles à vivre.

De plus, l'ancrage dans cette situation immobilise les habitants de ces quartiers dans les démarches qui sont nécessaires à leur survie (un R.M.I. se gagne en temps de démarches administratives, comme un salaire en temps de travail), et ne leur laisse pas de temps pour construire une issue à cette situation.

Plus encore, les refus successifs, l'isolement, et l'image que l'extérieur a de ces habitats ont un effet destructeur sur les dynamiques individuelles, dont la conséquence finale est le repli sur soi.

Par ailleurs, ces populations sont essentiellement composées de personnes issues plus ou moins récemment de l'immigration. Ne trouvant pas ou perdant l'emploi qu'elles étaient venues chercher, elles se trouvent immédiatement exclues du processus d'intégration par le monde du travail.

Les habitants dans la Politique de la Ville ont donc un profil bien déterminé. Ils subissent des problèmes, sont inscrits dans des mécanismes assez bien définis, auxquels il convient de remédier, pour finalement réinscrire ces personnes dans une dynamique de confiance, envers eux d'abord, mais aussi envers la société. Cette confiance retrouvée deviendra le moteur de la redynamisation des démarches personnelles, dont la finalité est le retour à l'emploi, et le déplacement vers un cadre de vie plus agréable, plus facile. Il s'agit une fois de plus de casser le cercle vicieux, pour cette fois le remplacer par un cercle vertueux.

La politique mise en oeuvre portera donc sur le retour à l'emploi, la formation, l'accompagnement des démarches et des projets ...

I.1.C.d. Les Territoires de la Politique de la Ville

Glissant de l'espace vers les habitants, il est logique d'aborder la question du territoire, résultante de ces deux composantes.

Le territoire vécu est le premier qui vient à l'esprit. Il s'agit généralement de grands ensembles construits jusqu'à la fin des années 1970 qui se sont vus progressivement déqualifiés à partir de 1977, quand l'aide personnalisée au logement a permis aux classes moyennes de partir vers des banlieues pavillonnaires. Territoire à l'espace défini, il connaît aussi une culture propre, parfois qualifiée de culture de la survie, qui amène à une identité propre, une identité de quartier, de communauté, cohabitant de manière plus ou moins tendue avec les autres habitants de la ville.

Territoire défini, il est aussi territoire restreint. Inscrit à l'intérieur d'un périmètre bien délimité, et construit en hauteur, il concentre une population en nombre important, avec peu d'espaces ouverts et aucun espace d'évasion. Ce cadre est assimilable à celui du vase clos, avec toutes les dynamiques sociales que cela implique. Ce type d'espace a pour propriété première d'exacerber les situations et les sentiments. Les ressentis, ne pouvant s'évacuer, continuent à circuler en circuit fermé et s'auto entretiennent. Dans ce contexte, un événement deviendra plus facilement le déclencheur d'une forte réaction, un incident acceptable en espace « ouvert » pourra se terminer en émeute.

De plus, la fragilité de la position individuelle entraîne une résistance face à toute forme de contrainte imposée, qu'elle soit positive ou négative. Ce qui implique que toute intervention, pour être pertinente, devra avoir été légitimée en amont, pour pouvoir être acceptée par les habitants.

Par ailleurs, ces territoires sont aussi territoires de ressources. Ces ressources pour les habitants, peuvent aller des aides de l'Etat et des collectivités territoriales jusqu'aux possibilités d'emploi ou d'activités.

Le manque de ressources sur un territoire qui ne peut être quitté sera forcément générateur de tensions. Au sein du territoire, d'une part, entre les différents habitants, car le minimum vital n'est pas assuré.

Envers les espaces voisins, d'autre part, mieux lotis, qui leur font miroiter une facilité de vie, une richesse, ne pouvant manquer de provoquer tentation ou rejet.

Il sera alors nécessaire de travailler au maintien d'un « minimum vital » suffisant pour limiter ces tensions dues aux carences du territoire. C'est un des sens donné au Revenu Minimum d'Insertion, puis du Revenu Minimum d'Activité, sens explicité quand cette aide est présentée comme étant mise en place pour « acheter la paix sociale ».

Mais la notion de ressource s'applique aussi aux potentiels du territoire, potentiels pas forcément exploités mais présents sur le territoire, et qui pourraient participer activement à la sortie de la situation de crise. Ces ressources sont en premier lieu les habitants, en tant que main d'œuvre potentielle, mais aussi en tant qu'acteurs potentiels des différents champs d'action de la Politique de la Ville, comme la médiation, l'éducation, les actions d'éducation populaire, ..., ou encore comme regards, conseils, étant les plus au fait des dysfonctionnements à l'origine de la situation problématique.

Un autre axe de travail de la Politique de la Ville sera donc de repérer et de valoriser ces potentiels. Cependant, les outils de lecture étant aujourd'hui essentiellement statistiques, ces exceptions mathématiques seront difficiles à repérer. En effet, dans une lecture classique d'un territoire, les habitants doivent correspondre aux classes auxquelles ils appartiennent.

Ces territoires sont retranscrits dans la Politique de la Ville en tant que territoires d'intervention, territoires de Projet...

Identifiés comme ayant des problématiques, ils seront intégrés à la liste des territoires soutenus, aidés. Ils verront alors la mise en place de différentes structures, dont l'objet sera la résolution de la situation par le biais de différentes actions.

Avec la mise en place de moyens spécifiques, l'intervention combinée des différents acteurs publics, de conseils, et associatifs, servant un objectif commun de résolution de la situation de crise, la Politique de la Ville introduit une logique de gestion par projets dans ces quartiers défavorisés.

... AUX DIFFERENTS CONCEPTS DE MIXITE SOCIALE

La notion mixité sociale apparaît dans les années 1980, avec la montée en puissance de la réflexion sur les problématiques urbaines. Elle sera institutionnalisée en 1990, avec la Loi d'Orientation sur la Ville. Elle représentera depuis le credo de la Politique de la Ville, jusqu'à son apogée avec la Loi Solidarités et Renouvellement Urbain, en 2000.

Cette notion est l'expression de la volonté de l'Etat de restaurer qualité de la relation entre la ville, ses habitants, et entre ceux-ci, quelques soient les lieux, et les tissus sociaux considérés. Chacun, quel qu'il soit, pourra vivre avec tout autre, quel qu'il soit, en quelque lieu que ce soit.

Au delà d'un concept général bénéficiant d'un consensus de la plus grande partie de la classe politique et des acteurs de terrains, se trouve une importante diversité de définitions dès qu'on cherche à le préciser. En effet, chacun, selon sa discipline, construira la représentation de cette Mixité Sociale avec son domaine d'expertise, ses outils de lecture, son regard, qu'il soit sociologique, « interculturel », spatial, économique ...

De là se dégagent plusieurs conceptions plus techniques, plus précises, de la Mixité Sociale. Combinées les unes avec les autres, elles pourraient sans doute être complémentaires. Mais la réflexion sur la Ville est marquée depuis trois décennies par un balancement entre le « social » et le « spatial », et la construction de la Mixité Sociale s'est essentiellement faite à travers l'une ou l'autre (non pas, « et l'autre ») des approches. Ainsi, la Loi S.R.U. a-t-elle consacré l'approche spatiale du terme, en travaillant sur la requalification des espaces et la distribution plus homogène de logements sociaux sur l'ensemble des villes du territoire national (Article 55).

Quoiqu'il en soit, au delà de ces clivages, la finalité de la Politique de la Ville à travers cet objectif de Mixité Sociale est de permettre de construire la Ville différemment, sur des valeurs d'égalités et de mélange, afin de résorber les espaces de forte concentration des classes sociales les plus défavorisées, quelque soit l'appellation consacrée qu'on retienne, et d'éviter qu'elles se reconstituent en d'autres lieux, sous d'autres formes. Elle travaille à rendre à chacun son droit à la Ville.

Cependant, les modifications dans l'organisation du gouvernement consécutives aux élections régionales de 2004 ont introduit une nouvelle notion, un nouveau thème « phare », sur le devant de la scène : la « Cohésion Sociale ». Cette notion a été explicitée plus haut, aussi ne sera-t-elle plus traitée par la suite.

I.1.D. Les différentes visions de la notion de mixité sociale

« On désigne par mixité sociale l'objectif d'une politique sociale visant, par l'élaboration des programmes de logement notamment, à faire coexister différentes classes sociales au sein d'une même unité urbaine »

(« Dictionnaire critique de l'habitat et du logement », Armand Colin, 2003)

Cette définition, bien que très teintée par un regard porté sur la question de l'habitat, a le mérite de réunir les différents éléments constitutifs du concept de Mixité Sociale, à savoir la notion de démarche politique, la question de coexistence des populations, la notion de diversité des classes sociales concernées, la notion de territoire, et la notion d'intégration urbaine.

L'illustration par l'exemple de l'application à travers les programmes de logement révèle ici l'approche spatiale du concept par l'auteur. D'autres thèmes d'approches sont aussi pris en compte, ou devraient l'être. Les principaux seront présentés ci-après.

Au delà d'une énumération des disciplines, cette partie du travail aura pour objet de présenter la nature de la réflexion, la démarche, et l'application pratique de chacune des approches de la Mixité Sociale. Ces bases, une fois posées dans les grandes lignes, quasi naïvement, permettront d'avoir une vue d'ensemble sur ce que peut signifier la mixité sociale. Elles permettront d'avoir un regard plus critique sur certaines de ses déclinaisons, avant d'aborder la question de la Mixité Sociale dans son ensemble. De là, il sera possible de définir le sens qui sera donné à ce concept pour la suite de cette réflexion.

I.1.D.a. Le spatial

Cette approche spatiale est sans doute celle qui a ces derniers temps le plus le droit de cité. Très présente dans la loi de 1996, elle se retrouve plus encore dans la loi S.R.U. de 2000 (polémique autour de l'article 55 avec l'obligation d'un minimum de logement social par commune) et reste partie importante du plan de Cohésion Sociale proposé par M. Boorlo en juillet 2004 (Pilier 2 consacré intégralement au logement, Pilier 3 consacré en partie à l'égalité des chances entre les territoires).

Elle se retrouve d'abord à travers la notion d'échelle de lecture de la ville et de son agencement dans l'espace. En effet, on parle généralement de problèmes de quartiers, de cités, espaces spécifiques intégrés à l'ensemble qu'est la ville. Mais on parle aussi de disparités entre des communes voisines, comme entre Montreuil sous Bois (93) et Vincennes (94), Gennevilliers et Nanterre (92)... On parle encore de frontières entre les différents espaces en opposition, comme par exemple c'est le cas pour l'autoroute A6 entre le nouveau Grigny et le quartier de « la Grande Borne » ...

Cette représentation spatiale de l'état de la ville est donc un élément de lecture incontournable dans l'approche de la question de la Mixité Sociale. En effet, elle permet de définir les différents territoires, qu'il s'agisse de territoires de découpage de l'intervention, comme ceux de la Politique de la Ville, de territoires de lecture, sensibles, homogènes, ayant telle ou telle caractéristique, ou encore de territoires de projets, à réintégrer à la ville, à transformer, à rénover...

Ainsi, pas de Mixité Sociale sans mise en avant des antagonismes et des problématiques, qui eux-mêmes ne peuvent être décelables sans ces outils de lectures incontournables que sont les périmètres et les échelles, base de tout découpage et de toute construction.

Si l'approche à travers cette question des outils de lecture est constitutive de la question de la Mixité Sociale, ce n'est pas celle qui est le plus mise en avant dans le sujet. En

effet, bien que d'une importance considérable et peut être négligée, elle ne reste qu'un simple outil de lecture.

Ainsi, c'est avant tout la distribution des logements et la qualité des espaces qui sont considérés quand il est question de l'approche spatiale de la Mixité Sociale.

Le premier axe de réflexion veut que pour éviter la dégénérescence de quartiers entiers, il ne doit pas y avoir d'espaces de concentration des classes sociales les plus défavorisées. De plus, pour recréer un lien social, il faut qu'il y ait un brassage des différentes populations, qui commence avec un partage des mêmes espaces, comme l'école, le centre commercial, le club de sport etc. ...

Le développement de cette approche se traduit par la volonté politique d'imposer un seuil minimal de logements sociaux pour les communes, qui devient obligation légale de 20% pour les communes de plus de 5 000 habitants, avec l'article 55 de la loi S.R.U. de 2000, lequel passera très près de l'abrogation par la suite.

Pour compléter cette approche, la Loi S.R.U. modifie les documents de planification urbaine, remplaçant les anciens Plans d'Occupation des Sols, par différents documents, dont le Schéma de Cohérence Territoriale, à l'échelle de l'agglomération, et le Programme Local de l'Habitat, sa déclinaison au niveau communal en matière de politique de construction, de distribution et d'affectation du logement.

Ainsi, il est pensé que la Mixité Sociale se développera de cette contrainte spatiale. Il semble que ce soit considéré comme un développement incontournable.

Le second axe de réflexion veut que les quartiers aujourd'hui sensibles souffrent d'un déficit d'image, qui entraîne un rejet de celui-ci par les autres quartiers de la ville et par ses propres habitants.

Ces quartiers sont perçus comme honteux, et de ce fait laissés à l'écart. Les habitants sont associés à leur quartier et mis de même à l'écart, et finissent par s'enfermer dans un espace qui détruit leur image, leur propre estime, et qui les amène à s'immobiliser dans l'acceptation d'une vie passive, à peine alimentée par les aides de l'Etat, les réseaux locaux et parfois les trafics illégaux.

La conséquence de cette dégradation de la vie sociale dans ces espaces est la fuite des activités économiques, pourtant moteurs de l'emploi local, et le retrait des services de l'Etat, ultimes lieux de socialisation, et parfois même des services de secours, police ou pompiers.

Le traitement développé à partir de cette réflexion se fait par une lecture à l'envers de la dynamique de dégradation. Il propose que la requalification de ces espaces entraînera une réappropriation de celui-ci par ses habitants, donc un sentiment d'appartenance moteur de récréation d'un lien social local, ainsi que le retour d'une dynamique personnelle constructive, motrice, l'immobilisme étant dû au rejet du quartier par le reste de la ville. La finalité de la démarche est le retour à l'emploi et la réintégration dans la Ville de ces habitants.

La concrétisation de cette approche s'est faite par un travail sur la qualité de l'habitat, dans un premier temps par des opérations esthétiques, comme la peinture neuve dans les cages d'escaliers, puis par des travaux de fond sur le bâti, comme la mise en place de nouvelles huisseries plus économes en énergie ... Mais l'état de certains bâtiments d'habitat collectif est tel que la solution envisagée et promue massivement sous l'impulsion de M. Boorlo est simplement la destruction de ces bâtiments, qui seront remplacés par des constructions de capacités équivalentes, mais mieux gérées, tant dans l'entretien que dans l'affectation des logements.

Ainsi, la dé-stigmatisation de ces quartiers doit permettre à leurs habitants de retrouver une dynamique personnelle motrice, permettant leur réintégration à la Ville. De plus, ces quartiers requalifiés, bien situés, doivent attirer de nouveaux habitants, de classes

sociales plus aisées, et permettre ainsi de brasser différentes populations, pour parvenir à la Mixité Sociale recherchée.

Cette démarche s'est traduite entre autres par la récente création de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain.

I.1.D.b. L'économique

La question économique participe de deux ordres à la question de la Mixité Sociale : les impacts spatiaux, et les impacts sociaux.

Les grands ensembles ont un coût de gestion et d'entretien très élevés. Ces charges devraient être en partie compensées par les loyers des occupants et la participation de la commune, entre autres collectivités territoriales concernées.

Or les habitants de ces espaces aujourd'hui relégués ne constituent pas un modèle de solvabilité en matière de loyer. De plus, la composition sociale de ces ensembles peut jouer un rôle d'épouvantail, entraînant un important taux de vacance des logements dans un immeuble ou un ensemble d'immeubles. Ceci entraîne un important manque à gagner pour les offices H.L.M. chargés de la gestion de ces ensembles d'habitation.

De plus, ces quartiers, au niveau communal, ne sont pas générateurs de revenus, ni par la taxe d'habitation, ni par la taxe professionnelle. Ceci entraîne un important manque à gagner au vu de la surface concernée, mais surtout un important poste de charge qui ne trouve pas de poste assurant un équilibre dans le budget municipal. Ce qui peut placer la commune dans l'impossibilité d'assurer sa participation à l'entretien de ce quartier.

Dans la continuité, les difficultés de ces populations entraîne la mise en place de service sociaux importants, donc coûteux pour la commune.

Ces trois points font que l'entretien de certains grands ensembles d'habitation devient économiquement impossible, ce qui entraîne une déqualification de l'habitat, voire du quartier dans son ensemble. Ce mécanisme rejoint ceux abordés précédemment, la concentration de populations défavorisées et le déficit d'image, dans un cercle vicieux parfois irréversible, pouvant alors aboutir à la destruction du quartier dans son ensemble, faute de solution.

Pour renverser cette dynamique, il apparaît comme nécessaire de soulager les offices H.L.M. et les communes concernés en participant à ce poste de charges au travers de dotation spécifiques, ce qui sera envisagé et mis en place à travers les différentes lois sur la Ville depuis la L.O.V. de 1990 et la notion de solidarité intercommunale.

Un autre moteur économique de la mixité sociale est l'emploi. En effet, l'entreprise, par la diversité des niveaux de compétence qu'elle offre, permet la rencontre entre différentes classes sociales. Certes, toutes ne se rencontrent pas, les cadres supérieurs ne partageant généralement pas les mêmes espaces que les populations les moins qualifiées, mais le lieu de travail permet au moins la rencontre entre les niveaux de qualification proches et voisins (différents employés entre eux, employés et encadrements ...).

De plus, l'emploi implique de sortir de chez soi, de quitter son « entre soi », donc de changer d'espaces quotidiennement et de rester ouvert, ou de se réouvrir, à un monde qui dépasse le champ visuel offert par les fenêtres de son appartement. Ces déplacements quotidiens amènent à fréquenter des lieux partagés par différentes classes sociales, donc ouvre la porte à la rencontre.

Enfin, l'emploi permet de s'affranchir de la relation d'assistantat vis à vis de l'Etat par l'intermédiaire de ses subsides, de regagner l'estime de soi, de s'inscrire dans une dynamique constructive, qui peut amener à changer de classe sociale, voire à quitter son logement en grand ensemble pour un logement plus conforme à ses aspirations.

L'emploi est donc un moteur et une source de rencontre. C'est donc une porte ouverte vers la mixité sociale.

Par ailleurs, un travailleur coûte moins cher à la collectivité, car il paye plus facilement son loyer et a moins recours aux aides diverses. La réintroduction de l'emploi dans un quartier permet donc d'alléger la pression sur le budget des collectivités locales et de l'office H.L.M., donc de faciliter la requalification des lieux.

Or l'accès à un emploi, surtout un premier emploi ou après chômage de très longue durée, n'est pas une démarche aisée en soi, ne serait-ce que par le manque de confiance en soi à vaincre. De plus, la plupart des entreprises ont quitté les espaces objets de violences urbaines, laissant d'importantes espaces, densément peuplés, sans aucune opportunité d'emploi local, pourtant le plus facile à décrocher pour une entrée ou une reprise dans le monde du travail.

Il est donc apparu nécessaire de restaurer un lien entre l'offre d'emploi et les travailleurs potentiels.

Cette réflexion s'est vue concrétisée par deux propositions.

La première vise remettre les personnes en mouvement, vers l'emploi, moralement, avec la réinscription dans une spirale ascendante, et physiquement, par la réintégration du quartier d'habitation dans un réseau de transports en commun.

La seconde a pour objet de ramener l'activité professionnelle près du lieu d'habitation. L'Etat participe directement par l'implantation ou la réimplantation de ses services, donc de postes à pourvoir. Mais il ne peut forcer une entreprise à venir s'installer dans un espace, plus encore si celui-ci souffre d'une image très négative. Il met alors en place une politique d'incitation, par l'exonération fiscale des entreprises s'installant sur certains territoires bien définis, sous condition de 30% d'embauche locale et pour 6 ans. C'est la politique des Zones Franches Urbaines.

I.1.D.c. Le social

L'action sociale est également une composante incontournable de la Politique de la Ville. En effet, comment atteindre des objectifs à finalité sociale, en termes de société, sans travailler auprès des populations.

Afficher des ambitions pour le retour à l'emploi d'une catégorie de population démotivée, ayant un niveau de qualification souvent en dessous de la moyenne des autres espaces de la ville, étant en rupture, voire en rejet, avec l'environnement social de la ville, ne peut se faire sans un important travail auprès des habitants.

Ainsi, la part de l'action sociale de la Politique de la Ville porte sur l'accompagnement des personnes dans différents domaines.

En premier lieu vient le soutien aux structures familiales, par le biais de différentes associations souvent portées par des bénévoles locaux, du type des conseils de familles, des associations de femmes ...

Vient ensuite un travail auprès des jeunes pour les ramener vers le monde d'au delà de leur quartier. Souvent représenté par le travail de réinsertion, entre autres par l'activité économique, il s'agit aussi de toute l'action d'accompagnement, d'ouverture des référentiels de ces populations, par le biais de projet à l'extérieur, comme les séjours de vacances, mais aussi l'initiation à de nouvelles connaissances.

Viennent encore des associations plus communautaires, permettant de maintenir le lien entre habitants d'une même culture, d'une même origine.

Enfin, les régies de quartiers, en plein développement, cherchent à combiner ces différentes actions, dans un objectif de mixité sociale et de réinsertion professionnelle.

Cette partie de l'action pour la mixité sociale est essentiellement mise en place par le secteur associatif, soutenu par les collectivités locales et l'Etat. Cependant, le récent transfert des financements aux collectivités locales s'est traduit par des coupes très sombres, de l'ordre de 40% des subventions, dans les budgets de ces associations.

I.1.D.d. L'humain

Un autre axe de travail enfin mérite d'être abordé, c'est celui de la place qu'a, et que prend, l'humain dans ce projet de mixité sociale.

L'adhésion de l'individu au groupe ne peut se faire durablement et efficacement si celle-ci n'est pas consentie. Et ce consentement résulte d'un ensemble d'éléments, de réponses à des questions incontournables.

Quelle est la part de liberté de choisir cette adhésion ? Si elle n'est pas flagrante, l'adhésion sera contrainte, et la personne aura tendance à se positionner contre, en rejet, en frein.

Quelle est la part d'influence dans le groupe ? L'individu a-t-il un espace de discussion, un pouvoir de décision, un droit d'agrément ou de refus ? Fort de ces droits, son rôle d'acteur aura un sens. Faute de ceux-ci, son rôle sera essentiellement passif, ou de courte durée.

Quelle est la part d'initiative laissée à l'individu dans le projet ? Un projet verra une meilleure appropriation par les acteurs si ceux-ci ont participé à son émergence.

Quel est le droit de regard de l'individu, quelle est la place laissée à son vécu dans la conception du projet ? Un projet émergent du terrain sera soutenu par ses habitants. Un projet imposé par une autorité méconnue, voire inconnue, n'aura aucune légitimité, et se verra confronté à d'importants blocages.

Une illustration reconnue de cet état d'esprit est le phénomène NIMBY ("not in my backyard" : *pas dans ma cours*), qui est l'expression du rejet par les habitants de projets d'intérêt collectif imposés sans concertation préalable.

Quel soutien pour le projet ? A-t-il une chance de voir le jour, d'être reconduit, de porter ses fruits ? Sans cette assurance, quelle motivation un peu limitée saurait s'investir, dans le doute de l'utilité in fine de sa participation ?

Quel est le gain pour la personne, le retour de son investissement dans le projet ? Tout travail mérite salaire, tout engagement, mérite un retour, sous quelque forme que soit, de la rémunération monétaire à une reconnaissance officielle. Sans ce soutien, cet encouragement, la motivation ne saura durer, et l'individu se retirera progressivement du projet.

Ces questions sont fondamentales pour la mise en place de tout projet. Elles peuvent paraître évidentes pour un porteur de projet chevronné, peut-être rejoignent-elles les bases de la démocratie participative. Cependant, la faible participation des populations, dans ces quartiers ou en tout autre point de la ville, d'ailleurs, peut faire se poser la question de savoir si ces évidences ne sont pas, objectivement, négligées.

Sans doute ce regard peut être une clef de voûte, pour passer d'une Politique de la Ville fondée sur l'assistance, souvent même décriée en tant qu'assistanat des personnes, vers une politique d'accompagnement de l'émergence des personnes et de leurs projets.

Jusqu'ici, ces populations ont été évaluées en termes statistiques, à partir desquelles ont été définies leurs attentes et les réponses à apporter, mais avec quel espace de parole, de concertation, pour chacune des personnes concernées.

Si la participation aujourd'hui reste une chimère d'une démocratie haletante, peut-être peut-on se poser chacune des questions ci-dessus. Qu'il s'agisse de l'échelle d'un quartier ou du pays, un groupe reste composé d'individu, et le positionnement de l'individu face au groupe sera toujours régit par les mêmes règles. Une participation à la démocratie ne commencerait-elle pas à l'échelle de l'individu ?

Les individus se retrouvant dans leurs aspirations se retrouveraient dans leurs projets. Se retrouveraient tout court, au delà des questions d'appartenance, d'origine, de classes sociales... Ils poseraient les bases d'une mixité sociale acceptée, sensée, réelle, et légitime, première pierre d'une dynamique de quartier.

Réunis autour d'un même projet, les habitants ne trouveraient-ils alors pas une cohérence, puis une cohésion, pour former un premier niveau de société ? L'individu, l'habitant, n'est-il donc pas la première pierre de la mixité sociale, et le projet commun n'est-il pas le lien entre ces entités fondamentales ?

I.1.E. De la Mixité Sociale vers la dynamique de projet.

La question qui se pose alors est de savoir quel type de projet mettre en place, et comment le faire émerger.

Les postulats de base sont que le projet attendu doit répondre à des attentes locales, être crédible dans sa mise en place et sa longévité, pouvoir apporter un retour bénéfique et valorisant au participant, et l'amener à tenir un rôle actif devant lui permettre de retrouver une dynamique propre et d'accepter de rencontrer d'autres personnes et de s'intégrer à un groupe, puis à la société.

Théoriquement, l'émergence, la définition initiale d'un projet de ce type est une question assez simple. En effet, pour être adapté, il doit être imaginé, conçu, par ses futurs acteurs, et soutenu par des moyens reconnus comme pérennes.

La question qui se présente alors est de savoir comment initier cette émergence.

Vient alors la question du déclenchement : une réflexion ne naît que rarement d'une illumination spontanée, née de nulle part, ou des profondeurs obscures d'une intelligence supérieure. Elle est souvent le fruit de la rencontre entre des expériences vécues, des aspirations, des connaissances, et d'un déclic, qui va les regrouper, leur donner un sens. L'eau peut être en dessous de zéro degré, tant qu'elle n'aura pas un premier point d'ancrage, elle ne gèlera pas. En physique, c'est le principe de la surfusion.

Un projet, donc, a besoin d'un point d'accroche initial, d'un déclencheur.

L'enjeu de la démarche, alors est de trouver un déclencheur efficace, qui sera accepté, et qui permettra de lancer le processus d'initiation du projet, tant dans sa mise en place que son acceptation par les habitants.

I.1.F. Quelques regards sur les limites de la mixité sociale

Pour continuer plus avant dans la recherche d'une définition de la mixité sociale, il convient d'ouvrir la portée de la recherche et de se pencher sur d'autres travaux sur le sujet. Ceci permettra de compléter les propositions précédentes et de dégager quelques autres points clefs.

Les textes qui suivent ci-après sont issus du site internet du Centre de Documentation sur l'Urbanisme.

JAILLET, Marie-Christine.- A propos de la mixité.- Cahiers du D.S.U., n° 21, déc. 1998.- pp. 38-43

« La thématique de la mixité est réactivée par l'Etat pour éviter le risque de constitution de ghettos, cette injonction à la mixité étant très présente dans le texte de la L.O.V. qui fait le pari que l'on peut atteindre l'objectif de mixité sociale par l'urbain en fabriquant autrement la ville. La **mixité sociale est un idéal qui nie la réalité des modes de structuration et lorsqu'elle est imposée, la proximité entre des groupes sociaux différents provoque des frictions ou un repli sur soi.** L'injonction à la mixité sociale s'est appuyée sur le constat de l'homogénéité sociale des quartiers d'habitat social qui est jugée néfaste. Mais il apparaît que **les quartiers en difficulté qui font l'objet de cette injonction à la mixité sont bien plus mixtes que d'autres espaces urbains.** Si ces quartiers font l'objet de cette injonction c'est parce qu'ils dérangent et qu'ils font peur. Les bailleurs sociaux ont eu peu ou pas de succès à faire revenir les classes moyennes dans ces quartiers.

Au lieu de lutter contre la pauvreté par la mixité dans le logement, **il faudrait plutôt que les espaces publics soient partageables** en veillant à ce que les habitants des quartiers pauvres aient accès à ces espaces. Aujourd'hui, **l'injonction à la mixité porte plus sur l'agglomération que sur les quartiers,** les politiques d'agglomération visant à répartir la localisation des logements sociaux en tenant compte de l'accessibilité des équipements et services urbains. La mixité de l'offre immobilière progresse grâce aux P.L.H. mais dans beaucoup d'entre eux, cette mixité est recherchée par les communes qui sont marquées par le poids du secteur H.L.M. ou par les communes qui ont un parc de logements trop uniforme. », in C.D.U.

- une approche artificielle de la construction de la mixité ne peut être efficace
- une mixité imposée ne peut pas fonctionner
- la mixité n'est pas synonyme de stabilité sociale
- rendre les espaces publics partageables et accessibles au plus pauvres

HANNOYER, François.- La mixité sociale : une fausse bonne idée?.- Territoires, n° 424, janv. 2002.- pp. 28-30, bibliogr.

« Critique des objectifs et des moyens de la mixité sociale. L'auteur discerne, derrière ceux-ci, une **stigmatisation insidieuse de la précarité,** estime que l'injonction figurant dans la loi S.R.U. est en fait stérile et que **la mixité telle qu'elle est envisagée est une impasse car elle conduit soit à la destruction des endroits où elle est impossible, soit à la reproduction des différents stigmates.** Il évoque les problèmes posés par le relogement, les insuffisances de la démocratie locale et les impossibilités actuelles d'imposer la mixité **en soulignant les problèmes qu'elle peut faire naître pour chaque classe sociale.** » in C.D.U.

- accentuation du regard négatif : stigmatisation des quartiers
- l'approche injonctive de la loi S.R.U. ne peut fonctionner
- nettoyer par le vide n'est pas construire
- l'approche actuelle est incomplète et ne permet pas d'atteindre ses objectifs

AVENEL, Cyprien.- **Les territoires de la ville entre mixité et ségrégation selon les échelles d'observation.**-Informations sociales, n° 104, 3ème trim. 2002.- pp. 60-69, notes, réf. bibliogr.

« La société française ne se réduit pas à une division entre exclus et inclus, ni entre villes riches et pauvres, ni même entre quartiers aisés et sensibles. Mais si l'on adopte une échelle géographique d'observation très fine, **on voit apparaître des discontinuités sociales et spatiales au niveau des bâtiments, voire des cages d'escalier. En termes d'analyse des modes de vie, ces faits statistiques mineurs apparaissent comme des mécanismes sociologiques majeurs.** », in dossier du site C.D.U.

- nécessité d'affiner l'approche scalaire
- nécessité de construire une réflexion intégrant la base
- si on poursuit l'affinage, l'individu devient une des composantes fondamentales du mécanisme sociologique de la Mixité Sociale

Ces textes, tantôt par les manques qu'ils soulignent, tantôt par les propositions mises en avant, reviennent vers les propositions faites précédemment. La Mixité sociale ne peut être que le fruit d'une logique de projet. Les habitants doivent s'être approprié ce projet. La participation collective est le fruit de l'ensemble des participations individuelles à cette dynamique de projet. De même qu'il y a un jeu d'échelle pour la participation et pour l'espace des territoires considérés, du palier, de l'étage, vers le quartier, la ville, il est possible de construire un jeu d'échelle pour les projets, du projet ponctuel, comme le projet déclencheur, au niveau local ou micro local, au Projet Urbain dans son ensemble.

I.1.G. Vers une définition de la Mixité Sociale

Ainsi, la Mixité Sociale est le fruit d'une dynamique collective complexe, intégrant la diversité des populations concernées. Cette dynamique est la résultante d'une réappropriation partagée de l'espace et du projet commun, par chacune des parties, groupes, individus, de cette population. Cette dynamique se décline et se construit à partir d'un jeu d'imbrication des échelles des lectures, que celles-ci soient spatiales, sociales, économiques ou humaines.

Pour illustrer clairement l'ensemble de ce propos, il faut revenir aux prémices, parfois impensés, de la démocratie, à bord de bateaux de pirates au XVIIème siècle.

Qu'est ce qui faisait que des hommes, aux origines les plus diverses, aux mœurs les plus violentes, dans des conditions de vie inimaginables aujourd'hui, risquant leur vie en permanence, ne serait-ce qu'en buvant de l'eau, pouvaient tenir toute la durée d'une campagne, ensemble ?

Deux choses, de façon générale : une direction sous la gouverne d'une autorité légitime, car démocratiquement élue ou révoquée, et une logique de projet commun.

Survivre, à un abordage par exemple, comme base de projet fondamental, et s'enrichir, comme projet au final. Vienne un de ces fondamentaux à défaillir, le navire courrait à sa perte.

II. Le Chantier International de Volontaires comme réponse aux problématiques de la Mixité Sociale

DEFINITION

Le Chantier International de Volontaires est la rencontre pendant une durée déterminée, généralement de trois semaines, d'un groupe de jeunes volontaires de différentes nationalités et d'une collectivité locale et de ses habitants.

Il se divise en deux temps. Le premier est un temps d'action en faveur de a commune, comme la restauration d'un élément du patrimoine, une intervention sur l'environnement ... Le second est un temps de rencontre entre toutes les personnes concernées par le chantier, et de découverte des environs.

Le Chantier International de Volontaires, ou encore chantier de jeunes bénévoles, est une action d'animation et de développement local, ouverte à tous, et pour le bénéfice de tous.

Il se distingue très sensiblement des Chantiers Ecole ou des Chantiers d'Insertion par le fait qu'il n'a pas de vocation de réinsertion de groupe ni de professionnalisation, par sa durée plus réduite, et par le volontarisme des participants, qui s'impliquent à tous les niveaux du Chantier. En effet, ceux-ci cotisent aux associations organisatrices, payent leur voyage, et parfois s'acquittent de frais complémentaires.

La réflexion de cette partie est fondée en grande partie sur l'expérience du vécu de chantiers, mais aussi des références citées plus haut à travers la bibliographie.

A celles-ci, il convient d'ajouter un ouvrage élaboré sous la direction de Jean BOURRIEU, alors président de COTRAVAUX : « Les Apports des chantiers de jeunes bénévoles », I.N.J.E.P. 1997, collection mémoire. Cet ouvrage est le fruit de trois ans d'études sur les différents impacts du chantier, au regard de la socialisation et de la citoyenneté, du développement local, et de l'aménagement du territoire.

LE CHANTIER, UN CADRE HUMAIN

Un chantier est le produit de la combinaison de plusieurs cadres, à savoir le cadre humain, celui du groupe, et celui de l'espace.

La première caractéristique du chantier international de volontaires, c'est qu'il est le fruit de la somme d'initiatives individuelles, de sa mise en place à sa réalisation.

II.1.A. Un contexte humain

II.1.A.a. Des personnes

Ces personnes sont d'origines variées, et leur implication dans le chantier est de nature très variable, tant en termes de profondeur de l'investissement qu'en termes de diversité des apports.

Des volontaires internationaux

Des motivations

L'ensemble de personnes qui vient en premier est celui des volontaires internationaux.

Ils ont généralement entre 15 et 25 ans, et peuvent être couramment d'une dizaine de nationalités différentes sur un chantier, avec au moins autant de cultures représentées.

Ils n'ont pas forcément, voire rarement, un savoir faire technique particulier, mais c'est de bon coeur, en pantalon de velours s'il faut, qu'ils apprendront les rudiments de la maçonnerie nécessaires à l'action, et bien plus, ce d'autant mieux que l'ambiance sera bonne.

Leurs motivations sont diverses, et varient selon les volontaires, les chantiers choisis, et les réseaux associatifs organisateurs.

En premier lieu, les volontaires souhaitent que le chantier soit un lieu de rencontre.

Entre les différents volontaires, d'une part, mais aussi avec les différents habitants de la commune d'accueil et de ses environs.

Ensuite, les volontaires viennent pour découvrir un pays, une région, une culture. Une découverte active et intégrée, par opposition à une approche plus « touristique », plus passive. Découverte plus sécurisante, plus assurée, également, grâce au cadre du groupe, qui constitue un cadre de référence, un noyau protecteur en milieu totalement inconnu.

Dans ce même esprit, ils souhaitent apprendre ou approfondir une nouvelle langue, que ce soit la langue du pays d'accueil, ou la langue internationale retenue pour la gestion du chantier.

Les volontaires viennent également pour faire « quelque chose d'utile ». Le chantier est l'occasion d'investir une énergie souvent contenue tout au long de l'année, et d'exprimer un caractère solidaire, de concrétiser quelque chose d'intérêt collectif et ou de pérenne, de participer à la préservation du patrimoine, bâti ou naturel. C'est l'occasion de laisser une marque concrète et positive de son action.

Par contre, au moins, au début du chantier, les volontaires sont peu motivés par l'apprentissage de techniques, la découverte d'un travail manuel, ou la prise de responsabilités dans la vie quotidienne.

Ces motivations sont variables d'un volontaires à l'autre, selon par exemple qu'il ait eu ou non des expériences de chantier au préalable.

Parmi toutes ces motivations, ce sont bel et bien la rencontre d'autres personnes et la découverte d'un nouveau milieu qui sont les plus représentées.

Des attentes

S'ils sont motivés, les volontaires n'en ont pas moins des attentes au regard du chantier. Sans rentrer dans le détail de chacune de celles-ci, elles portent essentiellement sur la qualité de l'expérience du chantier au regard de ce qui a motivé leur engagement.

Certaines seront générales, comme la qualité de la vie du groupe. D'autres seront plus spécifiques au chantier choisi, comme la possibilité de découvrir Paris, en Ile de France, ou de vraiment rencontrer les habitants dans une haute vallée des Alpes. Ces attentes sont des clefs de lecture importantes sur l'évolution d'un groupe, des leviers majeurs pour la construction de la dynamique du chantier.

Enfin, sur le chantier, un volontaire est une personne. Une personne vient avec sa culture propre, qu'elle soit nationale, régionale, religieuse, mais aussi avec son histoire personnelle, ses repères, ses limites, ses forces et ses craintes.

Cette dimension est la base du Chantier International de Volontaires, qui sera le terrain de l'échange autour de ces cultures, le terrain de la construction d'une nouvelle culture personnelle, enrichie de toutes les autres cultures du groupe.

Des personnes locales

Le chantier s'inscrit également dans le cadre de la participation de différentes personnes locales.

Les premières concernées sont bien évidemment les bailleurs d'ouvrage, généralement le Maire ou des membres du conseil municipal. Initiateurs du chantier et participant à la mise en place du chantier, il s'agit pour eux aussi d'un temps fort.

Pour eux, le chantier doit être un temps fort dans la vie de la collectivité locale, aussi leurs attentes sont-elles multiples.

En tant qu'élus, tout d'abord, ils en espèrent des effets sur différents points au bénéfice de la commune.

Le premier thème porte sur l'animation locale, la construction ou l'amélioration du tissu des relations locales, entre les différents groupes de la commune (jeunes locaux, ouvriers communaux, conseil municipal, associations locales ...).

Le second point porte sur la dimension éducative du chantier, en termes d'images positives, d'exemple constructif, en termes d'acquisition de savoir-faire et en termes de redynamisation positive, auprès des jeunes locaux.

Viennent ensuite les effets sur la relation de la personne à l'espace qu'elle habite, qu'elle pratique. Ainsi, le chantier devra permettre à chacun de s'approprier, ou de se réapproprier l'espace, d'une part, et de rentrer dans une logique de partage de l'espace collectif, d'autre part, afin d'en faire ou en refaire un lien de rencontre et de créer un respect des usagers et des riverains.

Compte encore la dimension de développement local, en termes d'aménagement du territoire, grâce au travail réalisé, mais aussi en termes de revalorisation de celui-ci, quand un chantier permet la mise en place d'une activité économique (musée ...). C'est aussi un gain important en termes d'image, avec la possibilité de mettre en avant dans la presse locale des événements positifs pour la commune, tant en ce qui concerne l'investissement des jeunes locaux que le dynamisme de l'équipe municipale.

Enfin, l'impact sur la vie citoyenne est une attente majeure, tant dans la rencontre

entre les personnes et les élus, mais aussi dans la réappropriation de l'action collective et de la vie publique. Un jeune qui aura participé aux décisions du chantier et échangé avec un Maire pourra devenir un interlocuteur reconnu, et un acteur potentiel. Le rétablissement du dialogue entre élus et groupes en oppositions, autour du chantier, permettra d'aborder les points de friction.

Ces dimensions sont importantes en tant qu'ensemble, car c'est ce tout qui différencie un chantier international de volontaires de l'action d'un artisan local, et légitime la réalisation de travaux par un groupe de volontaires internationaux plutôt que par un professionnel local.

Par ailleurs, le bailleur d'ouvrage, qu'il soit élu local ou représentant associatif, attend du chantier qu'il soit une réussite, car celui-ci représente un investissement, en termes de coût dans le budget de la collectivité ou de l'association, et en termes de moyens, d'équipements (logements = gymnase ou salle des fêtes) et de personnels (animateurs techniques = ouvriers ou bénévoles communaux, par exemple).

De plus, un artisan concurrencé sur la réalisation des travaux sera plus attentif, et plus critique sur la qualité de la réalisation et de l'animation.

Souvent, le premier chantier est décisif, car il déterminera la reconduite ou non de ce type d'action, mais aussi parce que le collègue initiateur a pu mettre entre jeu son crédit local et le renouvellement de son mandat.

Des personnes en difficulté

Enfin, le chantier est un lieu d'accueil, de participation, de personnes en difficulté.

Celles-ci peuvent venir grâce à l'intermédiaire d'actions ou de programmes sociaux, français (Développement Social des Quartiers, puis Politique de la Ville), Européens (via certains programmes du Service Volontaire Européen), ou encore étrangers, par l'intermédiaire des réseaux inter associatifs ou du S.V.E.

Mais celles-ci sont également issues de la population locale, comme par exemple des personnes en situation d'exclusion, des jeunes ou groupes de jeunes vus comme délinquants alors qu'ils ne le sont pas forcément ou pas du tout ...

Qu'elles viennent dans le cadre d'une démarche construite avec une structure, en amont du chantier, ou spontanément, par effet d'agrégation, ces personnes se retrouvent dans leurs attentes. Le chantier doit être avant tout un cadre nouveau, un cadre neutre, qui leur permette de se reconstruire une image, une dynamique personnelle, au milieu d'un ensemble de personnes qui, bien que n'étant pas en difficulté, sont dans la même démarche, à mille lieues de leurs références habituelles.

De plus, le chantier doit être un cadre valorisant, permettant la reconnaissance de l'investissement personnel, dans le travail, dans la vie de groupe, dans la participation à la vie du chantier, à une vie collective qui les reconnaît pour ce qu'elles sont.

Enfin, toujours par cette notion de neutralité, le chantier doit pouvoir être un espace de retrouvailles au delà des clivages ancrés dans le quotidien, pour des membres d'une population locale divisée.

II.1.A.b. Un jeu de groupes

L'ensemble de ces personnes constitue des groupes qui s'articulent entre eux selon différents jeux de lectures.

Le chantier : le groupe nucléaire

Le premier groupe considéré sera celui des volontaires, internationaux et éventuellement locaux. C'est ce groupe qui portera l'ensemble de la dynamique et qui sera le moteur et le prétexte de l'action locale.

Composé dans son essence de sa diversité culturelle, animé par les initiatives des volontaires, soutenus par les animateurs, il sera le terrain de la découverte de l'autre comme soi, des autres comme de chacun parmi l'ensemble, le support de la rencontre au delà des différences, vers la création d'une culture, d'une identité propre.

Il sera également le cadre de la concertation et de la prise de décision au regard des orientations données à l'action technique, à la gestion budgétaire, ou à l'organisation de la vie du groupe.

Le chantier+ les acteurs : le groupe acteur

Autour du groupe des volontaires gravitent les différents acteurs plus occasionnels de la vie du chantier. Il peut s'agir d'un animateur technique communal, du bailleur d'ouvrage, de jeunes locaux participant à certains temps du chantier (temps de travail technique, participation à la construction de projets de découverte des environs ...)

Ces acteurs sont tous issus de la population locale, voire des environs. C'est au sein de ce groupe que se tissera l'essentiel des liens les plus riches entre le chantier et la collectivité d'accueil.

Il sera le premier acteur de l'intégration du projet dans la vie locale, et constituera la porte ouverte vers le reste de la population.

Plus fort sera le taux de participation des acteurs locaux dans ce groupe, plus variées seront les origines locales de membres qui le composent, plus fort sera l'ancrage dans la vie locale.

Le chantier avec la pop loc : le groupe d'impact

A cette participation des acteurs locaux du chantier s'ajoute celle des visiteurs et des acteurs occasionnels.

Il peut s'agir d'un groupe de jeunes du pays qui viennent participer aux temps de loisir du groupe, il peut s'agir de voisins ou de locaux qui viennent apporter un soutien sur un temps particulier, ou offrir des victuailles, ou encore de personnes ou d'associations participant à la découverte de la région par le groupe.

Ces acteurs, bien que moins impliqués dans la vie du chantier, seront des ressources considérables pour la qualité de l'intégration locale et pour la richesse de la dynamique de rencontre et de découverte.

De plus, passants occasionnels, ils peuvent avoir apporté un recul au regard du groupe, et permettre à celui-ci de résoudre une difficulté, tant technique qu'humaine au sein du groupe.

L'ensemble de ces personnes aura été touché certainement par la dynamique du chantier, et celles-ci constitueront autant de supports pour la pérennisation de l'action menée et des développements initiés.

Les sous-groupes affinitaires "intra" et "trans"

Par ailleurs, à l'intérieur de ces différents niveaux de groupes pourront se créer des sous-groupes, liés par des intérêts plus particuliers, des affections plus profondes.

Ces sous-groupes affinitaires pourront être aussi bien observables à l'intérieur d'un même niveau de groupe : groupes intra (volontaires avec volontaires) que d'un niveau à l'autre : groupe trans (volontaires avec jeunes locaux, acteurs ou visiteurs). Ils constitueront donc l'essence de la cohésion entre ces différents niveaux du groupe en général. Plus ils seront prononcés, plus le groupe considéré sera cohérent, et plus l'action menée sera ancrée

en profondeur.

De plus, ces sous-groupes affinitaires peuvent perdurer au-delà du chantier plus facilement et plus profondément que l'ensemble du groupe, certains couples pouvant se créer sur un chantier et se marier par la suite. La qualité de ces sous-groupes affinitaires sera donc un élément majeur de l'inscription de l'action du chantier dans la durée.

Enfin, ces sous-groupes affinitaires qui perdurent ouvrent la porte au déplacement des personnes qui le constituent, que ce soit pour s'établir en couple, sur place ou ailleurs, ou encore pour se retrouver pendant les vacances, autour d'autres chantiers, ... Ces sous groupes constituent ainsi autant de motifs de voyages, voire de migrations, donc de portes ouvertes vers un monde personnel élargi.

II.1.A.c. Des groupes

Selon les chantiers, les groupes de volontaires peuvent varier dans leur composition.

Les groupes classiques

Ainsi, un groupe classique sera composé d'une quinzaine de volontaires.

Dans la mesure du possible, les associations organisatrices portent une attention particulière à toutes les formes de mixité.

De la sorte, le groupe sera composé de personnes généralement âgées de 16 à 25 ans, d'une dizaine de nationalités différentes. De la sorte, les cultures, tant au regard de l'âge que du pays d'origine, sont plus à même de se mêler, de s'abandonner ou de se rencontrer.

Ce terrain est un cadre favorable à l'abandon de certains comportements (agressivité, dépendance), et à la construction d'une nouvelle identité, d'une nouvelle culture personnelle.

La mixité des sexes est plus difficile à obtenir, car les chantiers sont caractérisés par une nette surreprésentation des filles, la balance étant de l'ordre de deux tiers pour un tiers.

Par ailleurs, la mixité des âges s'arrête à la fourchette 15 – 30 ans, sauf exceptions. Ceci peut être un effet pervers du soutien en France des chantiers par le Ministère de la Jeunesse et des Sports. Cela peut aussi être dû au fait que la vie famille ne favorise pas la participation à ce genre d'investissement personnel.

Cependant, je n'ai que peu entendu parler de réflexions autour de ce thème, qui pourrait être un développement intéressant, tant au regard du nombre croissant de volontaires retraités potentiels, que des familles à enfants, qui pourraient constituer un vivier à valoriser pour compléter la dimension trans-générationnelle de la composition d'un groupe de volontaires.

Les groupes adolescents

A ce profil classique de groupe s'ajoute celui plus spécifique, plus artificiel, des groupes d'adolescents.

Ces groupes, d'effectifs et de diversité culturelle semblables aux groupes classiques, sont composés uniquement, ou essentiellement, de mineurs.

Cette composition particulière est due à deux facteurs.

Le premier est que l'accompagnement des animateurs sera d'autant plus lourd que les volontaires auront rarement été en situation d'organisateur ou de prise de décision.

Le second est plus réglementaire. En effet, même s'il existe un flou dans la législation relative aux mineurs étrangers accueillis sur des chantiers en France, un chantier d'adolescents est soumis aux mêmes réglementations qu'un séjour de Centre de Vacances et de Loisirs classique, avec des impératifs en termes d'encadrement, de comportement des mineurs, de suivi, ...

Les groupes thématiques

Enfin, selon les objectifs de certains chantiers, il peut y avoir des groupes constitués autour d'une thématique porteuse. Il pourra s'agir par exemple de chantiers de réflexion sur l'environnement, la paix, ... de chantiers archéologiques, de chantiers spectacles ...

L'effet ne sera pas perceptible par une modification de la structure en termes d'âges, de sex-ratio ou de nationalités, mais plus par un état d'esprit des volontaires, plus proches dans leurs repères personnels, dans leurs attentes, dans leur conception de l'engagement sur un chantier ...

Dans certains cas, le niveau de compétence des volontaires sera plus élevés, et ils constitueront des ressources d'autant plus importantes pour la construction de la dynamique et du contenu du projet.

Généralement, on peut espérer qu'un volontaire ayant choisi de participer à un projet thématique soit plus déterminé dans sa participation qu'un volontaire dont c'est la première expérience, sur un projet plus classique.

Ainsi, la somme de dynamiques individuelles convergeant vers les mêmes aspirations entraînera la constitution d'un groupe nucléaire autour duquel se fédéreront d'autres dynamiques personnelles, participant alors à un processus de création d'un groupe actif de plus en plus large, moteur d'une dynamique locale d'autant plus ancrée dans la durée et la vie de la collectivité locale que le nombre de personnes rassemblées aura été important. Au final, l'enjeu est bel et bien de créer une société locale cohérente, mue par cette dynamique commune.

II.1.B. Une intervention humaine

Le Chantier est donc un terrain d'action humaine autant que sociale. Au de là de la présentation des différents terrains humains de travail du chantier, il est intéressant de déterminer ce sur quoi le chantier intervient.

II.1.B.a. Sur chaque personne

Ainsi, le premier terrain d'intervention est la personne, pièce fondamentale de tout ensemble humain. Cette intervention se fera autant sur la personne en tant qu'individu constitutif d'un groupe, d'un ensemble social, que sur l'entité humaine particulière qu'elle représente.

L'ouverture d'une nouvelle relation de dialogue, d'échange, intégrant la notion de différence

Le premier apport du chantier se fera sur l'appropriation de la réalité de la notion de différence. Ainsi, la rencontre de toutes ces cultures différentes, voire parfois antagoniste, et la mise en place d'une façon de vivre acceptable par tous constitueront une initiation déterminante à l'acceptation de la différence. C'est l'espace, c'est le moment où la différence ne sera plus perçue comme une menace, mais comme un apport complémentaire aux acquis de base du groupe, une source de richesse au bénéfice de tous.

Cependant, plus les décalages seront importants, plus la qualité de l'accompagnement du chantier, tant en contenu qu'en capacité de médiation, devra être élevée.

Découvrir l'autre au delà des représentations ancrées

Le chantier est également un cadre où la rencontre de l'autre est possible. Elle est même un des fondements de la dynamique qui a attiré la personne vers le chantier.

Cette rencontre sera naturellement superficielle, par la simple proximité entre les

participants. Mais il est possible de vraiment l'approfondir, à partir de temps d'actions précis, qui permettront de solliciter la rencontre au delà des affinités spontanées.

Ce sera donc, l'occasion de découvrir l'autre au delà des représentations ancrées dans l'imaginaire collectif, par les différents acteurs habituels (groupes de vie habituel, enseignements divers, média ...)

La découverte de la portée d'une prise de décision ou d'une action

Par la participation à l'organisation de la vie du chantier, tant dans la prise de décision que la prise d'initiative, le chantier est un terrain de pratique de l'organisation démocratique de la vie en collectivité.

Mais, plus encore, c'est l'occasion de voir de suite la portée et la conséquence de ses choix, de ses positions, de ses actes.

C'est l'occasion de mesurer et d'appréhender la question de la responsabilité personnelle au regard de la vie des autres, de mesurer l'impact de la responsabilité individuelle sur la vie de groupe.

A terme, c'est l'occasion de comprendre et de pratiquer les questions de démocratie, de médiation, et de vie dans une société, quelle qu'elle soit.

La construction d'une nouvelle identité

Mais il apparaît que l'Autre est aussi un formidable miroir, un regard sur soi-même. Un milieu d'Autres étroits peut être castrateur, enfermant la personne dans un jeu de codes, de représentations, de règles qu'elle accepte soit par contrainte, soit par méconnaissance d'autres possibles.

Le chantier constitue un milieu d'Autres ouvert et diversifié, où chacun a la possibilité de laisser de côté tout ou partie de ses repères, et de s'en constituer de nouveaux au gré des personnalités et des cultures rencontrées, des échanges qui auront eu lieu entre tous et chacun.

Si le chantier est certainement un temps majeur dans l'ouverture de la personnalité des participants, il peut éventuellement l'occasion de se reconstruire entièrement une nouvelle image.

Ce processus pourra être particulièrement intéressant dans le cadre de démarches de remobilisation des personnes, et c'est à ce titre qu'il est soutenu par le Ministère des Affaires Sanitaires et Sociales, et par les acteurs de la Politique de la Ville.

Il sera par contre très souhaitable d'anticiper les décalages qui peuvent se produire. Ceux-ci peuvent s'installer pendant le chantier, entre un jeune étranger et un jeune issu de l'immigration de la même origine, qui sera confronté à sa non appartenance à la culture, à la nationalité, qu'il revendique au quotidien. Ce problème reste exceptionnel, le terrain du chantier permettant justement la rencontre des identités, et non le conflit de revendication d'appartenance.

Mais c'est surtout pour l'après chantier que la question se pose, pour le retour d'un volontaire ayant vécu positivement le chantier. En effet, le retour dans un milieu moins ouvert pourra le positionner en conflit avec la dynamique qu'il a vécue, avec la nouvelle identité qu'il s'est construite. Cette situation n'est pas non plus systématique, mais le risque est pris en considération dans les programmes en lien avec la Politique de la Ville ou les Affaires Sociales, qui demandent souvent que le volontaire issu de situation sensible ait un référent dans le cadre de cette démarche.

L'ouverture des horizons personnels

Cette nouvelle identité est construite à partir des notions de rencontre, de découverte de nouvelles cultures et de valorisation positive des capacités et des possibles personnels.

Elle ouvre la porte à l'assimilation des questions d'apprentissage, de participation, de voyages. Une concrétisation immédiate de ce développement personnel pourra être de poursuivre des vacances, ailleurs, avec des volontaires du groupe, aussi bien qu'intégrer une formation dans la continuité des savoir faire révélés lors du chantier, ou encore de rentrer chez soi avec un regard nouveau sur ses possibilités d'action sur l'environnement et le cadre de vie.

Qu'il s'agisse d'espace, de vie en collectivité ou de développement personnel, le chantier est un remarquable terrain d'ouverture des horizons personnels.

II.1.B.b. Au sein du groupe

Tous ces apports individuels se déclinent bien évidemment au sein des différents groupes du chantier.

Cependant, le groupe en lui-même, bien qu'éphémère, va devoir apprendre différents fonctionnements, différentes notions fondamentales à sa construction et à son fonctionnement. L'acquisition de ces fondamentaux sera le gage de la qualité de la vie de groupe pendant le chantier.

L'apprentissage de la vie de groupe

La vie en collectivité s'est souvent résumée, pour les volontaires, à la vie sociale classique, à travers la vie familiale et le parcours scolaire/universitaire ou professionnel.

Mais le premier reste souvent un groupe très restreint, posé sur une organisation assez rigide car structuré par un découpage générationnel.

Le second type de groupes reste souvent un groupe vécu sur des temps précis, et où les sous groupes affinitaires prédominent. De plus, ce sont des groupes dont le fonctionnement est posé de longue date, par des sphères inaccessibles.

Les volontaires des chantiers vont vivre ensemble 24h sur 24, dans une proximité de presque tous les instants, et auront la charge collective de toutes les responsabilités du chantier.

Il leur faudra donc apprendre à construire un groupe, en termes de fonctionnement, de sociabilité, de partage de l'espace ... Ils appréhenderont ainsi les notions d'organisation, d'une part, mais aussi de médiation.

Le rapport à la règle co construite

Cet apprentissage va généralement mener à la mise en place de règles de fonctionnement, que ce soit dans le partage des tâches ou dans les horaires clefs du groupe.

Ces règles, contrairement à l'essentiel des règles vécues au quotidien, sont des règles issues d'une concertation collective. Ce sont des règles co-construites, et partagées par tous. De ce fait, elles ne représentent plus forcément la question de la limite, au sens de frustration, mais plus les notions d'organisation, de respect ... permettant une vie en collectivité dans de bonnes conditions.

Le chantier pourra donc constituer un cadre de réapprentissage du bénéfice de la règle tant pour l'individu que pour le groupe. Il sera aussi l'occasion de donner une légitimité nouvelle, ou retrouvée, au recours à la règle et à la sollicitation de ses garants, en l'occurrence le groupe.

La familiarisation avec la question de la différence.

Ainsi, à travers chacun des volontaires, chacune de ses constituantes, le groupe sera confronté à la différence, sous toute ses formes.

Pour arriver à vivre ensemble pendant trois semaines, le groupe devra dans un premier temps apprendre à concilier avec ses différences. En effet, il n'aura pas la possibilité de rejeter chacune de celle-ci, sans risquer l'éclatement en minorités de proximité de

culturelle.

Par la suite, il pourra apprendre à valoriser ces différences, à s'en enrichir, à travers les différents terrains d'échanges (culturels, sociaux, ...) ou de construction (organisation, technique ...).

La différence est souvent une raison d'exclusion de la personne par le groupe, voire de scission du groupe. Pour meilleure preuve, le recul de la notion de « Mixité sociale » vers la notion de « Cohésion sociale ». Le chantier est un cadre permettant l'apprentissage de la construction d'un groupe intégrant positivement la question de la différence.

II.1.B.c. Entre le groupe et les acteurs

Ces apprentissages des individus dans le groupe et du groupe transparaîtront plus ou moins auprès des différents acteurs locaux selon la profondeur de leur investissement dans le chantier. Un jeune local participant à la totalité des temps de chantier profitera du terrain d'apprentissage dans son ensemble. Un jeune local ne venant que pour les temps de fête, mais conscient du travail effectué par les volontaires, sera sensibilisé, par exemple, à la question des règles de vie, le soir surtout, et les acceptera d'autant plus facilement que leur sens lui sera expliqué par le groupe du chantier.

Mais il en ira de même avec les questions de relation à la différence, d'échange des savoir-faire ou des connaissances, ou de positionnement personnel dans le groupe ou la collectivité.

II.1.B.d. Entre les différents acteurs

Mais l'impact le plus important du chantier se pourra se faire entre les différents acteurs locaux, autour du chantier.

En effet, la collectivité d'accueil du chantier est souvent divisée entre différentes fractions, qu'ils s'agissent des élus et d'une part des jeunes locaux, des ouvriers municipaux et de leur encadrement...

Le chantier, par sa non appartenance à l'une ou l'autre des factions, et travaillant ou ayant des relations avec toutes celles-ci, sera un terrain de rencontre, les uns et les autres y passant du temps.

De plus, la dynamique du groupe, telle que vue précédemment, instaurera naturellement un climat de rencontre, et pourra permettre la mise en place d'une véritable médiation, d'une redécouverte des uns par les autres au delà des étiquettes parfois collée de longue date, ou de discuter avec des médiateurs appréciés de chacun de l'objet du clivage.

Il appartiendra à la collectivité d'accueil de pérenniser les acquis de la dynamique collective du chantier après le départ de celui-ci, tant en terme de gestion des conflits ou de la différence, que de la vie en collectivité, du rapport de l'individu au citoyen, et du citoyen à la collectivité publique locale.

LE CHANTIER, UN CADRE SPATIAL

Ces dynamiques de groupe, cette relation des acteurs au chantier, et des volontaires au cadre du travail participent à la création de nouveaux espaces. Ainsi, dotés d'une nouvelle dynamique, d'une nouvelle image, d'une nouvelle culture ces espaces locaux deviendront, sur place, des « ailleurs », où la rencontre et l'appropriation seront de nouveau possible, sur des bases fondamentalement nouvelles.

Ces « ailleurs » seront donc des espaces d'affirmation et de rencontre des visions des différentes fraction de la collectivité locale. Ainsi, chaque « ici » aura voix au chapitre dans ce même lieu.

Cette aussi de la combinaison de ces « ailleurs » et de ces « ici » que se fera la richesse et la spécificité du lieu du chantier

II.1.C. Un contexte spatial

De même que pour les questions humaines et sociales, la notion d'espaces se décline d'abord selon un jeu d'entités, les lieux, et d'échelles, en fonction de la taille de l'entité considéré. De même, ces lieux, ces espaces ont un tissu de relations propres, qui forment une organisation spatiale en réseau.

II.1.C.a. Une inscription dans un espace local

Les jeux de lieux du chantier : l'hébergement, le lieu de travail, la localité

Ainsi, le chantier est organisé à partir de trois espaces fondamentaux. Le premier sera le lieu de travail du chantier, car c'est celui qui sera ouvert à tous les passants, et pourra provoquer la motivation d'aller rencontrer les volontaires. C'est également celui qui restera, qui gardera mémoire du chantier après son départ.

Le second espace sera le lieu d'hébergement des volontaires. C'est l'espace où se fera l'essentiel des rencontres, telles que vues plus haut. C'est un lieu d'accueil et d'invitation. C'est un espace en partie partagé.

Ces deux espaces, ponctuels en cela qu'emplacements très précis, sont intégrés à un autre espace : celui de la commune d'accueil, et éventuellement de ses environs. C'est le théâtre du chantier dans son ensemble, à l'exception de quelques sorties en dehors de ces limites.

De cette première détermination se dégage déjà une notion d'échelle, avec des lieux « entitaires », les lieux du chantier, et un lieu « cadre », la commune d'accueil. A ces deux niveaux peuvent s'en rajouter un troisième : le « voisinage » de la commune, dans le cas de chantiers voisins, ou de relations avec la population locale de communes proches. Enfin, il convient de rajouter la notion « régionale », comprenant l'ensemble des éléments accessibles ou susceptibles d'intervenir sur le chantier.

Si en changeant de niveau de lecture un lieu peut être soit « entité », soit « cadre », les lieux peuvent également se distinguer par d'autres caractéristiques.

Certains auront un poids relatif au regard de leur environnement. Ils constitueront alors des pôles. Il s'agit par exemple des espaces « entitaires » du chantier au sein de la commune.

D'autres permettront ou non une circulation, une mise en relation de ces pôles pour construire un réseau local, ce seront des vecteurs, ou des frontières. Il s'agit par exemple d'une voie piétonne, d'une ligne de bus, ou a contrario d'un mur, d'un cours d'eau.

Ainsi, le chantier sera à l'origine d'une nouvelle organisation spatiale de la commune, au moins pour les habitants ayant lien avec le chantier. Passage obligé, il sera aussi espace de rencontre. Ce sera donc une dynamique nouvelle pour l'espace et la population locale, qui pourra y associer de nouveaux souvenirs positifs. Il fera alors partie de l'univers vécu de la population locale.

Cette réappropriation de l'espace pourra alors se traduire par un respect nouveau, ou retrouvé, de celui-ci. Ce sera aussi l'occasion d'initier une fréquentation régulière, par exemple dans le cas d'une maison de jeunes.

Cette réappropriation sera d'autant plus forte que la population locale aura participé à la réhabilitation, à la transformation, ou à la création de l'espace. Le regard sur cet espace sera d'autant revalorisé que l'implication dans les processus de conception et de construction aura été grande.

Cette participation à l'évolution de l'espace, l'appropriation de l'espace du chantier par la population locale est d'autant plus importante que le pôle que représente le chantier n'est au départ qu'un pôle provisoire. Une pérennité de la nouvelle organisation spatiale passe par cette démarche d'appropriation.

Il en ira aussi des règles d'usage de ce nouvel espace. Construites pendant le chantier, entre les différentes composantes de la population locale et sous la médiation des volontaires, elle seront les bases d'une dynamique pérenne de partage de l'espace.

Enfin, cette première intervention par le chantier sur l'espace quotidien pourra donner des idées, initier des dynamiques d'intervention plus large pour la suite, par les habitants, ou en lien avec les habitants.

C'est pour cela que le choix des lieux de vie et des lieux de travail du chantier sont d'une importance majeure. Ils devront d'abord répondre aux besoins des volontaires et aux nécessités de la collectivité d'accueil, mais ils devront aussi rester accessibles à la population locale.

II.1.C.b. Des espaces : différents types d'environnements géographiques

Cette approche structurelle de l'espace est une donnée importante du chantier. Cependant, elle n'est pas la seule considération spatiale influant sur sa dynamique. Il convient, ainsi, de se pencher sur une approche des différents types de profils spatiaux.

Dans ce cadre de réflexion, ce sont les caractéristiques des espaces d'accueil qui seront mise en avant. En effet la diversité des environnements d'accueil peut se réduire à quelques profils types, sujets, comme tel, à caution, bien évidemment.

Une représentation possible pourrait consister en une échelle allant du milieu d'accueil le plus désert, comme une haute vallée perdue du Beaufortin, au milieu le plus urbain, comme un îlot parisien.

Ermitage

Ainsi le premier profil type d'un cadre de chantier sera celui d'un espace très éloigné de tout point habité.

Cette grande distance entre les volontaires et la population aura pour conséquence la création d'un groupe fort, éventuellement fermé, régi par une dynamique de vase clos.

Ce type de cadre peut être intéressant pour un travail en profondeur sur la dynamique du groupe et les positionnements individuels.

Cependant, la portée de l'action sera dissoute dans une zone d'influence trop vaste, et l'impact sur les populations locales minime, sinon inexistant, même si les rares visites seront les bienvenues et chaudement accueillies.

rural : montagne/campagne

Mais ce cadre de chantier reste rare, en partie pour cette raison. Un cadre plus courant est celui de l'accueil par une commune rurale, en région de montagne comme de plaine.

Le chantier est alors accueilli par un espace habité, comptant généralement moins de 2000 habitants.

Ceux-ci, bien que pouvant être très divisés entre eux, sont généralement attachés à leur espace.

Cet cadre parfois assez fermé sera plus ouvert à l'accueil d'un nouvel espace qu'est le chantier.

De plus, les distances entre le chantier et la population locale étant réduite, l'aire d'influence sera plus restreinte, à une échelle naturellement humaine.

Dans ces espaces d'influence à l'échelle de la collectivité d'accueil, le chantier trouvera un périmètre d'action naturellement efficace.

C'est d'ailleurs dans ce type d'espace que l'action du chantier est le plus représenté.

urbain non métropolitain

En poursuivant sur cette échelle de la densité de population de l'espace d'accueil, c'est le cadre urbain qui apparaît.

Il s'agit de l'agglomération supérieure à 2 000 habitants, pôle d'un espace rural, comme de la commune de banlieue.

Sa caractéristique principale est que, si elle reste attractive pour les volontaires, elle est d'une taille telle que le chantier ne pourra pas toucher, s'approprier, l'ensemble de son territoire. Contrairement au degré « espace rural » de l'échelle, cet espace urbain sera un espace plus anonyme, avec des aires de circulation quotidienne plus vaste.

Dans ce cas là, l'espace d'intervention du chantier sera à l'échelle du quartier plus qu'à l'échelle de la ville. Il pourra par contre être intéressant de créer des passerelles entre différents quartiers, selon l'implantation des pôles du chantier et la profondeur de l'action mise en place. L'action du chantier aura tendance à être diluée dans la ville, sauf dans le cas où le quartier d'accueil devient un levier pour démultiplier la portée de la dynamique au reste de la ville, ce qui nécessitera un gros travail de préparation et de suivi.

Par ailleurs, la ville pèsera sur la vie du chantier, pour les courses, pour les loisirs qui pourront avoir tendance à se dissoudre dans des activités plus habituelles (shopping, bowling, cinéma ...), où se renfermer dans le lieu de vie du chantier.

Ce type d'espace implique donc une dynamique de chantier forte, qui sache prévaloir sur les attraits des tentations urbaines souvent source de division, ne serait ce que pour des questions de capacité financière ou d'intérêts variables selon les volontaires.

métropolitain

Enfin, le chantier peut avoir lieu dans un cadre métropolitain, accueilli par une localité située en plein dans l'aire d'influence d'une métropole régionale ou nationale.

Dans ce cas, la dynamique sera la même que celle précédemment présentée, mais avec une influence fonction de la capacité d'attraction de la ville centre concernée.

Dans ce cadre, la mise en place d'un chantier capable de toucher l'ensemble d'un quartier, comptant le même nombre d'habitants, voire plus, qu'une collectivité rurale, nécessitera un travail de préparation de fond conséquent.

L'aire d'influence maximale concevable pour être au mieux quelques quartiers de la commune d'accueil. Mais le risque majeur et très présent sera une dissolution du chantier dans l'aire de la métropole, si l'espace est laissé à l'émergence des divergences d'intérêt des volontaires.

La qualité de la préparation du chantier et de son suivi font que ce type de projet reste, aujourd'hui, un des moins représentés.

II.1.D. Une intervention spatiale

De même que dans le cadre de l'impact humain du chantier, il sera intéressant de

regrouper ses différents impacts spatiaux, par thèmes.

II.1.D.a. Travail sur le cadre de vie

Amélioration du cadre de vie

Ainsi, le premier impact spatial évidemment observable reste la réalisation technique du chantier. Restauration, rénovation, création de chemins, toutes ces actions concourent à une amélioration, perceptible, visible, du cadre de vie dans la collectivité d'accueil.

Appropriation du cadre de vie

De plus, la participation des jeunes locaux au chantier, que ce soit dans la part technique de celui-ci, ou, à défaut dans la vie de groupe, se traduira par un respect de l'espace transformé par son propre travail, ou par le travail de personnes appréciées.

De plus, le fait d'être acteur, ou de participer à l'action sur son environnement permet de mieux percevoir ce qui est possible, et de susciter des aspirations, des initiatives d'intervention ou de projet au regard de l'espace communal.

II.1.D.b. Vers un espace partagé

Changement de statut des lieux.

Cette relation nouvelle à l'espace est la clef d'un changement de positionnement individuel envers celui-ci. De le savoir accessible à une intervention personnelle positive, de le savoir transformable en mieux, par soi-même ou d'autres personnes appréciées, peut être une révélation qui fasse basculer le rapport à l'espace d'un subissement à une acceptation, voire une appropriation. C'est, en quelque sorte, une possibilité de reconquête de sa fierté d'appartenance à l'espace considéré.

De plus, un chantier intervenant sur deux espaces bordiers en conflits peut amener à un rapprochement des deux espaces, et entraîner une dynamique de rencontre dans ce cadre, pourtant très présent, qui n'appartient ni à l'un ni à l'autre.

Création d'un espace vierge d'image

Par ailleurs, cette appropriation de l'espace par le chantier pour en faire un lieu de passage, ou de rencontre, avec des codes nouveaux, règles légitimes, une culture particulière. Ces nouvelles caractéristiques permettent une réouverture du lieu à tous. C'est le début d'une dynamique de restauration d'un espace partagé, dont l'image est ré-inventer, ensemble, à partir du temps du chantier.

Création d'un espace « caution ».

La co-construction de cet espace par les différentes parties permettra la mise en place d'une dynamique commune. Au delà du partage de l'espace, c'est bien la création d'un no man's land positif qui se met en place avec le chantier.

II.1.D.c. La création d'une nouvelle organisation spatiale

Le chantier n'a qu'un temps, et ses impacts sur l'espace pourront soit disparaître avec lui, soit être pérennisés, selon leur nature et le suivi qui sera mis en place.

Temporaire

Ainsi, il apparaît que les espaces du chantier prennent une autre place dans la ville. Pendant ces trois semaines ils vont devenir des pôles, grâce aux apports du chantier.

Cependant, ces ajouts ponctuels rendent artificiels la nouvelle redistribution de

l'espace, en termes de pôles et de réseaux, et sont naturellement appelés à retrouver leur ancienne place après le départ des volontaires.

Pérenne

Cependant, certains acquis du chantier peuvent être pérenniser. Il en va ainsi du regard sur l'espace, du respect de celui-ci, ou encore de la volonté d'intervenir pour le transformer.

De la sorte, des lieux revalorisés ponctuellement par le chantier peuvent continuer à bénéficier de cette nouvelle image, de ce nouveau rang dans l'espace de la commune (salle des fêtes, salle des jeunes ...). Mais cette dynamique nouvelle devra être accompagnée dans sa pérennisation, en finissant le processus d'appropriation par la population locale, en mettant en place une ou des actions relais.

LE CHANTIER, UN CADRE SOCIAL

Dans le prolongement des approches sur les cadres humaine et spatiale, le chantier intervient également dans un cadre social, en termes de catégories, de profils, et de relations internes des sociétés des collectivités accueillant un chantier.

II.1.E. Un contexte social

La première distinction qui vient à l'esprit, qui n'est forcément la plus pertinente, est l'opposition entre les sociétés urbaines et les sociétés rurales. Sans rentrer dans le jeu de la création de profils types superficiels pour celles-ci, il apparaît important d'en dégager les variations interne.

Une société rurale pourrait se définir de façon simpliste par une société du monde hors de la Ville, avec des agglomérations de tailles relativement restreintes, jusqu'à 5 000 habitants, qui se répartissent à travers un tissu d'espaces non bâtis, friches, espaces naturelles, champs ... La principale caractéristique de ces sociétés est une forte variation de son profil en fonction de son implantation (région ensoleillée, de mer, de montagne, régions perdues, pluvieuses ...), ainsi que de l'activité économique dominante (agriculture, tourisme, retraite ...) et de la culture locale plus ou moins forte (Corse, Vendée, Bretagne, ...).

La notion de société urbaine pourrait se rapporter à des ensembles urbains de plus de 5 000 habitants, mais plus particulièrement pour les villes intégrées à un réseau urbain de plus ou moins grande échelle, et où un quartier représenterait le même volume de population qu'une commune rurale.

En fait, c'est plus le fonctionnement centré sur la ville, sur un pôle urbain, qui ici serait la meilleure définition de ce type de société.

Dans ce cas là, les comportements de société auraient tendance à se ressembler, mais avec des portées et des échelles d'intensité différentes, pouvant accentuer ou réduire l'isolement et les clivages entre les différents éléments, sous ensembles ou ensembles, des différentes fractions, de la société concernée.

Mais dans le cadre du chantier, c'est plus la structure de la société sur la quelle il est intéressant de se pencher.

En effet, celle-ci peut être plus ou moins homogène, que ce soit en termes de cultures, de niveau de vie, d'activités économiques, de façon de penser, voire d'âges.

Une société locale homogène, mue par la volonté d'accueillir un chantier, sera un terrain très intéressant pour le chantier lui-même. Par contre la portée de l'action du chantier en ce qui concerne le travail sur les différences sera quasiment nulle. A l'inverse, dans une

société locale très divisée, avec des clivages entre fractions de la population locale, le chantier pourra avoir un rôle de médiation considérable, par l'ouverture de terrain neutre au sein de la collectivité divisée, et la fédération des attentions d'objectifs nouveaux, et communs à tous.

Cette dynamique de médiation, de fédération autour d'un objectif commun permet d'engager un processus de diminution des tensions observées initialement entre ces différents groupes locaux. Ainsi, l'équipe municipale et le groupe de jeunes en "rupture", les services techniques d'une commune et le reste de la mairie ... La rencontre autour du chantier est l'occasion d'une redécouverte, d'une part, et de la transmission de messages entre les parties, d'autre part.

De plus, tant le changement de regard des parties l'une sur l'autre que l'occasion de travailler pour un objectif commun sont l'occasion de construire de nouvelles dynamiques personnelles au sein de la collectivité. Ainsi, un jeune local efficace sur un chantier, oeuvrant pour un projet pour la commune, pourra être intéressé par une démarche de professionnalisation dans le secteur intéressé, ou se voir proposer un poste dans l'équipe de la mairie. Le chantier peut donc bel et bien devenir une démarche de remobilisation, de réinsertion sociale et professionnelle pour les jeunes locaux qui y participent.

Par ailleurs, le fonctionnement démocratique du chantier, où les décisions du groupe sont prises collectivement, et les règles construites et respectées ensemble, ainsi que la rencontre avec les élus, en tant que personne, et sur une action concrète, sont des éléments qui permettent de redonner une dimension réelle, un sens, aux questions de civisme, de démocratie, de participation et de citoyenneté.

Enfin, la dimension internationale du chantier est pour la population locale l'occasion de s'ouvrir sur les différentes cultures du monde, et de permettre à tout un chacun de se faire une autre idée du monde, et de sa place dans celui-ci. C'est d'ailleurs en partie dans le cadre de cette réflexion que l'Union Européenne soutient les programmes de volontariat à moyen et long terme.

II.1.F. Une intervention sociale

Ces différentes considérations du cadre social de l'intervention du chantier peuvent se regrouper en catégories, selon les groupes concernés.

II.1.F.a. Au sein du groupe des volontaires

Le chantier, pour les volontaires, est avant tout l'occasion de se familiariser avec un fonctionnement démocratique direct, où les règles sont posées ensemble, les décisions prises en commun, et où chacun peut voir immédiatement les conséquences de ses choix, des options retenues.

C'est donc un apprentissage direct de la vie en société, un passage qui permet de retrouver le cadre de la ville et son fonctionnement avec un regard neuf, et de revenir en y trouvant une place nouvelle, plus responsable, plus active.

Par ailleurs, le cadre du chantier est l'occasion pour des jeunes en difficulté de faire leur preuves, de s'affirmer positivement sans le poids d'un "qu'en dira-t-on" ou d'un passé lourd. Ce cadre, où tout les repères de chacun sont effacés, permet d'essayer une nouvelle identité, une nouvelle forme de relations autres, au groupe, à l'espace.

C'est enfin l'occasion de regarder l'organisation d'une structure sociale locale, et la capacité d'intervention du groupe, notamment dans sa démarche de médiation. C'est aussi l'occasion de se poser en tant que modèle positif, avec l'assurance apportée par le groupe, auprès des habitants. C'est donc bel et bien une expérience d'éducation à la paix, et de responsabilisation, positive, de chacun des volontaires.

II.1.F.b. Après de la population locale

En miroir à l'action sur le groupe, cette dynamique d'éducation à la paix, de médiation, est un cadre ouvrant à la résolution de conflits locaux.

Par ailleurs, la réalisation de travaux sur l'environnement local, par des volontaires avec qui des contacts ont été liés, voire auxquels on a soi-même participé, implique un autre regard sur celui-ci. Ce nouveau regard a pour conséquence l'émergence d'un respect pour le site considéré, qui se traduit par une moindre dégradation des lieux.

Cette appropriation partagée du bien commun a une double conséquence.

La première est la redynamisation de la vie locale autour, ou à partir des objectifs du chantier. Ainsi la restauration d'une salle communale ouvrira vers la création d'une maison des jeunes, etc. ...

La seconde est la valorisation ou l'apparition de comportements plus responsables, plus respectueux, des différents environnements locaux. C'est l'émergence d'un civisme fondé sur une expérience concrète, et positive.

Enfin, la rencontre entre les populations et les élus, ainsi que la visualisation des résultats d'engagements, de choix, de réflexions communes amène les participants locaux à tout ou partie de la vie du chantier à un repositionnement au regard de la vie politique locale, et redonne un sens à l'organisation sociale, tant politique que légale.

II.1.F.c. Entre le groupe volontaires + les acteurs locaux, et leur voisinage régionale

Enfin, à l'échelle de l'ensemble des acteurs du chantier, tant en ce qui concerne la population locale que les volontaires, c'est l'occasion de se créer une représentation de l'organisation de la collectivité, du niveau communal, comme il a été vu précédemment, qu'aux niveaux supérieurs, depuis le Conseil Général sur certains projets jusqu'à l'Union Européenne, et de l'Union Européenne au sein d'un Monde commun, qui prend un sens à travers les noms de chacun des acteurs, pour chacun des autres acteurs.

De même, un chantier intervenant auprès d'acteurs de plusieurs communes voisines, ou les liens créés entre deux chantiers sur deux communes voisines, peuvent être l'occasion de créer des liens entre acteurs sur une problématique commune (intégration de nouvelles populations dans le cadre de l'expansion urbaine ne milieu rurale ...), ou de restaurer des liens à côté des sujets de litige, présents ou passés, autour des volontaires et de leur action. Les volontaires partis, le dialogue pourra perdurer entre les collectivités, selon l'importance des problématiques en jeu, et des moyens mis en place pour soutenir cette ébauche de réseau.

Des acteurs, des objectifs, des moyens, une évaluation, le chantier est une démarche de projet

LE CHANTIER, UN CADRE PARTENARIAL

Dans la continuité de la réflexion sur les différents cadres du chantier international de volontaires, il apparaît que la mise en place d'une action de ce type, intégrant ces dimensions techniques, spatiales, sociales et humaines, ne peut se faire sans la mise en place d'un partenariat entre les différents acteurs porteurs des compétences ou capacités nécessaires.

II.1.G. Les associations de chantier

Les chantiers internationaux de volontaires trouvent leur origine au lendemain de la première guerre mondiale, quand des officiers Français, Anglais et Allemands se sont retrouvés autour d'actions de reconstruction, après avoir réalisé qu'ils s'étaient battus pour les mêmes causes, avaient souffert les mêmes peines, vécu les mêmes hideurs. Ensemble, ils ont reconstruit les villages, dans l'espoir de pouvoir se découvrir, se rencontrer, et empêcher de nouvelles atrocités d'avoir lieu.

De ces initiatives est né le Service Civil International, en 1920.

D'autres associations ont été créées depuis, soit pendant l'entre-deux-guerres, comme le Mouvement Chrétien pour la Paix, soit après la seconde comme Jeunesse et Reconstruction, Etudes et Chantiers ou CONCORDIA

Si dans la déclinaison de leurs objectifs, ou dans leur fonctionnement, ces associations diffèrent, elles se retrouvent dans la logique générale.

On a peur de ce qu'on ne connaît pas ou de ce qui est différent, on se laisse effrayer si on n'a pas de moyen de vérifier l'information (pour certains Français, les Allemands en 1914 étaient censés manger les enfants, les Irakiens étaient censés avoir la bombe atomique, les Américains sont censés vouloir la destruction du Monde pour leur seul profit, les Français sont antisémites...), on est agressif envers ce qui nous fait peur, on se retrouve autour de la peur qu'on a de l'autre, ensemble on se débarrasse de l'autre.

Faire se rencontrer les gens, c'est permettre de neutraliser cette dynamique à la base et construire la Paix.

Cette réflexion est la composante essentielle des associations de chantiers internationaux, et une des motivations majeures de l'engagement de leurs permanents.

Dans la pratique, ces associations fonctionnent différemment, soit structure locale unique, comme Neiges et Merveilles dans les Alpes Maritimes, soit fédération d'associations locales, comme l'Union Rempart, soit un ensemble de délégations régionales reliées entre elles par une structure nationale, comme pour CONCORDIA ou Etudes et Chantiers.

Une grande partie de ces associations, se retrouvant sur l'essentiel de leurs conceptions, s'est regroupée au niveau local et régional sous la forme d'une concertation : COTRAVAUX, qui a pour charge de mener à bien les démarches représentations collectives et de maintenir un lien entre ses différents membres.

Fortes de leur savoir faire, ce sont généralement les associations qui proposent aux collectivités locales la mise en place d'un chantier, et organise sa mise en place et son financement.

De plus, fortes de leurs réseaux internationaux, ce sont elles qui assurent la

promotion internationale du chantier et recrutent les volontaires.

Enfin, riches de leurs savoir faire en matière de gestion de groupes interculturels, elles recrutent et forment les animateurs vie de groupe et en partie les animateurs techniques, les communes pouvant proposer et mettre à disposition les leurs.

II.1.H. Bailleurs d'ouvrage

Ainsi, en premier lieu, il apparaît que le chantier ne peut se penser sans un temps de travail collectif, au service d'une collectivité ou d'une association.

C'est donc à partir de son diagnostic que l'action sera mise en place, tant sur le plan technique que sur le plan social ou humain.

De plus, c'est généralement lui qui aura en charge l'hébergement des volontaires, en mettant à disposition locaux et matériels de couchage et de vie de groupe (douche, cuisine). Pratiquement, ces locaux sont souvent des salles polyvalentes ou des gymnases, équipés pour l'occasion de matériel provenant des différents services (restauration scolaire, internat ...).

La mise à disposition de ces locaux relèvent généralement de la compétence communale. De plus, avoir une bonne connaissance du terrain et de enjeux locaux est sans doute le rôle premier de l'équipe municipale. Aussi, c'est naturellement les mairies qui sont les premiers bailleurs d'ouvrage.

Ensuite, il arrive que dans le cadre du développement d'une politique intercommunale, il soit nécessaire de créer une dynamique nouvelle sur un lieu, d'introduire un changement, un nouveau regard, un nouvelle réflexion auprès des habitants.

Ainsi, un Conseil Général pourra vouloir mettre en place une réserve naturelle sur une ou plusieurs commune, sans que l'initiative du projet vienne de celle-ci. Le chantier constituera ce déclencheur, sera l'initiateur de ce basculement de la façon de penser.

Mais, au delà du Conseil Général, c'est toute les formes de Collectivités territoriales qui interviennent ainsi dans la mise en place de ces actions, de la Communauté de Commune au Conseil Régional, en passant par la Parc Naturel Régional ou le Syndicat d'Agglomération...

Dans quelques autres cas, le chantier répondra à la sollicitation d'une association locale, à finalité sociale, artistique ..., d'intérêt général. La difficulté dans ce cadre sera de trouver des locaux susceptibles d'accueillir les volontaires.

II.1.I. Financeurs

Cette question de l'hébergement des volontaires introduit logiquement celle du financement du chantier.

Ainsi, en plus de cette mise à disposition de locaux et de matériel, il faut ajouter les frais liés aux matériels et matériaux du chantier, à la charge du Bailleur d'ouvrage, et ceux d'animation et d'alimentation des volontaires, à la charge de l'association organisatrice.

Si certaines associations demandent une participation financière aux communes, au titre de son fonctionnement, cette participation n'est ni généralisée, ni suffisante en elle même.

Aussi, différents partenaires viennent-ils les soutenir dans leur engagement, soit au titre des chantiers, soit pour des investissements, soit pour une participation aux salaires des permanents.

II.1.I.a. Services de l'Etat

Conscients du bénéfice de la démarche du chantier international de volontaires, quatre ministères se réunis dans leur action soutien aux associations, au titre du chantier de jeunes bénévoles. Ainsi, en 1995, les Ministères de la Jeunesse et des Sports, de Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Environnement, et des Affaires Culturelles, ont établi une circulaire définissant une procédure commune de soutien aux associations, précisant les modalités d'attribution des subventions, et mettant en place des formulaires unifiés de demande de subvention et de bilan.

Ces subventions sont attribuées au titre de la mise en place de l'action, de chantier, de formation, ... ou, plus exceptionnellement, d'investissement.

Ce mode de financement implique un nombre de chantier minimal à mettre en place pour pouvoir être rentable, ce qui a pour conséquence un risque de perte pour la richesse de la conception et la qualité du suivi.

Par ailleurs, ces financements ne couvrent pas les salaires de permanents de l'associatin.

Dans le cadre de certains projets spécifiques, comme l'action sur le milieu incendié soutenu par le Ministère de l'Agriculture et de la Forêt, d'autres ministères peuvent venir compléter le budget des chantiers.

II.1.I.b. Collectivités Territoriales

La commune, pour certaines associations, participe financièrement, en plus de tout ce qui relève de la mise à disposition.

Cependant, ces coûts peuvent parfois représenter une part non négligeable du budget communal. Il y a alors la possibilité pour la Mairie de faire une demande de financement auprès des collectivités territoriales supérieures, comme la communauté de commune, le Parc Naturel Régional, ...

De plus, ces même collectivités territoriales peuvent participer au financement des associations, au titre de subventions pour l'investissement, et des actions chantiers, dans le cadre du soutien d'actions thématiques, au titre des services Jeunesse, Environnement, Affaires Sociales, Culture, Politique de la Ville ...

II.1.I.c. Partenaires Thématiques

Enfin, quelques partenaires thématiques peuvent intervenir à différentes échelles. Cela peut être le cas en finançant intégralement une expérience pédagogique liée à l'activité, comme c'est le cas de l'Agence de l'eau Seine Normandie.

Cela peut aussi être un soutien partiel autour d'une dimension particulière du chantier, avec les financements de l'Union Européenne en fonction de ses orientations, comme par exemple celles de son programme pour la jeunesse, de celui pour l'action sociale...

II.1.J. Acteurs

En dehors des acteurs intervenant sur la mise en place à proprement parler du chantier, d'autre acteurs peuvent intervenir pendant le déroulement du chantier.

Il peut s'agir d'un soutien technique, avec le passage régulier d'un maçon à la retraite qui fera bénéficier le groupe de volontaires de ses tuyaux, ou la mise à disposition de matériel ou de matériaux par un entrepreneur local.

Il peut s'agir d'un soutien logistique, avec la mise à disposition de matériel de bivouac par l'armée pour une randonnée, ou d'un minibus par l'association voisine, pour aller à la

plage.

Il peut encore s'agir de la mise à disposition de services pour les volontaires, que ce soit dans le cadre de prestations de loisirs, comme une randonnée en Kayak, ou un accès à internet.

Il s'agit enfin de la valorisation de la connaissance que la population locale a du terrain et de ses environs, dans la mise en place d'activités de découvertes, de rencontre ...

Démarche de rencontre et de découverte, expérience technique, sociale et humaine, le chantier international de volontaires est l'occasion de mettre en place des partenariats peu ordinaires autant que riches. C'est une illustration intéressante de la notion de réciprocité de cette dynamique, le chantier ne pouvant avoir lieu sans ces partenariats, et ces partenariats n'ayant pas lieu d'être sans le chantier ...

LE CHANTIER, UNE APPROCHE TRANSVERSALE

Par ailleurs, le prolongement de cette approche globale de la dynamique du chantier international fait apparaître qu'en plus d'être une démarche de projet, le chantier est action faisant intervenir un grand nombre d'acteurs dans de nombreux domaines.

C'est donc une approche transversale, et ceci à plusieurs titres et dans plusieurs directions.

C'est avant tout une rencontre.

II.1.K. Internationale / locale

La première qui vient à l'esprit est celle de la rencontre entre des volontaires internationaux et une population locale, qui entraîne la mise en place d'une dynamique interculturelle, voire transculturelle.

II.1.K.a. Entre des dynamiques bas en haut / haut en bas / parallèles

Par ailleurs, le chantier est le fruit de la rencontre entre un projet émergent du niveau local, et le soutien des niveaux supérieurs.

De même, des projets déclenchés auprès de la population locale pendant le chantier pourront se voir soutenus par les collectivités locales.

C'est donc le fruit d'une rencontre entre une dynamique ascendante, initiatrice, et une dynamique descendante, réalisatrice, en cela qu'elle donne corps au projet.

Mais cela pourra aussi être un projet proposé par un Conseil Général, ne pourra voir sa réalisation sans le soutien et les apports de la commune.

C'est donc cette fois la rencontre entre une dynamique descendante, initiatrice, et une dynamique locale, réalisatrice.

Par ailleurs, un chantier sert des objectifs complémentaires pour différentes structures de l'Etat, différentes collectivités territoriales. Ainsi un chantier de restauration d'observatoires dans une réserve naturelle sera soutenu au titre de l'intervention environnementale, mais aussi de celle auprès de la jeunesse, et encore de l'action sociale, avec l'accueil d'un ou plusieurs jeunes en difficulté.

Dans ce cas, c'est bel et bien des dynamiques parallèles qui trouvent leur réalisation à travers un même projet.

Le chantier est donc une approche transversale autant verticale, c'est la rencontre de

ces deux dimensions.

II.1.K.b. Entre différents types de partenaires

Enfin, le chantier est un projet qui permet la rencontre entre les différents acteurs qui participent à sa mise en place.

Ainsi, c'est la rencontre entre une association régionale et une commune pour l'initiation du projet.

Cela peut être aussi la rencontre entre une association locale, bailleur d'ouvrage, et la commune, en tant que partenaire.

C'est encore la rencontre entre la population locale et le bailleur d'ouvrage, que ce soit les jeunes locaux et les élus, ou les animateurs techniques municipaux et le reste de la municipalité.

C'est également l'occasion pour les différentes collectivités locales de se rencontrer entre elles, lors de visites des uns et des autres sur le chantier.

C'est enfin l'occasion pour les différents services de l'Etat de se rencontrer, autour d'actions concrètes.

Là encore, il s'agit bel et bien d'une dynamique de rencontre, autant transversale que verticale.

II.1.L. D'une logique émergente vers le déclenchement d'une émergence

II.1.L.a. Projet local soutenu par l'Etat et les collectivités locales « supérieures »

Ainsi il apparaît que le chantier est la rencontre d'une démarche émergent de la collectivité locale fondamentale qu'est la commune et du soutien, voire du conseil, des collectivités locales des niveaux supérieurs, ainsi que des différentes formes de structures intercommunales.

C'est donc, en termes d'aménagement du territoire, un terrain d'expérimentation ou de pratique de l'intercommunalité.

II.1.L.b. Une appropriation du projet, de la dynamique par la pop loc

En poursuivant en termes de développement local, il apparaît que le chantier international de volontaire est l'occasion de laisser la population locale s'approprier le projet.

Sa participation à la réalisation technique, mais aussi la valorisation de ses connaissances et de ses moyens peuvent être une étape majeure dans leur intégration à la vie locale. En effet, c'est l'occasion pour elle de devenir actrice de la commune, de son projet.

Enfin, la rencontre entre les populations locales et les élus, dans ce cadre particulier où les rôles, les images et les personnes sont plus proches est l'occasion d'humaniser les politiques locaux, d'une part, et surtout, de créer une passerelle entre une dynamique émergent de la population locale et le terrain de la mise en place d'un projet, en l'occurrence la municipalité, ou l'association locale.

PROBLEMATIQUES

Un retour comparatif sur les questions de Mixité Sociale et de Chantier de Volontaires Internationaux fait apparaître plusieurs domaines de concordance, dans les objectifs ou les préconisations de la Mixité Sociale, d'une part, et dans les domaines d'interventions et les impacts du chantier, d'autre part.

Ainsi, il apparaît que quatre des thèmes évoqués sont représentés dans les deux cas, à savoir les notions d'approche humaine, d'approche sociale, d'approche spatiale, et de dynamique de projet.

Aussi, sans pour autant reprendre chaque point l'un après l'autre, dans un travail d'association des objectifs de l'un et des résultats de l'autre, il sera intéressant de reprendre les différents thèmes traités et de chercher à proposer une démarche de vérification de la réalité du rôle du chantier dans la réalisation d'action devant conduire à une mixité sociale locale.

II.1.M. Le chantier international de volontaires, un espace de développement humain ?

En premier lieu, d'après les considérations précédentes sur la relation entre l'individu et groupe dans la mixité sociale, le chantier devrait permettre à chaque personne de rejoindre librement le projet, dans la mesure de son choix, et dans le respect des différents éléments du projet.

De plus, il devrait avoir voix à la construction du projet, et participer à l'émergence d'initiatives dans le cadre du projet.

Même si certains de ces aspects doivent être pondérés par le degré d'investissement des personnes sur le chantier, tous ces aspects sont bel et bien présents dans la dynamique du chantier.

II.1.N. Le chantier international de volontaires, un espace de développement social ?

Le second point qui devrait être observable au cours du chantier serait d'ordre social.

Au sens usuel, ce qui implique un travail de ré-intégration des individus dans une dynamique personnelle ascendante, que ce soit par la reconstruction des identités dégradées, des intégrations dans des dynamiques professionnalisantes ou la motivation pour la mise en place de projets personnels.

Mais aussi au sens « sociétal » du terme, en recréant un tissu relationnel local, en participant à une réappropriation du civisme et de la citoyenneté, en atténuant ou en résolvant les clivages locaux.

De même que précédemment, ces différents aspects font partie intégrante du projet du Chantier de Volontaires Internationaux.

II.1.O. Le chantier international de volontaires, l'ouverture d'un nouvel espace urbain ?

En troisième point, pour considérer que le chantier travaille à développer une mixité sociale locale, il faudrait son impact entraîne une valorisation de l'espace, une réappropriation de celui-ci, instaure une dynamique de partage du lieu ou des lieux considérés, et participe à l'intégration de la fraction urbaine à l'entité ville.

Or à la lecture de la portée spatiale du chantier, il apparaît que ces points sont bien présents.

II.1.P. Le chantier international de volontaires, l'ouverture d'une nouvelle dynamique de projet ?

Enfin, en dernier point, le chantier devra permettre d'instaurer une démarche de projet dans la collectivité d'accueil auquel la population locale pourra se rattacher, d'une part, et dans le cadre de laquelle la population locale aura l'espace de faire émerger de nouveaux projets vers la collectivité locale et les collectivités territoriales susceptibles de les soutenir.

Là encore, il apparaît que le chantier répond à ces critères, en faisant appel à un niveau de projet complexe, associant tous les échelons de la collectivité, depuis l'individu jusqu'à l'Etat.

II.1.Q. Le chantier international de volontaires, une approche combinatoire de la mixité sociale ?

Au vu des concordances entre les deux dynamiques, matérialisées par les réponses apportées par le chantier international de volontaires aux objectifs nécessaires à la création d'un terrain favorable à une mixité sociale, il apparaît que le chantier peut réellement tenir le rôle d'événement déclencheur.

Si tel est vraiment le cas, il devra être possible d'observer différents aspects d'une telle dynamique. En effet, une réflexion théorique positive ne saurait en aucun cas garantir une réalité systématique dans les impacts du chantier sur la collectivité d'accueil.

Nombres de paramètres interviennent dans le bon déroulement d'un chantier, au delà des paramètres identifiés dans la mise en place du projet, comme par exemple le choix du milieu, la nature de travaux ...

Aussi, tout l'enjeu de la suite du travail sera de déterminer des critères permettant de mesurer objectivement dans quelle mesure, quantitative et qualitative, le chantier a répondu à tout ou partie des cadres d'objectifs posés.

La première étape de l'évaluation sera d'évaluer quantitativement les différents aspects mesurables, à partir des bilans d'évaluation des associations de chantier et de leur coordination.

Considérant que l'approche statistique ne saura pas illustrer entièrement cette démarche d'évaluation, il sera aussi fait appel aux appréciations exprimées dans les bilans fournis par les associations de chantier aux partenaires de l'Etat, d'une part, et aux témoignages des animateurs de chantiers, d'autre part.

Enfin, un autre travail pourrait porter sur la pérennité des bénéficiaires, mais cet aspect représente un travail dans la durée qu'il ne sera pas possible de mettre ici en place.

III. Méthodologie de l'Évaluation des Chantiers Internationaux de Volontaires

Après avoir approché, de manière théorique, quasi idéaliste, les questions de mixité sociale et de chantiers de volontaires internationaux, après avoir proposé quelques axes de réflexion, il convient de vérifier ce que la réalité peut concéder à la théorie, et de voir en quoi des idées prometteuses, des propositions séduisantes, prennent réellement corps à travers les différents chantiers.

DEMARCHE DE L'ÉVALUATION

Aussi, il appartient à présent de déterminer une démarche d'évaluation, qui permette de dégager ce qui est vérifiable de ce qui relève de l'utopie, de ce qui existe déjà et de ce qui peut être envisageable. Dans ce dernier cas, il sera intéressant de chercher à identifier les forces et les faiblesses actuelles, afin de proposer des pistes de travail pour approfondir le domaine d'intervention du chantier.

Ainsi, afin de mener cette démarche à bien, il conviendra de préciser les attentes, en réfléchissant à la finalité de l'évaluation. De là, il sera possible de dégager des méthodes d'évaluation, incluant des axes de travail et les critères d'évaluation correspondant. Cependant, il conviendra de se concentrer sur un champ de travail réaliste, et de proposer des pistes de réflexion pour des critères pertinents, mais qui ne pourront être traités que dans le cadre d'un approfondissement ultérieur.

De là, il sera possible de passer à l'évaluation proprement dite. Après avoir présenté les différentes sources d'information, ainsi que les points à évaluer, il sera procédé à l'exploitation des données et au dégagement des grandes tendances, des grandes lignes observables.

Enfin, il sera possible de faire la synthèse de ces observations, et de mesurer précisément en quoi, à partir des quelques indicateurs retenus, la réalité vérifiée rejoint ou non les propositions de la problématique, à savoir si le chantier de volontaires internationaux est effectivement un moteur de la mixité sociale, et s'il peut le devenir en milieu urbain.

METHODE D'ÉVALUATION

Afin de déterminer le champ des possibilités d'évaluation, il convient bien connaître les différentes sources d'information accessibles, en termes de fiabilité, de recul, de pertinence

Pour mener à bien la démarche d'évaluation, il sera ensuite nécessaire de présenter les différents types d'indicateurs adaptés. De là, il sera possible de classer les différents

types de données et de sélectionner celles qui pourront répondre aux critères retenus.

Enfin, il sera possible de dégager des indicateurs pertinents, et de choisir ceux qui seront retenus dans la poursuite de ce travail.

III.1.A. Données sources

Un tel éventail de sujets abordés implique une grande variété de données. Celles-ci seront extraites de plusieurs sources, qu'il convient de présenter, afin de mesurer leur degré de fiabilité (discours spontané, réservé, convenu ...), ainsi que le potentiel de travail inhérent à chacun de ces documents (diversité des indicateurs abordés, ouverture sur d'autres pistes de travail ...).

Afin de mieux percevoir ces différents documents, un modèle sera joint en annexe, dans la mesure du possible.

III.1.A.a. Rapports annuels COTRAVAUX

Pour commencer par le document le plus général, il convient de présenter le rapport annuel de COTRAVAUX, la structure nationale de coordination des actions de chantiers de volontaires. Ce rapport fait la synthèse des données relatives aux chantiers organisés par les associations membres.

Il aborde le sujet en termes de nombres et de distribution des chantiers, de composition des groupes, et de nature des projets. Les données sont essentiellement quantitatives, et déclinées aux échelles nationales, régionales, et ce par association. Elles permettent une approche générale, ainsi qu'une lisibilité dans la durée.

Elles sont essentiellement destinées aux partenaires institutionnels.

III.1.A.b. Jean BOURRIEU

Jean BOURRIEU a longtemps travaillé dans le monde du volontariat international. Il a été président de COTRAVAUX, et travaille maintenant à la Direction Interministérielle à la Ville en tant que chargé de mission pour le Bureau des Associations.

Du temps de sa présidence de COTRAVAUX, il a dirigé une étude sur trois sur le thème des chantiers de volontaires internationaux au regard du développement local.

Ce travail, réalisé de 1994 à 1996, traite d'un grand nombre d'indicateurs et de critères d'évaluation. Il aborde à la fois les données contenues dans le rapport annuel de COTRAVAUX, plus d'autres données collectées auprès des volontaires permettant un travail plus précis sur certains critères.

Ces données ont été recueillies auprès des associations membres de COTRAVAUX, des volontaires, des animateurs et des bailleurs d'ouvrage. Elles proviennent pour partie des questionnaires d'évaluation de fin de chantier, pour partie d'une étude commandée au cabinet EPICE.

Associées aux données des derniers rapports de COTRAVAUX, elles permettent d'avoir une lecture sur une période de 10 ans, donc de mieux percevoir une éventuelle évolution. Par ailleurs, le traitement déjà réalisé de certaines données pourra constituer une référence précieuse pour la suite de ce travail.

Ces informations ont été collectées directement auprès des acteurs, tant volontaires que permanent, et traitées de manière méthodique. Elles constituent donc un fond précieux, car très rigoureux et très objectif.

III.1.A.c. Fiches projets et bilans,

Les fiches bilans sont des documents établis par les associations organisatrices de chantiers, en fin de saison, à destination des partenaires de l'Etat. Ces documents, élaborés à partir des besoins des Ministères de la Jeunesse et des Sports, des Affaires Sanitaires et

Sociales, de l'Environnement et des Affaires Culturelles, sont destinés à l'évaluation projets, dans le cadre du financement de ceux-ci.

Ils regroupent à la fois des informations quantitatives, comme la durée du chantier, le nombre de volontaires, de jeunes relevant de mesures sociales participant au chantier, et qualitatives, sur le développement local, la qualité du chantier, la relation avec la population locale ...

Ces données, destinées aux partenaires financeurs, restent un peu filtrées, et policées, car elles doivent mettre en avant, au final, la bonne utilisation des fonds publics. Par contre, elles ont l'avantage d'être tirées de la combinaison des points de vue des volontaires, des animateurs, des bailleurs d'ouvrage et des cadres de l'association, ce qui malgré tout offre un large champ de vision.

III.1.A.d. Rapports d'animateurs

A la fin de chaque projet, les animateurs ont pour tâche de procéder à l'évaluation des trois semaines du chantier. Ils sont pour cela guidés avec le cadre des éléments demandés dans les fiches bilans. Mais ils ont aussi libre espace pour exprimer leur ressenti, leur vécu, sur les points qui les ont marqué.

De plus, ces rapports sont bruts, en cela qu'ils représentent réellement ou presque la réalité des trois semaines à travers les yeux des acteurs du terrain.

Par ailleurs, chaque animateur du chantier est tenu de faire le rapport correspondant à sa partie, que ce soit la vie de groupe ou la partie technique. Cela permet ainsi d'avoir un double éclairage sur chaque question : le regard au coeur du sujet, de l'animateur responsable, et celui, avec plus de recul, de l'autre animateur.

Aussi, ces documents fournissent-ils un grand nombre d'indications qualitatives sur le déroulement du chantier. Difficiles à exploiter, car tous différents, ils n'en sont pas moins de précieuses sources de témoignages.

III.1.A.e. Questionnaires d'évaluation des volontaires (optionnels)

Enfin, quelque part les premiers concernés, les volontaires remplissent en fin de chantier un questionnaire, essentiellement composé d'une vingtaine de questions à champs fermés et d'une page de libre expression.

Ce questionnaire aborde les différents points du chantier, comme la qualité de la vie du groupe, du projet, des relations avec la population locale Pour chaque question, il propose une évaluation graduée. Cela permet d'avoir une approche essentiellement quantitative, et un peu qualitative, du vécu du chantier.

Ces documents sont à prendre avec une certaine réserve, car les façons d'exprimer une appréciation, une évaluation, diffèrent d'une personne à une autre. Mais néanmoins, cela permet d'avoir un outil de lecture cadré, bénéficiant d'une quinzaine d'éclairages différents et aux champs de réponses normalisées.

III.1.A.f. Photos de chantier (optionnelles)

En complément à ces outils assez classiques, il est possible d'envisager une évaluation à partir de documents photographiques.

En effet, une image arrêtée permet de mesurer différents points essentiellement qualitatifs.

Il en va ainsi de la qualité de la réalisation technique du chantier. Mais il en va de même de la qualité de la vie de groupe. Par exemple, il serait possible de percevoir la présence ou non de personnes locales, leur intégration dans le groupe, par rapport à leur positionnement dans le groupe, leur attitude vis-à-vis des volontaires Il serait également envisageable d'appréhender la qualité de la cohésion du groupe, à travers les positionnements, les expressions, les proximités ou les distances.

Le traitement photographique offre une très grande qualité de lecture qualitative. Mais la qualité de cette lecture est liée à l'extrême délicatesse de perception des informations, et reste très subjective, donc sujet à caution.

Aussi, pour mettre en place une évaluation de qualité et fiable sur quelques chantiers, il conviendrait de poser un protocole très rigoureux, permettant notamment une lecture comparative des photographies, afin de mieux voir les différentes situations selon les chantiers pour un même moment (pot d'accueil, livraison du travail ...).

Ce travail, très séduisant, n'est pas envisageable ici, tant pour des questions de temps d'analyse trop important, que de protocole non posé à l'avance, donc de manque matériau exploitable à ce moment.

III.1.B. Dégager les grands types d'indicateurs

Dans le cadre de ce travail, trois types d'indicateurs seront retenus.

III.1.B.a. Quantitatif (économique, spatial, volumes de population, volume travail mené)

Le premier groupe d'indicateurs retiendra l'ensemble des données mesurables et vérifiables. Ces données, de type numérique, pourront concerner par exemple des effectifs de groupe, un nombre de chantier par région, ...

Elles permettront d'avoir une approche quantitative, précise, qui sera la base d'un travail comparatif et/ou descriptif.

Elles offrent une approche stricte, objective, fermée, avec les avantages et les inconvénients que cela implique.

III.1.B.b. Qualitatif (humains, qualité, dynamique de groupe)

Le second groupe d'indicateurs retiendra l'ensemble des données appréciables et vérifiables. Par données appréciables, il faut entendre les données qui peuvent être perçues, essentiellement à travers les textes des témoignages ou des compte rendus.

A ces données textuelles, il faut ajouter les données d'ordre photographique, qui permettent d'appréhender visuellement la qualité du travail effectué, la qualité de la vie de groupe, de la rencontre avec les habitants...

Ces données apportent des éléments qualitatifs à l'évaluation. De plus, elles laissent ouverte la possibilité de sortir d'un cadre rigide posé en amont, et de soulever des points non pensés au préalable. Par contre, elles appellent à caution dans leur traitement, car elles sont essentiellement subjectives.

Il sera alors important de déterminer pour chaque type de données le degré de fiabilité de l'évaluation, et de mettre en place, dans la mesure du possible, un protocole d'évaluation qui soit pareillement reconductible, donc comparable, pour chaque chantier.

III.1.B.c. Temporels

Enfin, la dernière catégorie d'indicateurs comprendra les données permettant de mesurer et de vérifier la réalité de l'inscription dans la durée des différents éléments du chantier. Elles permettront aussi de percevoir les tendances d'évolution des projets, des chantiers, sur le moyen et le long terme.

Ces données pourront être des témoignages d'acteurs du chantier, ou encore le résultat de la combinaison de données quantitatives sur plusieurs années.

Dans le cadre de ce travail, il sera possible d'avoir un recul sur trois ans, de 2001 à 2003. De plus, il sera possible également de revenir sur les informations de l'étude réalisée sous la direction de Jean BOURRIEAU.

III.1.C. Indicateurs potentiels / retenus

La réunion de ces différentes sources de données offre une masse d'information très importante sur le chantier et sur son impact au niveau local. Le traitement direct de ces données est impossible, et n'aurait aucune cohérence intrinsèque.

Aussi, afin de mener à bien la démarche d'évaluation, il convient de dégager des grands axes d'évaluation, au sein desquels il sera possible de dégager des indicateurs assez fins et assez précis pour pouvoir mesurer la réalité de la réponse du chantier à la problématique posée.

Cependant, la masse de travail que représente l'exploitation de la totalité de ces données, à travers l'exploitation de l'ensemble des indicateurs pertinents, n'est pas gérable sur la durée de ce travail. C'est pour cela que seuls quelques uns seront réellement retenus. Pour les autres, il sera proposé des pistes de développement, une méthodologie d'analyse, afin de pouvoir reprendre cette réflexion par la suite ou préparer le terrain à d'autres travaux.

III.1.C.a. Distribution nationale

La distribution spatiale nationale des actions de chantiers internationaux de volontaires est un élément important. En effet, il est apparu plus haut que le milieu (rural/urbain) dans lequel se déroulait le chantier avait un rôle important sur la portée de la dynamique du chantier.

De plus, la problématique portant sur la mixité sociale dans le cadre d'espaces urbains en difficulté, il est important de voir dans quelle mesure le chantier intervient, ou n'intervient pas, dans ce type de milieu.

Enfin, la mise en forme des données peut parfois apporter des informations complémentaires non attendues, qui seront autant d'éléments constructifs en plus.

Répartition géographique

La distribution spatiale des chantiers est une clef de lecture qui permet de voir quelles sont les régions à partir desquelles il est envisageable aujourd'hui de construire une démarche répondant à la problématique, et quelles sont celles qui nécessitent un développement spécifique. Ce dernier point n'est pas forcément un handicap, car il est parfois plus aisé de construire une réflexion nouvelle que d'adapter une pensée, une façon de faire, déjà existante.

Les données pour cet indicateur seront extraites des rapports annuels de COTRAVAUX pour les années 2001 à 2003. Elles porteront sur la distribution quantitative par région.

Elles seront représentées sous la forme d'une carte, associée à un graphique en bâton.

Tendance générale

L'objet de cette réflexion étant de chercher à ancrer le concept de mixité sociale dans la réalité, il est important de voir si la dynamique des chantiers internationaux est suffisamment stable pour envisager de s'appuyer sur elle pour mettre en place une politique de développement urbain.

Les données pour cet indicateur proviendront des rapports annuels de COTRAVAUX et de l'étude dirigée par Jean BOURRIEAU.

Les données seront représentées sous la forme d'une série de courbes représentant le nombre de chantier par région, pour les saisons 2001 à 2003.

Rural / urbain

Enfin, pour finir avec la question de la répartition spatiale des chantiers, il conviendra d'évaluer la balance entre les chantiers menés en milieu rural et ceux menés en milieu urbain.

Ce dernier indicateur sera difficile à évaluer, car les données disponibles établissent la distinction en fonction de la population de la collectivité d'accueil, à partir du seuil de 2500 habitants. Aussi, la part de chantier en milieu urbain métropolitain est-elle difficile à percevoir.

Il faudrait pour cela essayer d'affiner en regardant la distribution en fonction des projets associatifs liés au milieu urbain, comme c'est en partie le cas pour les Compagnons Bâisseurs.

Les données, une fois encore, proviendront des rapports annuels de COTRAVAUX.

Elles seront présentées une série de courbes représentant le nombre de chantiers réalisés par année en fonction du milieu d'accueil.

III.1.C.b. Impacts locaux (optionnels)

Ces différents points ont été présentés plus haut comme éléments constitutifs d'une dynamique de déclenchement éventuel d'une forme de mixité sociale.

Cependant, il conviendrait de traiter pareillement ces trois axes d'approches pour pouvoir tirer des conclusions sur la réalité de leur impact, sur leur pertinence, et sur leur complémentarité.

Or, à ce jour, il n'y a que peu de matière disponible, essentiellement portée sur la question de l'impact sur l'espace local.

Aussi, il ne sera proposé ici que des pistes de réflexion pour une éventuelle démarche ultérieure d'évaluation.

Eventuellement, quelques témoignages viendront donner un aperçu de cet aspect.

Impacts sur l'espace local (optionnel)

Amélioration du cadre de vie

Valorisation de l'espace

Modification de l'image d'un espace local

Impact sur la population locale (optionnel)

Mise en place d'une dynamique locale

Médiation locale

Impact sur les personnes (optionnel)

Déclenchement de projet personnels

Rencontres remarquables

III.1.C.c. Mesure de la mixité sociale sur le chantier

Un autre axe d'approche majeur de cette réflexion est la question de la mixité sociale

initiée ou vécue sur le chantier. Il sera alors intéressant de mesurer si la population locale a été ou non présente sur le chantier, à travers un ou plusieurs groupes, si ses groupes ont rencontré les volontaires et s'il y a eu médiation locale. Il pourrait être aussi intéressant de voir s'il y a eu participation des volontaires à la vie locale (festival, foire ...), et réciproquement.

La masse des informations à traiter pour cet axe d'évaluation est énorme, et difficilement accessibles (dépouillement des bilans, voire des questionnaires d'évaluation) aussi les données ne seront-elles tirées que de trois saisons avec la délégation Alpes de CONCORDIA, de 2001 à 2003. La concordance de dates permet d'envisager de dégager des tendances liées non pas au temps, mais au milieu d'accueil.

Participation des jeunes locaux

Le premier groupe local auquel s'adresse l'action d'animation du chantier est celui des jeunes locaux. Ceux-ci peuvent appartenir à plusieurs groupes différents, et participer dans différentes mesures, mais chacun de ces jeunes aura bénéficié de l'effet du chantier.

Il conviendra donc de mesurer le nombre de jeunes locaux ayant été touché par le chantier, d'une part, ainsi que le nombre de jeunes locaux ayant participé activement à tout ou partie du projet.

Pour cela, les informations seront tirées des rapports d'animateurs, notamment pour la question qualitative de la participation. Elles seront complétées par l'analyse des fiches bilans destinées aux partenaires d'Etat, qui permettront d'identifier les projets où cette présence a été notable ou non.

Les données seront présentées sous forme d'un graphique illustrant, sur les trois ans, la présence ou non des jeunes locaux sur les chantiers. Elles seront suivies de témoignages d'animateurs.

Participation des autres locaux

Pour qu'il y ait mixité sociale, il faut qu'il y ait rencontre entre différents groupes. Aussi, à la participation de ces premiers acteurs locaux aisément identifiable en tant que groupe, il convient de mesurer en quoi d'autres parties de la population locale ont été liées au chantier. Il peut s'agir des élus, mais il peut aussi s'agir de voisins, de retraités ...

La diversité des catégories envisageables et l'absence d'information quantitative dans les fiches bilans rendent cette évaluation plus délicate. Cette participation peut être appréhendée, de manière assez subjective, à partir des rapports d'animateurs, mais sans garantie d'homogénéité de la description d'un chantier à un autre. Aussi, les données seront-elles difficilement accessibles.

Elles seront présentées sous la même forme de graphique que pour les jeunes locaux, et également complétées par quelques témoignages d'animateurs.

III.1.C.d. Mesure de l'action de médiation locale du chantier

Si la démarche de mixité sociale est aboutie, la rencontre aura été positive, et les différents groupes auront établi ou rétabli au minimum un contact.

Il convient donc de mesurer en quoi le chantier aura permis cette médiation. Cette question n'est absolument pas considérée au sein des fiches bilans, aussi est-elle assez difficilement perceptible. Les seules informations qui puissent transparaître seront celles trouvées dans les rapports d'animateurs. En général, une mention de médiation y figure si cette médiation a été une partie importante de la vie du chantier. Une médiation de faible portée ne figurera pas systématiquement. Une situation locale restée telle qu'elle non plus. Il s'agit alors d'informations aujourd'hui incomplètes, qui pourraient être appréhendées par la suite par ajout d'une question dans le questionnaire des volontaires, ou dans le cadre des rapports d'animateurs.

Les données recueillies seront donc plutôt subjectives, et non exhaustives. Elles permettront seulement de percevoir la réalité de cette action de médiation. Elles seront donc essentiellement illustrées sous forme de témoignages.

III.1.C.e. Inscription dans le temps du chantier

Une des orientations de cette réflexion est de proposer une démarche sur le long terme. Même si le chantier peut n'avoir qu'un rôle limité, à cause de son caractère éphémère, sur la dynamique locale, il peut être intéressant de voir en quoi cette démarche a ou non perduré après le départ du chantier.

De même que précédemment, l'évaluation sera limitée aux saisons 2001 à 2003 de la délégation Alpes de CONCORDIA.

Pérennité de la dynamique instaurée

Cette information est difficilement accessible, car l'évaluation des impacts du chantier se limite à la période de tenue du chantier. Les seules informations qui seraient disponibles proviendraient de témoignages extraits des rapports d'animateurs, faisant part d'une reprise d'une dynamique initiée précédemment, ou de la perception projective qu'aura l'animateur de la démarche initiée.

Information qualitative, non exhaustive et subjective par excellence, elle sera proposée sous forme de témoignages.

Reconduction du chantier dans le temps

Un autre aspect de l'inscription de la dynamique de chantier dans le temps sera la reconduction de celui-ci d'une année sur l'autre.

Ce point permettra de mesurer quantitativement cette forme de pérennisation de l'action de chantier, d'une part, et elle permettra d'appréhender l'évolution de la dynamique et de son impact local d'une année sur l'autre, voire sur trois ans, d'autre part.

Les données proviendront cette fois encore de l'exploitation des rapports d'animateurs, et pourront être en partie corroborées par les fiches bilans, pour la partie quantitative.

La question de la reconduction des chantiers sera présentée sous forme de diagramme chronologique, centré sur la période de 2001 à 2003, lié à un tableau présentant les différentes communes d'accueil sur les trois ans, le nombre de chantiers accueillis, et le pourcentage de chantiers selon le nombre d'années de reconduction.

La question de l'évolution de la dynamique locale, si elle est exploitable, sera présentée sous forme de compilation de témoignages, pour quelques cas.

III.1.C.f. La validité et la pérennisation des projets émergés du chantier (optionnel)

La pertinence de ces axes d'évaluation fait regretter le manque de matière disponible. Cependant, il n'y a pas à ce jour assez d'information pour pouvoir développer plus avant cet axe de travail.

Il conviendrait pour cela de réfléchir à une forme de suivi de l'action de chantier dans le temps, qui ne peut être mis en place dans le strict cadre du chantier, mais plutôt dans le cadre d'une action inscrite dans la durée et initiée par un chantier international de volontaires, telle que proposée plus loin.

Il ne sera donc ici proposé que des pistes de travail pour une éventuelle réflexion ultérieure : Projets personnels - Projets locaux - Projets de chantiers.

IV. Évaluation des Chantiers Internationaux de Volontaires

Cette partie sera formée de deux temps principaux, qui chercheront à valider les propositions théoriques abordées dans la problématique, ou à identifier les facteurs limitants. Cette démarche permettra de poursuivre la réflexion en s'appuyant sur des éléments plus concrets, afin de continuer à projeter des développements plutôt théoriques tout en diminuant le risque de trop dissocier la part prospection idéaliste de celle de faisabilité. L'objet recherché est de rester au plus près d'une démarche applicable.

Le premier niveau d'évaluation abordera une évaluation générale des chantiers, au niveau national, ou à un niveau plus fin, plus abordable, au niveau d'une délégation régionale d'association de chantiers. Chaque critère, ou groupe de critère sera présenté sur deux espaces consécutifs, le premier étant dédié aux observations, le second étant consacré aux données, aux graphiques et aux témoignages. Ce premier temps d'évaluation permettra essentiellement de faire une photographie de la réalité des chantiers internationaux de volontaires tels qu'ils sont aujourd'hui.

Le second temps abordera l'évaluation plus fine de trois expériences, en Ile de France, dont deux de chantiers internationaux de volontaires. Le choix d'un changement de région est volontaire. En effet, il permet en l'occurrence d'aborder des initiatives allant dans le sens de la problématique, à savoir intégrer le chantier dans la Ville, comme outil de déclenchement de la Mixité Sociale. De ce travail, il sera possible d'apporter des éléments de réflexion pour le développement du chantier international de volontaires en milieu urbain, tant en termes de cadre à garder que de développements du projet.

EVALUATION GENERALE

IV.1.A. Distribution nationale des chantiers de jeunes bénévoles en 2003

La carte et le graphique représentant la distribution nationale des actions de chantier de jeunes bénévoles ont été élaborés à partir des données du rapport annuel de COTRAVAUX. Ces données reflètent l'ensemble des actions de chantiers de jeunes bénévoles, y compris celles accueillant essentiellement des français. Cependant, la démarche et la dynamique locale étant très proche, cette agglomération d'informations ne pose pas le problème de la pertinence de la source de données.

Cette carte représente le nombre de chantiers réalisés par région en 2003. Afin d'en faciliter la lecture, les données ont été classées selon la méthode des classes d'égalité étendue.

La moyenne nationale est de 29 chantiers par région en 2003, le minimum étant de 2 chantiers, en Corse, et le maximum de 81 chantiers, en Auvergne. La distribution est très contrastée, seulement quatre individus se trouvant à des valeurs proches de la moyenne nationale.

De plus, la carte fait apparaître une distribution en très forte opposition, avec une opposition Nord / Sud, d'une part, et une opposition Nord Ouest / Sud Est d'autre part, le Sud, et plus particulièrement le Sud Est étant les régions ayant la plus forte activité de chantiers.

Historiquement, les chantiers se sont d'abord développés autour des régions ayant subi les plus gros dommages au cours des deux guerres mondiales, celles où les travaux de reconstruction étaient les plus importants, à savoir les régions du Nord de la France. Or ce sont plutôt des régions parmi les moins représentées.

Aussi faut-il chercher l'explication ailleurs. Ces régions les plus représentées sont les régions Auvergne, Languedoc Roussillon, Rhône Alpes, PACA puis Midi Pyrénées et Aquitaine. Les trois premières régions, qui sont à plus de deux fois la moyenne, correspondent toutes à des régions ayant subies, pour tout ou partie, un fort exode rural (Auvergne, Alpes, Cévennes, Pyrénées). Cette caractéristique pourrait avoir eu pour corollaire une réaction qui se serait traduite par la mise en place de ces initiatives, dans le cadre d'une politique de développement local ascendante volontariste. Ceci pourrait aussi expliquer la surreprésentation de la Bretagne par rapport à son environnement immédiat.

Aussi, cette carte de la distribution nationale des chantiers de jeunes bénévoles fait apparaître une plus forte distribution dans les zones où le développement local a été ou reste une problématique importante. Seules deux exceptions apparaissent, à savoir le Limousin et, plus surprenant, le Nord. Ce dernier cas peut être expliqué par le laps de temps relativement long entre la fin de la période de reconstruction et le début de la période de récession, industrielle et non agricole, cette dernière ayant été plus précoce que la déprise agricole, nécessitant ailleurs la mise en place d'une politique de développement local ascendante

Ainsi, il apparaît que le chantier est une action bien représentée dans les régions où les problématiques de développement local ont été identifiées et les réponses mises en place, ce qui le présente comme un outil de développement local en milieu rural pertinent.

Distribution nationale des chantiers de bénévoles en 2003

Nombre de chantiers réalisés en 2003 :



moeyenne nationale : 29 chantiers / région

Répartition rural / urbain

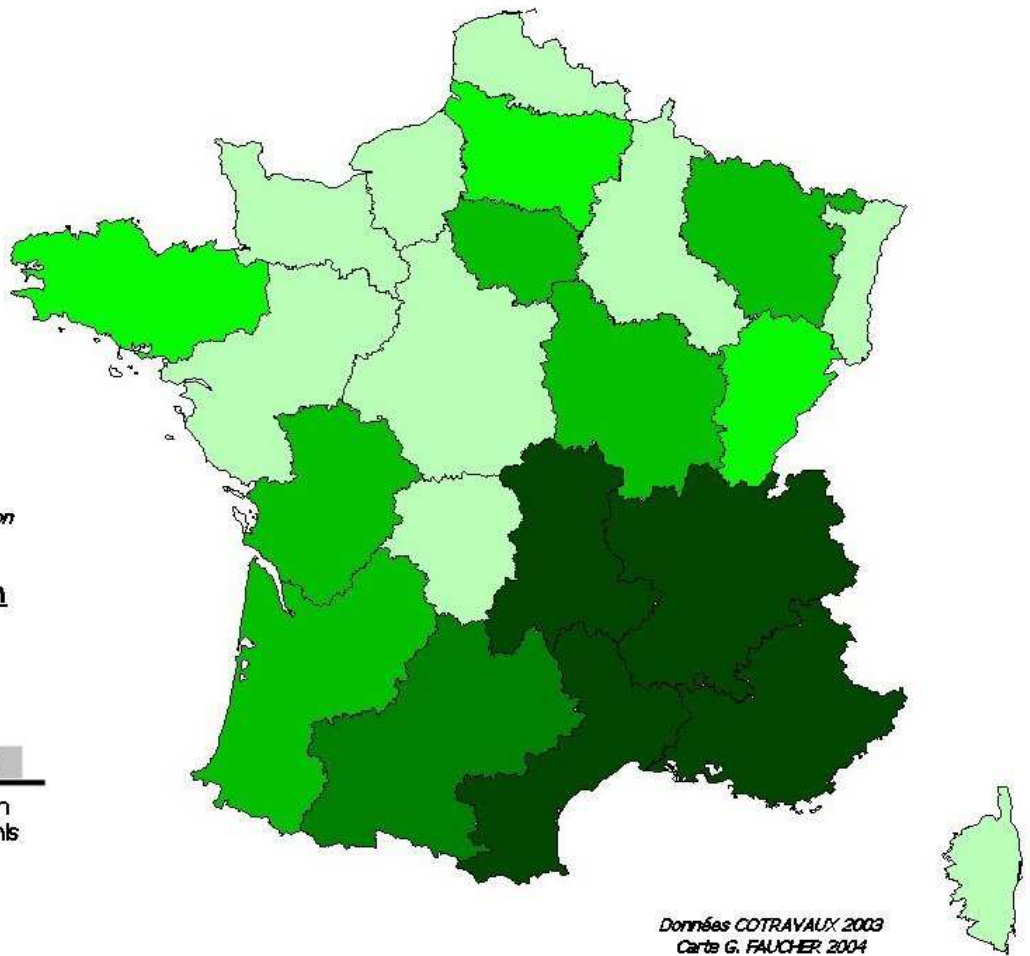
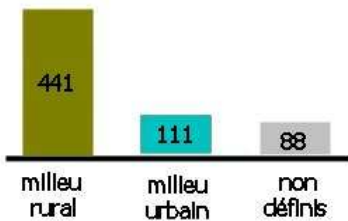


Figure IV / 1

Nombre de chantiers par région en 2003

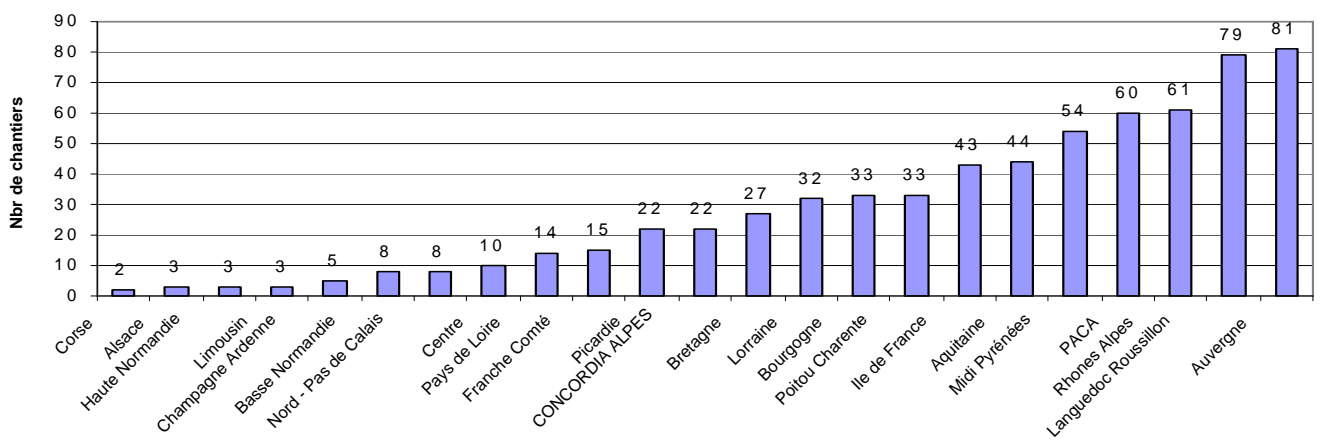


Figure IV / 2

IV.1.B. Tendances générales de l'évolution des chantiers de volontaires internationaux

Les données constitutives des graphiques illustrant les tendances d'évolution des chantiers internationaux de jeunes bénévoles proviennent une fois encore des rapports annuels de COTRAVAUX pour les années 2001 à 2003.

Il convient de préciser que pour les graphiques en fonction des milieux d'accueil et de la nature des projets, les années 2001 et 2003 comptent une part d'informations manquantes. Celles-ci seront figurées sur les graphiques, afin de mesurer la marge d'incertitude. Afin d'en limiter l'impact sur la fiabilité et la lisibilité des données, seules les valeurs brutes sont exprimées, notamment afin de souligner les dynamiques de hausse, incontestables, car étant représentées à minima.

Afin de mieux visualiser les données, il a été choisi de les présenter sous formes de d'histogrammes triés par ordre croissant, afin de mieux souligner les tendances observables sur les trois ans.

IV.1.B.a. Evolution du nombre de chantiers par régions de 2001 à 2003

Ce graphique commence par illustrer la très importante disparité de la répartition des chantiers sur le territoire national.

Si sur les trois ans, les chiffres restent assez stables en termes de nombre total de chantiers réalisés, de 647 à 640, il s'avère que c'est par un jeu d'équilibre entre les dynamiques propres aux différentes régions, qui compensent leurs variations.

Un regard sur l'année 1994, à travers l'ouvrage dirigé par Jean BOURRIEU, confirme une dynamique de croissance. En effet, en 1994, le nombre total de chantiers recensés était de 578 actions réalisées.

Ainsi, trois régions, la Haute Normandie, Midi Pyrénées, et Rhône Alpes, affichent des chiffres sensiblement en baisse. Mais ceux-ci sont compensés par les résultats de trois autres régions, à savoir l'Auvergne, l'Île de France et la Languedoc Roussillon, auxquelles s'ajoute la Région PACA, plus faiblement.

Sans pouvoir proposer d'explications sur cette dynamique, car ce n'est pas le propos de ce travail, il est intéressant de souligner que les régions à forte problématique urbaine, comme P.A.C.A., le Nord Pas de Calais et l'Île de France, bénéficient soit d'une implantation stable, soit d'une implantation en phase de croissance.

Seule la région Rhône Alpes (Lyon métropole) connaît une baisse sensible, mais, elle reste parmi les plus importantes en nombre d'actions mises en place et bénéficie d'une bonne implantation d'associations de chantiers, donc de capacités de réaction fiables.

IV.1.B.b. Evolution de la répartition entre les milieux d'accueil urbains et ruraux

Sur les quatre courbes figurées sur ce graphique, seules deux d'entre elles seront intéressantes, car entièrement fiables. Il s'agit des informations pour la courbe du nombre total de chantiers réalisés, et pour la courbe des implantations en milieu urbain, fiable à minima, car courbe croissante.

La première courbe fait apparaître une baisse sensible du nombre de chantiers en

2002, suivie d'une reprise. Ce profil est essentiellement dû à un facteur politique, 2002 correspondant au changement de gouvernement, et se traduisant par des coupes de 40 % en moyenne dans les financements publics des projets de chantier. Aussi, la reprise qui s'ensuit est elle de bon augure, et laisse espérer que les associations sauront pallier ce manque à gagner.

La seconde courbe fait apparaître que le nombre de chantiers en milieu urbain est en constante évolution, et a plus que doublé en 3 saisons.

Ces deux observations indiquent que la question relative au développement des chantiers en milieu urbain est une problématique actuelle, et que des initiatives en ce sens bénéficieront d'un cadre favorable à leur mise en place et à leur implantation durable.

IV.1.B.c. Evolution de la nature des projets de 2001 à 2003

Ces données, comme celles du graphique précédent, souffrent d'une part d'imprécision. Aussi sont elles à manier avec précaution.

Il apparaît cependant, à minima toujours, que les projets d'animations et ceux sur l'équipement et l'habitat restent les moins représentés. Entre ces deux catégories et celle des projets liés au patrimoine, de loin la plus représentée, se trouve celle des projets sur les espaces naturels et le cadre de vie.

Les trois catégories les plus basses suivent le même profil de courbe, avec au final une augmentation de l'ordre de 30% de leur représentation.

Même si celle ci reste moins impressionnante que celle de la part des chantiers implantés en milieu urbain, cette dynamique de croissance souligne une ouverture vers les terrains d'intervention observables en milieu urbain.

Sans oublier de mentionner les réserves, notamment sur la notion de milieu urbain, ici représentant les communs de plus de 2500 habitants, ces trois graphiques semblent illustrer une ouverture des projets de chantiers vers ce nouvel espace. La question sera de savoir si c'est un glissement spontané, de fait, ou plutôt le fruit d'une recherche d'adéquation entre le projet et les problématiques urbaines.

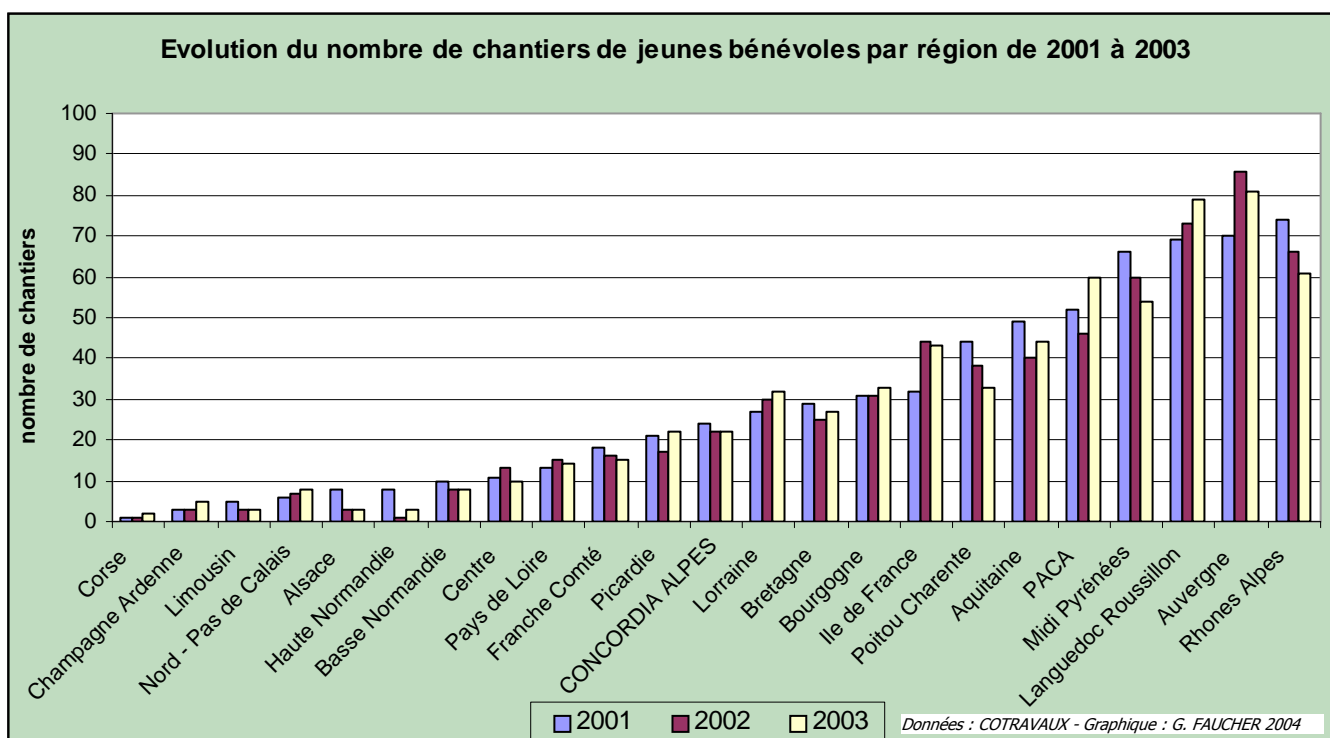


Figure IV / 3

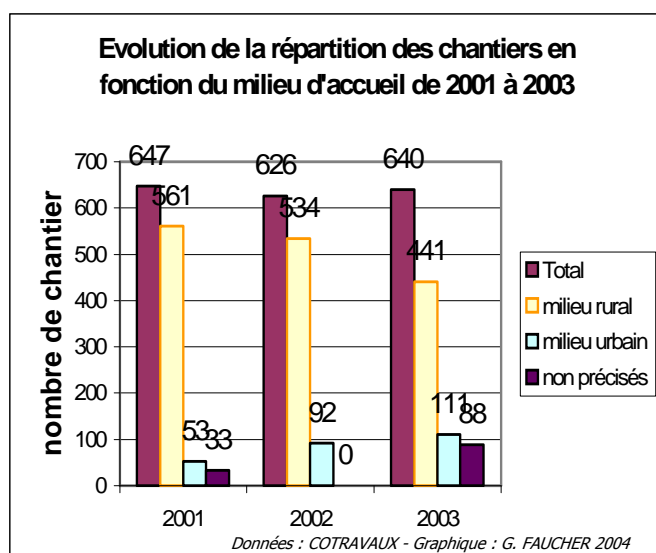


Figure IV / 4

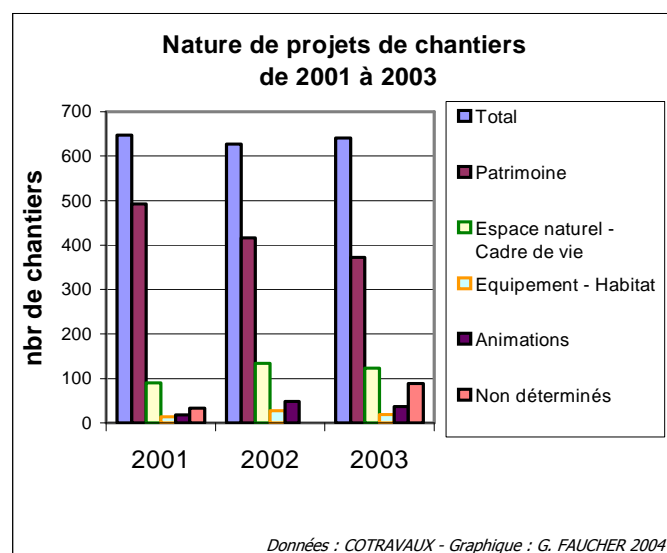


Figure IV / 5

EVALUATION DES PROJETS

IV.1.C. Evaluation de l'impact sur la mixité sociale

IV.1.C.a. Evaluation de la rencontre entre les différents groupes sur le chantier

Comme il l'a été précisé dans la partie de la présentation de la méthodologie d'évaluation, le volume de données à traiter au niveau national est trop lourd pour l'espace de temps imparti à cette recherche.

De plus, l'absence d'indicateurs précisément définis implique un travail exhaustif de dépouillement des fiches bilans de chantiers, à la recherche d'informations utilisables.

Aussi cette partie de l'évaluation portera-t-elle exclusivement sur les saisons de chantiers mise en place par la délégation Alpes de l'association CONCORDIA, de 2001 à 2003.

Les données recueillies ne répondent pas à une norme d'évaluation posée. Elles se limitent à un repérage dans les comptes rendus de la présence ou non d'acteurs locaux. Aussi, les valeurs retenues seront-elles "la présence" ou "l'absence", de "jeunes locaux" ou "d'autres locaux".

Enfin, quelques témoignages d'animateurs de chantier viendront compléter cette évaluation, de manière plus qualitative, et plus descriptive.

Le choix de la représentation sous forme de courbes permet de dégager une fourchette de participation sur les trois saisons.

Le premier point qui se dégage est que, sauf rarissime exception, il y a toujours une participation de la population locale au chantier. Cette participation peut être parfois limitée aux élus porteurs du projet, mais toujours les volontaires ont un contact avec la population locale.

Le second point qui se dégage est que les jeunes locaux, eux, ne sont sensiblement présents que sur la moitié des projets de chantiers mis en place par la délégation Alpes de CONCORDIA de 2001 à 2003. Les animateurs qui mentionnent le sujet font part d'attentes, mais de l'impossibilité pour l'animateur de gérer l'ensemble des groupes, donc de possibilités, de potentiels non développés.

Le troisième point est plus une observation de défaut, à savoir qu'il n'y a pas à ce jour d'outil permettant de mesurer la rencontre entre les différentes populations locales, et encore moins la médiation qu'il a pu y avoir. Les témoignages font généralement ressortir que les horaires des uns et des autres ne coïncident que peu, donc n'ouvrent que peu d'espaces de rencontre aux différentes générations.

Cependant, la lecture des différents rapports d'animateurs fait ressortir l'esprit de lieu de rencontre qu'ouvre le chantier, plus sur le lieu d'habitation que sur le lieu de travail.

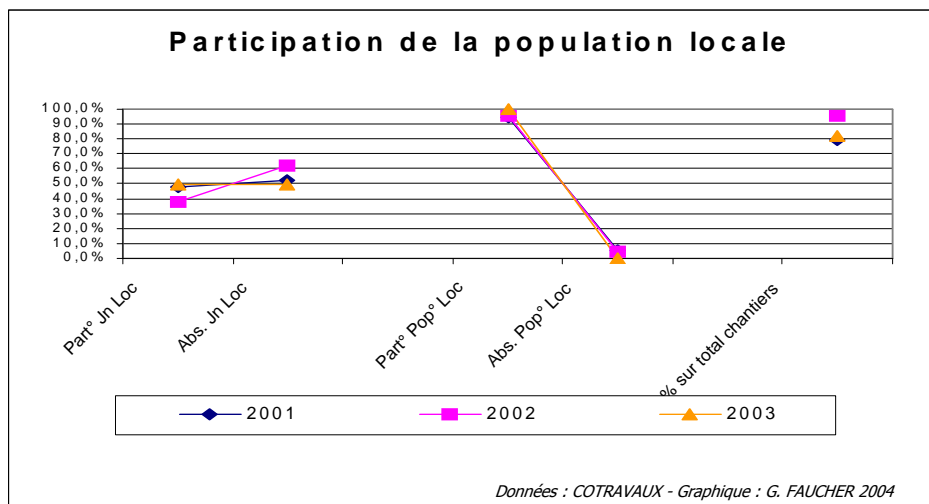


Figure IV / 6

« Les contacts avec les jeunes locaux ont été très faciles, les jeunes (habitués, NDLA) venaient nous voir dès les premiers jours. Ils nous ont laissé une petite semaine pour que le groupe se sente bien ensemble, puis ils se sont investis à 100% pour les sorties, transports, repas faits ensembles, soirées... . Nous avons spécialement eu de bons contacts avec 5 d'entre eux. Le groupe les a particulièrement appréciés. Ils respectaient néanmoins les moments d'intimité, les réunions, les repas et se sont sentis peu à peu intégrés au groupe. Du coup, les volontaires se sont vraiment sentis intégrés à Cressin. »

Chantier de Cressin Rochefort - Animatrice

« Au niveau individuel, Gérard a présenté à Andon une famille d'Albanais, et par ce biais Andon a rencontré tous les jeunes du village, avec lesquels nous avons passé des soirées, des sorties... »

Chantier de Saint Rambert en Bugey – Aurélie, animatrice

«... D'autre part, nous avons pu observer une cission certaine au sein même du village. Deux groupes différents s'opposent. Lors de notre fête en fin de chantier, les deux étaient présents et une certaine médiation s'est faite. Finalement, nous avons eu plus de contacts avec les jeunes dits en difficultés. Le groupe opposé est venu le dernier soir seulement et a manifesté un certain regret de ne pas avoir profité de notre présence. »

Chantier de Serrières de Briord – Laure, animatrice

« La venue de 13 jeunes d'horizons culturels si différents n'a pas pu passer inaperçue dans un petit village comme Ceyzerieu et n'a pas manqué de susciter un grand intérêt, notamment pour les jeunes locaux. L'enthousiasme et la bonne humeur leur a permis de s'ouvrir, pour certains, sur des horizons nouveaux. L'un d'eux a même décidé d'apprendre l'anglais pour pouvoir entretenir plus facilement des liens à distance avec nos volontaires. »

Chantier de Ceyzerieu - Animateur

IV.1.C.b. Evaluation de la mixité des âges sur les chantiers

Ce graphique a été élaboré à partir des données de COTRAVAUX pour les saisons de 2001 à 2003.

Il fait très nettement ressortir que le public est généralement composé de volontaires de 15 à 25 ans, avec une très forte représentation des 18-25 ans. La dynamique sur trois ans fait apparaître une tendance au rajeunissement de l'âge des volontaires.

Ce dernier point est intéressant, car il permet d'envisager d'inscrire le parcours de volontariat des personnes dans la durée, donc de laisser plus d'espace de travail dans le cadre pédagogique des projets de volontariat, tant à court terme qu'à long terme. En effet, un adolescent aura plus de chance de reconduire une expérience qui l'aura marqué.

Un autre point intéressant est que la tranche d'âge majoritaire représente une charnière au niveau de la composition des groupes locaux, entre les "jeunes locaux" d'une part et les "autres locaux", d'autre part. Assez jeunes pour les toucher, ils sont aussi assez mûrs pour établir des liens forts avec le reste plus âgé de la population. C'est donc la tranche d'âge par excellence qui est la plus indiquée pour la mise en place d'une dynamique de médiation, ou de rencontre, dans le cadre de la collectivité d'accueil.

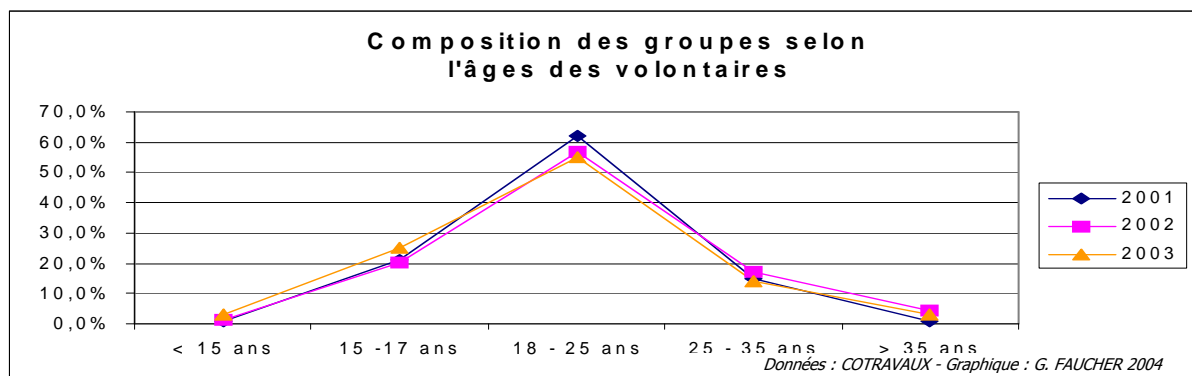


Figure IV / 7

« En général, la population locale était curieuse, mais pas toujours avenante. Le pot d'au revoir a donc été une surprise par l'ampleur qu'il a pris [...] Beaucoup de monde, une réelle ambiance de fête, des échanges, [...] Tout le troisième âge s'est retrouvé pour le début de la soirée, ils étaient ravis de l'initiative et ont adoré la sangria [...] en installant toutes nos bricoles avec les enfants et les vieux. »

Chantier de Serrière de Briord - Flore, animatrice

« Enfin, notre intégration au village de manière plus globale a été bien perçue. Nous avons pu dialoguer avec les plus anciens, comme avec les moins âgés. Nous avons par exemple participé à un concours de pétanque. Nous avons également fait venir sur le chantier les enfants du centre de loisir, qui nous ont apporté un goûter et ont visité notre lieu de vie. »

Chantier de Serrière de Briord - Laure, animatrice

IV.1.D. L'inscription du chantier dans la vie locale

Cette partie n'a pas été présentée en tant que telle précédemment. En effet, le détail de chacun des témoignages retranscrits ci-après ne permet pas une analyse valable, par contre la somme de ces diverses informations permet de percevoir de manière générale en quoi le chantier participe à la dynamique locale.

Aussi, il paraît intéressant d'insérer cette évaluation plus générale, afin de bénéficier de ces illustrations complémentaires, qui abordent des éléments constitutifs de la dynamique étudiée.

Le premier élément remarquable est la rencontre entre les volontaires et les habitants autour des projets de chantiers, que ce soit lors de la mise en place de temps festifs, de participation au chantier, ou de reconnaissance du travail réalisé. Le chantier est le support, le prétexte, le moteur de cette rencontre qui touche les différentes composantes de la population locale. C'est ainsi le support de la première étape de la dynamique de mise en place d'une mixité sociale : la rencontre.

Le second point remarquable est la relation des habitants à l'espace qui s'installe à partir du chantier. En effet, dans plusieurs témoignages, il apparaît que le chantier permet d'initier ou de renouveler le regard sur l'espace, ou l'utilisation de celui-ci.

La mise en place d'une dynamique de projet local, implique l'appropriation du milieu par les habitants. Le chantier, d'après ces témoignages, constitue un terrain favorable à cette démarche.

Un autre point souligné par ces témoignages est l'inscription dans la durée des acquis du chantier. Les cas présentés parlent ainsi de transmission des lieux, d'une dénomination nouvelle ... Ainsi, l'espace est non seulement modifié, mais en plus son appropriation par la population est accompagnée par les volontaires. Il apparaît ainsi que le chantier, en soi s'inscrit naturellement dans la durée.

Le développement local est également présent dans ces témoignages. Ainsi certains projets ont-ils pour objet la préparation d'un espace pour la mise en place d'une activité économique, culturelle, ou touristique. Ces activités peuvent parfois permettre de faire revenir des emplois sur place, notamment dans le cas de fermeture récente d'une industrie locale. Ce retour d'activité a pour objectif, entre autres, d'éviter de spécialiser le village en dortoir, et de ramener une dynamique locale devant permettre de relancer le passage sur le village, à travers des activités touristiques, culturelles ...

Enfin, pour ceux qui en doutent encore, le chantier de Sainte Agnès est l'illustration du rôle d'animation locale du Chantier International de Volontaires. Dans ce cas, le projet est complètement approprié par la commune, qui le prépare d'un an sur l'autre, et fédère l'équipe municipale autour d'un choix communément partagé.

“L'organisation de la Farfouille a été une très bonne expérience pour tous : elle nous a permis de prendre part à un projet humain très intéressant et enrichissant. Nous nous sommes sentis pleinement intégrés à la vie du village et nous nous sommes sentis utiles [...] cet évènement à aussi été un moyen de resserrer les liens entre les participants.”

Chantier de Leyment – Mathilde, animatrice

“Lors de l'inauguration de notre travail, plus de 40 personnes étaient présentes et nous avons senti beaucoup d'intérêts, voire d'émotions, face à cette revalorisation du patrimoine local laissé quotidiennement à l'abandon. La sensibilisation de la population à l'existence d'un tel trésor a donc été un succès et nous espérons tous que cet esprit perdurera ainsi que l'entretien du lavoir.”

Chantier de Ceyzérieu - Animateur

“Il s'agissait de la déconstruction d'un préau centenaire placé dans la cours d'une école et de sa reconstruction dans le parc voisin de la maison Panis, maison de la culture et du patrimoine. Ce préau désormais appelé fièrement "La Halle de Vaux", servira pour les expositions d'oeuvres artistiques organisées par l'association Panis »

Chantier de Vaux en Bugey – Una, animatrice

« Nous avons pu passer le lieux où nous avons travaillé pendant trois semaines à la population locale (espace de détente). »

Chantier de Serrières de Briord – Flore, animatrice

« Nous avons appris à la fin du chantier que l'association projette de monter une attraction touristique (sur le lieu du chantier NDLA), un spectacle son et lumière à observer depuis la place du village, racontant l'histoire de l'endroit et surtout du château depuis la préhistoire à nos jours. Notre travail sera aussi utile pour des ballades ou randonnées à Saint Rambert. »

Chantier de Saint Rambert en Bugey – Aurélie, animatrice

« Pour l'anecdote, j'éprouvais le sentiment que le chantier CONCORDIA est la distraction d'été de la commune de Sainte Agnès ... »

Chantier de Saint Agnès – Laurent, animateur

IV.1.F. L'inscription dans le temps du chantier

De même que pour l'évaluation de la rencontre des différents groupes sur les chantiers, il est inenvisageable, dans le cadre de l'étude de l'inscription dans le temps des projets, de considérer l'ensemble des 1900 projets répartis sur les trois saisons. Aussi le cadre de l'étude sera-t-il limité aux saisons 2001 à 2003 de la délégation Alpes de CONCORDIA

La synthèse de celles ci a été présentée sous la forme d'un tableau, présentant les différentes communes d'accueil, le nombre de saisons de chantier par commune, et une représentation de la reconduction ou non sur les trois ans. Le bas du tableau propose la synthèse de ces données, notamment les pourcentages de chantiers selon leur nombre d'années de reconduction.

Il apparaît ainsi que sur un total de 67 communes d'accueil, un tiers a reconduit l'expérience, et un cinquième l'a reconduite sur trois ans ou plus. Cressin Rochefort est reconduit depuis 12 ans maintenant.

Il est également intéressant de noter que sur les communes n'ayant reconduit leur chantier que deux ans sur les trois, il y a trois communes qui commencent la démarche, Chindrieux, La Motte Servolex, et Leyment, pour s'inscrire dans la durée, quand seulement deux mettent un terme à la dynamique locale de chantier.

Ce tableau fait donc apparaître que l'inscription dans le temps du projet lié au chantier de volontaires est bien une réalité, et qu'elle a plutôt tendance à se développer, surtout au vu du recul du nombre annuel de chantiers, qui passe de 24 actions dans la saison 2001 à 21 pour la saison 2003.

L'inscription dans le temps du chantier international de volontaires

Représentation de la reconduction des projets

Communes d'accueil	nbr		Années			nbr chantiers successifs		
			2001	2002	2003	1	2	3
Bonneval sur Arc	1	1				1		
Bouge Chambalud	1	1				1		
Ceyzérieux	2	1					1	
Chanay	1	1				1		
Chanéac	1	1				1		
Chindrieux	2	1					1	
Clavans en Haut Oisans	1	1				1		
Coublevie	1	1				1		
Crémieu	3	1						1
Cressin Rochefort	3	1						1
Crolles	1	1				1		
EMMAUS	1	1				1		
Essert Blay	1	1				1		
Gex	1	1				1		
La Férière	1	1				1		
La Motte Servolex	2	1					1	
La Table	1	1				1		
Lans le Villard	1	1				1		
Le Passage	1	1				1		
Leyment	2	1					1	
Meximieux	2	1					1	
Moissieu sur Dolon	1	1				1		
Montcarra	1	1				1		
Neuville les dames	1	1				1		
Novalaise	3	1						1
Pringy	1	1				1		
Quirieu	1	1				1		
Revel	1	1				1		
Sainte Agnès	3	1						1
Saint Alban	1	1				1		
Saint Didier de Formans	1	1				1		
Sainte Marie de Cuines	1	1				1		
Saint Marcellin	1	1				1		
Saint Michel de Chabrillanoux	1	1				1		
Saint Rambert en Bugey	3	1						1
Saint Vincent de Mercuze	1	1				1		
Serriere de Briod	1	1				1		
SOLID'ART	3	1						1
Songieu	3	1						1
Sonnay	1	1				1		
Talissieu	3	1						1
Ugine	2	1					1	
Val Gelon	1	1				1		
Vaux en Bugey	3	1						1
TOTAL	67	44	24	22	21	29	6	9
Pourcentage			35,8%	32,8%	31,3%	65,9%	13,6%	20,5%

Source : CONCORDIA ALPES - Tableau G. FAUCHER 2004

Figure IV / 8

Itteville, une réappropriation de l'espace par les jeunes locaux

IV.1.G.a. Cadre spatial

Itteville se trouve au coeur du département de l'Essonne, à la limite du Parc Naturel du Gâtinais.

Commune encore rurale, elle est à l'extrême limite de l'extension urbaine de ces dernières années, qui s'arrête à Bouray sur Juine, commune limitrophe.

Le territoire communal reste essentiellement d'usage agricole. Le bourg se trouve au sud de la vallée de la Juine, sur le versant du coteau. Le bas du bourg baigne dans la zone humide de la vallée.

Les marais font partie du patrimoine naturel identifié comme en danger par les différentes instances de protection de l'environnement. Aussi, l'ensemble des marais de la Juine, auxquels ils appartiennent, a été classé dans le cadre du plan Natura 2000, et est devenu une réserve naturelle gérée par le Conservatoire des Espaces Naturels Sensibles du département de l'Essonne. Le site est équipé d'observatoires et de panneaux d'information.

Mais ce site étant un des premiers espace d'évasion pour les populations urbaines voisines noctambules, notamment d'Itteville et celles de Saint Geneviève des Bois, les équipements sont très dégradés et nécessitent une complète restauration.

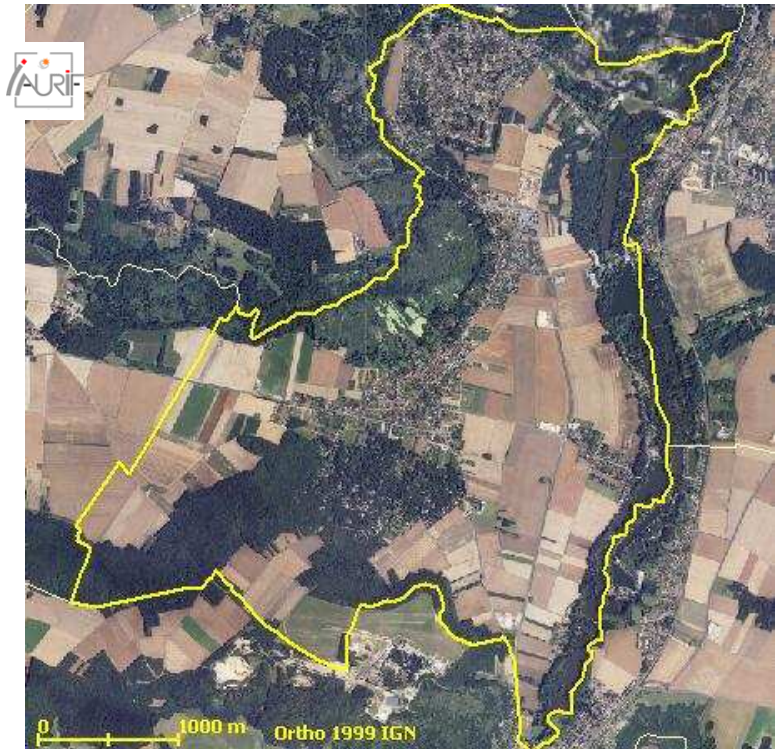


Figure IV-10 : ITTEVILLE, vue aérienne générale

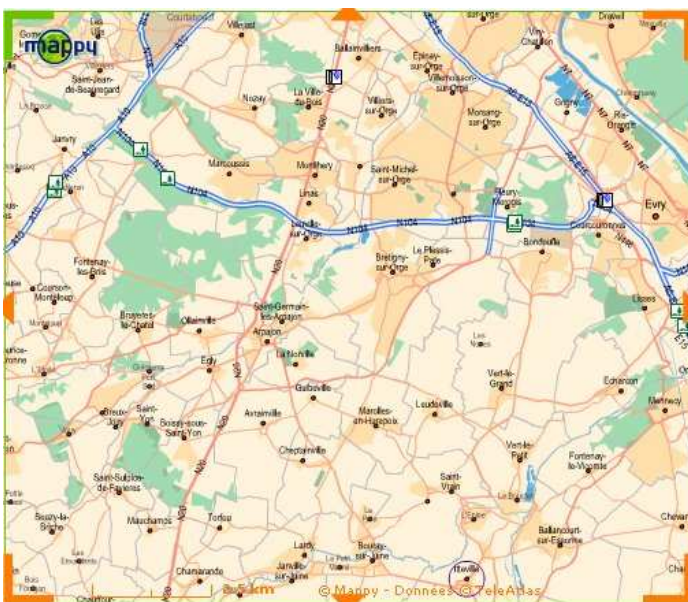


Fig.IV-11 : ITTEVILLE, situation dans l'espace régional

IV.1.G.b. Structuration de l'espace

A l'échelle régionale, Itteville est le premier espace d'évasion accessible depuis la conurbation commençant à une dizaine de kilomètres, ses premières limites commençant à Arpajon, et la généralisation de l'urbanisation commençant à partir de Saint Geneviève des Bois. C'est donc un espace très prisé par les jeunes des environs, ce dans un espace s'étendant au nord jusqu'à une vingtaine de kilomètres. Il subit donc une fréquentation importante et une utilisation irrespectueuses (tags, incendies...).

Au niveau local, le village est étalé le long de la route de Ballancourt puis celle de Saint Vrain, et se concentre autour de deux pôles, le vieux village autour de l'église et de la mairie, et la partie nouvelle en lisière avec Saint Vrain. Cela constitue deux entités assez distinctes spatialement, mais cette division n'a pas représenté un frein à la circulation des personnes dans le chantier. L'échelle des distances restait humaine.

Les marais se trouvent en aval du centre ville ancien, un peu comme des jardins communs à tous les habitants.

Le chantier travaillait sur différents lieux du marais, plus ou moins immédiatement accessibles. Les volontaires étaient hébergés sur le haut du coteau, le long de la route de Bouray. L'implantation des différents lieux du chantier n'a pas joué de rôle particulier sur l'organisation de l'espace, ni présenté de freins ou d'atouts particuliers pour la mise en place de la dynamique.

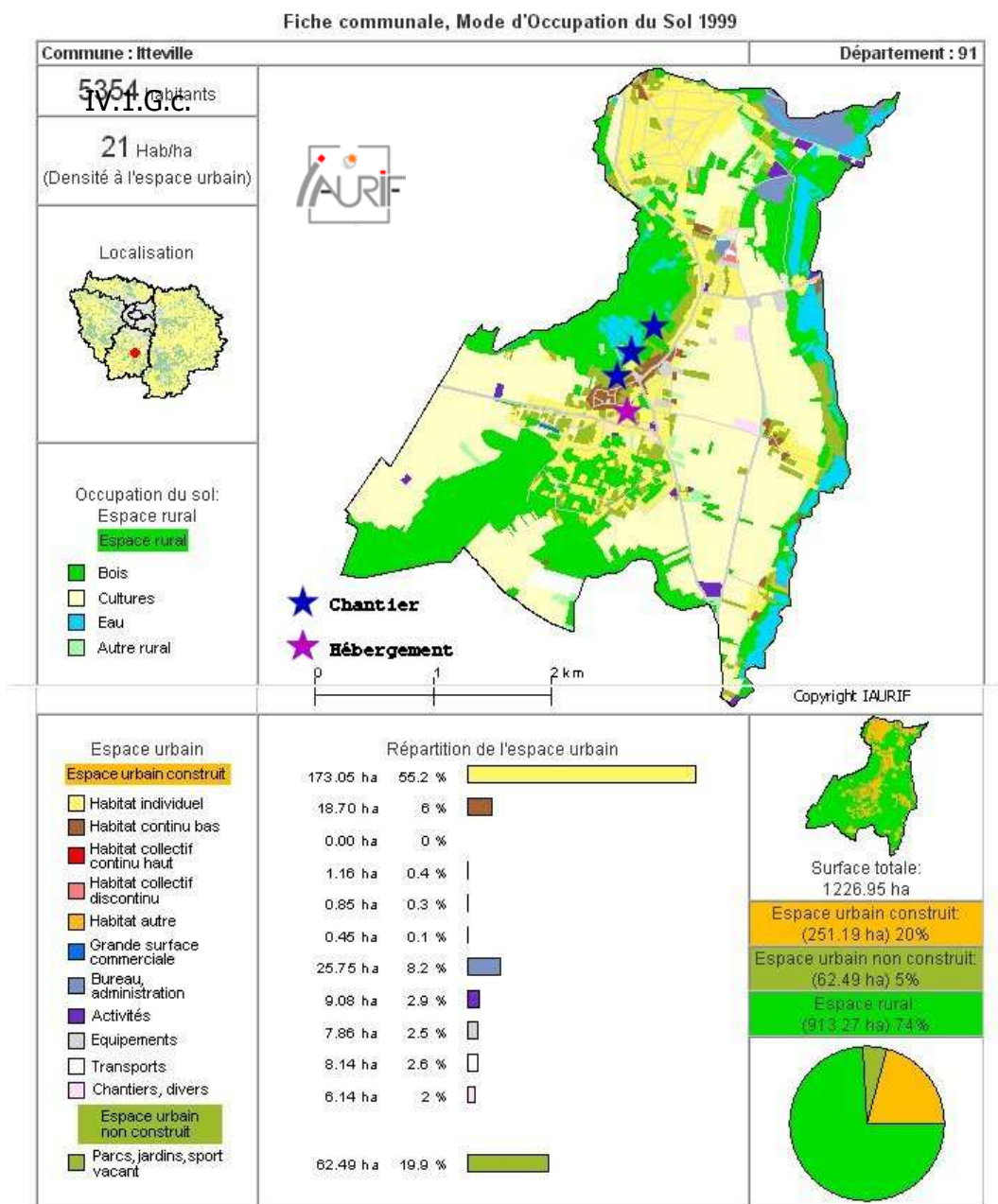


Figure IV-12 : Itteville, occupation du sol

Problématiques locales et objectifs

Le premier point moteur du projet, avant même l'intervention technique, a été le travail sur la relation des jeunes locaux à leur espace. L'objectif a été la réappropriation de l'espace par ceux-ci, dans l'espoir de faire naître un respect pour les équipements.

Le second point a été de créer une dynamique entre les volontaires qui les fassent s'intégrer au tissu local, et non chercher à tout prix à se rendre tous les jours sur Paris.

Le troisième point a été l'ouverture du dialogue avec les autres usagers, comme les chasseurs, les pêcheurs, les promeneurs ... afin d'amener un respect des nouveaux équipements. C'est à partir de la partie technique du chantier et de la consultation liée que le dialogue devait s'ouvrir.

Le quatrième point a été la restauration des équipements, sans originalité particulière par rapport aux projets classiques.

Ces trois axes ont constitué la charpente du projet.

IV.1.G.d. Actions et résultats

Rapidement, il s'est installé un conflit d'usage autour des équipements que les volontaires étaient occupés à nettoyer. C'est ainsi que de nouveaux tags sont apparus, exprimant le dérangement de l'usage établi que représentait le chantier.

Un travail de médiation rapide et efficace, avec l'aide de responsable du service jeunesse, a permis d'établir le dialogue et d'attirer les jeunes locaux vers le chantier, qu'ils se sont pleinement approprié. La conséquence immédiate a été l'arrêt direct et complet de la régénération des tags sur les observatoires. Reste la réserve au regard des autres usagers irrespectueux, non locaux, et peu ou pas touchés par le chantier.

Par ailleurs, la réflexion et la conception de l'ensemble de la signalétique et de l'information sur le site ont été confiées à l'équipe des volontaires. Afin de les guider et de leur apporter les connaissances nécessaires, le représentant local d'une association de protection des oiseaux est intervenu plusieurs fois et a mis son matériel à disposition. La confiance placée en eux, la relation suivie avec le bénévole local, et la teneur du projet ont permis une rapide appropriation de celui-ci par le groupe. Concentré sur cet objectif, les volontaires se sont satisfaits de leur seul voyage à Paris.

La réflexion sur la mise en place d'une barrière empêchant la circulation de véhicules à moteurs dans les marais a constitué le point de départ d'une concertation avec les autres usagers et le Conservatoire des espaces Naturels Sensibles. Le rôle de médiateur des animateurs, entre les usagers et les cadres du Conservatoire, a permis l'établissement de compromis en termes d'usage, d'accessibilité, d'ouverture et de fermetures des circulations, et le chantier n'a pas rencontré l'opposition qui avait pu être crainte, mais à au contraire servi de terrain d'échanges.

Enfin, la réalisation technique a été à la hauteur des attentes des bailleurs d'ouvrage, le Conservatoire et la Mairie.

IV.1.G.e. Bilan

Ce chantier est une très bonne illustration du rôle que peut avoir un chantier sur la relation d'une population, de tous âges, à son espace.

Il a aussi souligné la force de médiation que représente ce type de projet.

Les atouts ont été un suivi régulier des principaux acteurs locaux, tant au niveau de l'environnement que du secteur jeunesse, ainsi qu'un encadrement technique motivé et compétent. De plus, le double projet a su rattacher le groupe au milieu local.

Cependant, si le projet a été positif au regard du respect de l'espace par les jeunes locaux, rien ne garanti qu'il en aura été de même de la part des autres usagers irrespectueux. Seule, dans ce cas, une action sur plus long terme, avec un relais entre plusieurs chantiers où la mise en place d'un projet de volontariat à long terme aurait pu permettre de prolonger l'action auprès de l'ensemble des usagers.

IV.1.H. Evry

IV.1.H.a. Cadre spatial

Evry est le siège de la préfecture et du Conseil Général de l'Essonne. Ces fonctions, un centre commercial d'importance départementale, et un urbanisme volontariste de ville nouvelle, en font la ville centre de l'Essonne.

Cependant, le côté artificiel de son organisation, malgré les bonnes intentions, en font une ville assez contrastée, avec des quartiers d'habitat collectif assez aisés, tranquilles, des quartiers d'habitat collectif issus des années soixante et assez dégradés, au climat houleux, et des quartiers pavillonnaires, entre autres autour du centre ancien, sans dynamique locale notable, les haies de 2,50 mètres de haut n'étant qu'une matérialisation du cloisonnement des habitants.

Par ailleurs, Evry est relié à Paris par des axes de communication majeurs, l'autoroute A6, la RN7 et la Francilienne, d'une part, et le RER D, d'autre part. Ceux-ci accentuent le caractère polaire de la commune, et sont isolement local, par un effet de tunnel créant une dynamique campagne/Banlieue/Evry/Paris, pour les Evryens, les catégories inférieures étant relativement inexistantes.

Le chantier a lieu en bordure du vieux bourg, dans un lotissement à la limite entre celui-ci et un ensemble d'habitats collectifs assez aisés.

IV.1.H.b. Structuration de l'espace

L'espace à Evry est assez disparate, ce à cause de la grande diversité des types d'habitats et des fonctions de celui-ci. Ainsi, des pôles d'activités ou administratifs seront

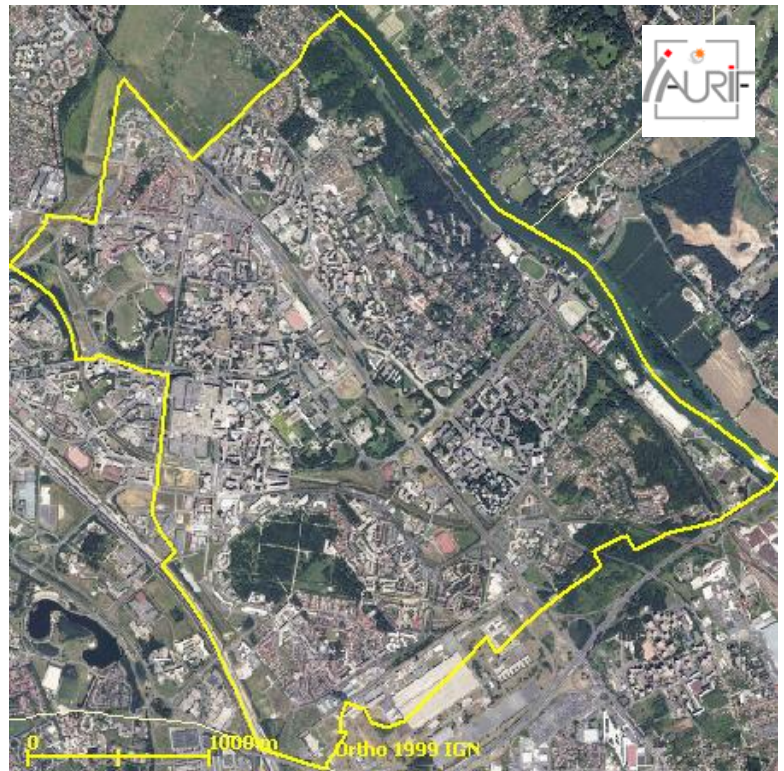


Figure IV-13 : Evry, vue aérienne générale

autant de barrières, qui se rajouteront à celles plus classiques que représentent les différents axes routiers et ferroviaires et qui toutes participeront au morcellement des secteurs d'habitation.

Par ailleurs, bien que couvrant une superficie de près de 860 hectares, l'espace y est extrêmement exigu, les habitants fonctionnant essentiellement selon la dynamique du tunnel, de Evry vers Paris au regard des environs, et de chez soi vers son lieu de travail et réciproquement, au regard de son environnement résidentiel.

IV.1.H.c. Problématique et objectifs

L'objet du chantier était de rénover une maison associative, intérieur, extérieur et jardin. Par ailleurs, le chantier était le cadre de l'expérimentation d'une double dynamique, chantier technique d'une part, et chantier de réflexion sur l'éducation à la Paix, d'autre part. Le principal enjeu du chantier était de créer une dynamique de groupe assez forte pour contrer la présence de Paris, accentuée par la dynamique urbaine locale inexistante et l'effet tunnel.

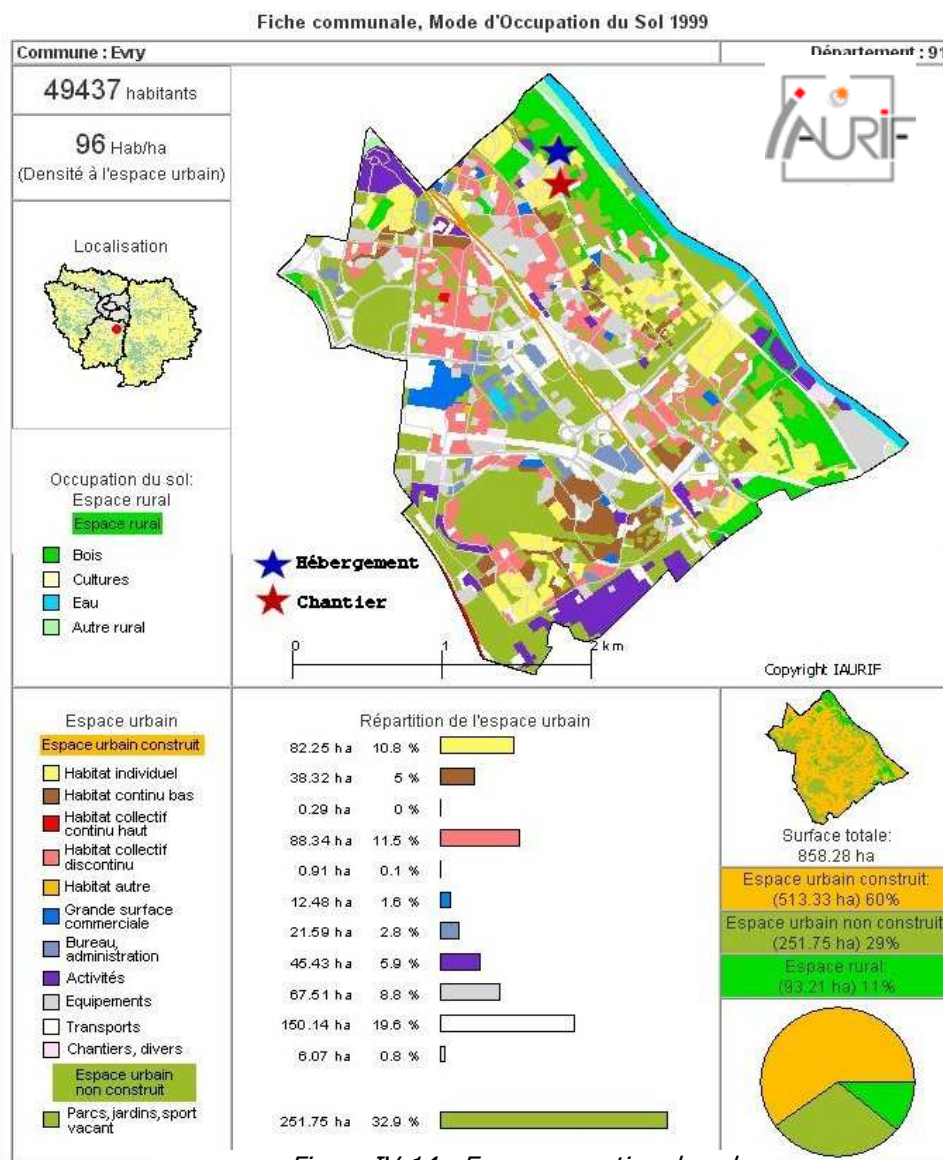


Figure IV-14 : Evry, occupation du sol

IV.1.H.d. Actions et résultats

Le premier point a porté sur une modification de la relation à la partie technique. Vu la diversité des petits chantiers à mener, chacun s'est choisi un chantier dont il a été référent, et le temps de travail a été partagé entre des temps collectifs et des temps de travail en sous groupes.

Cette démarche a eu pour résultat une très forte appropriation du chantier par les volontaires, tant sur les micro projets que sur le projet global. La seconde conséquence a été un ancrage de la dynamique du chantier sur place, là où un éclatement vers Paris paraissait inévitable.

De plus, le temps de chantier technique a été ramené à 4 heures par jour, trois à quatre heures étant par ailleurs réservées pour la partie réflexion. Ce second projet du chantier a rapidement fait oublier Paris aux volontaires, tellement ceux-ci étaient investis dans cette démarche qui les a touché au plus profond d'eux mêmes.

IV.1.H.e. Bilan

Le bilan de ce chantier, en termes de dynamique du groupe, a été très positif, et les volontaires se sont vraiment engagés dans un travail dans la durée. Un des volontaires a d'ailleurs poursuivi de suite avec un volontariat long terme. Pour lui, ce chantier a été une renaissance, un nouveau départ complet dans sa vie et dans sa personne.

Cependant un chantier de ce type nécessite de gros moyens en encadrement, parfois jusqu'à quatre animateurs pour douze à quinze volontaires, selon les passages de bénévoles d'autres associations intéressées. De plus, la partie technique doit être revue à la baisse, sous peine d'épuisement trop rapide des volontaires.

Par contre, sur le plan de l'intégration locale, le chantier a été très décevant, étant un îlot en milieu urbain. Le seul point fort en termes d'impact sur la collectivité locale a été de faire accepter par les voisins le bruit du soir.

Il est apparu qu'un chantier en milieu urbain de ce type doit bénéficier en amont d'un fort soutien local, en renfort de l'association d'accueil. Ce soutien aurait pour intérêt de préparer le terrain en termes d'ouvertures sur le milieu local.

IV.1.I. 2 bis place Charles de Gaulle

IV.1.I.a. Cadre spatial

Montreuil est une ville métropolitaine, de 90 000 habitants, au voisinage immédiat de Paris. C'est donc un milieu métropolitain par excellence. Elle est caractérisée par une très grande diversité de population, d'utilisation de l'espace, d'occupation du sol, et d'âges des constructions. De plus, une partie de la ville est en complète mutation, les quartiers pavillonnaires étant rachetés par des classes aisées, voire très aisées de population. Ceci crée de très forts contrastes, parfois de part et d'autre d'une rue qui fait alors office de frontière.



Figure IV-15 : MONTREUIL, vue aérienne générale

Le quartier où a eu lieu cette expérience se trouve dans le haut de Montreuil, aux limites avec Bagnolet, à l'Ouest, et Romainville, au delà de l'autoroute A3, au Nord.

L'immeuble en question est en fait en façade de la Place Charles de Gaulle, qui fait office de frontière entre un quartier d'habitat en ensembles très élevés, le quartier de la Noue, d'une part, et un quartier d'habitat moins élevé, en renouvellement, ou pavillonnaire, d'autre part. Enfin ce dernier quartier est mité par un tissu de d'anciens bâtiments d'activités économiques abandonnés. C'est donc un espace très varié.

Le bâtiment en lui-même est un immeuble de 5 étages, comptant 19 logements de 25m² chacun. Construit en 1974, il commence à être assez dégradé, et la copropriété n'a pas les moyens de financer l'ensemble des travaux nécessaires. Ceux-ci vont de la peinture dans les parties communes à la réfection de la surface du parking.

La population qui l'habite est très diverse. Elle compte des personnes retraitées, ou qui le seront bientôt, anciens immigrés portugais et tunisiens des années 1960, de jeunes adultes issus de l'immigration portugaise et espagnole, des familles ou groupes d'immigrés récents, d'Afrique noire (Zaire), d'Europe de l'Est (Serbie), de Tunisie, et autres encore selon les rotations. Le reste des logements est occupé par des personnes au profil plus classiques, essentiellement français, jeunes adultes, ou couples avec jeunes enfants.

Un tiers des logements est occupé par leurs propriétaires, le reste étant en location. Le revenu moyen de l'immeuble reste proche du niveau du SMIG, et une partie, de l'ordre du quart des habitants, travaille au noir, voire est en situation irrégulière.

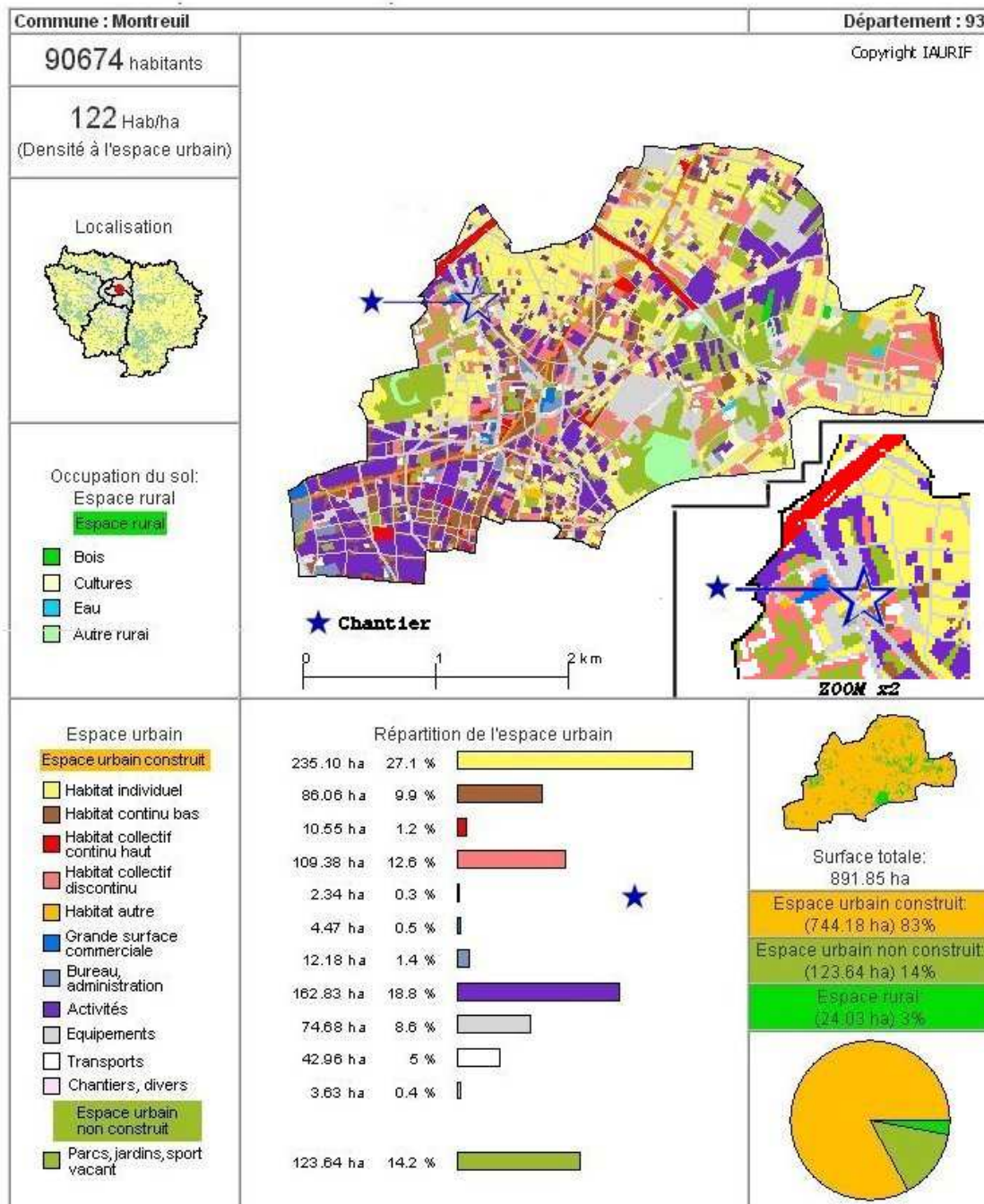


Figure IV-16 : Montreuil, occupation du sol

L'expérience menée a eu pour objet de sensibiliser les habitants au respect de leur immeuble, de leur montrer qu'ils pouvaient eux-mêmes agir sur leur cadre de vie, et apprendre à vivre en société dans cet espace fondamental qu'est le bâtiment d'habitation.

IV.1.I.b. Constat initial

Au niveau matériel, l'immeuble souffre de parties communes dégradées, donnant un aspect médiocre au bâtiment. La copropriété n'ayant pas de moyens, l'état du bâtiment est

appelé, dans une dynamique normale, à continuer à se dégrader.

Par ailleurs, sur les 19 appartements, on peut observer pas moins de 10 nationalités différentes, européennes, africaines, et parfois asiatiques. Les habitants se croisent un peu, sans dynamique commune, à part un ou deux groupes affinitaires.

IV.1.I.c. Une démarche volontaire de restauration du cadre de vie

Las de cet état du bâtiment, et dans le souhait d'amener à responsabiliser les gens et à les faire se rencontrer, un habitant est intervenu de sa propre initiative.

Dans un premier temps, il a simplement refait le sol de l'ascenseur. Ce premier travail peu technique et de courte durée, avait un double objectif

Le premier était d'améliorer sensiblement le cadre de vie, en intervenant sur un inconfort latent représentant le symbole de l'état du bâtiment, tant d'un point de vue technique que d'un point de vue de perception. Cette première action a eu un double impact, dont l'effet perceptible a été sur le moral des habitants, et sur l'ouverture des uns vers les autres.

Dans la continuité, ce même habitant a pris en main un chantier plus complexe, la réfection du plafond de l'entrée, dégradé par un dégât des eaux non indemnisé. Ce second chantier, plus technique et surtout plus long, avait plusieurs objectifs.

Le premier était de continuer à améliorer le cadre de vie, ce qui avait pour objet lié de changer le regard des habitants sur le bâtiment, et leur relation à celui-ci.

Le second était de créer une continuité avec la première action, et d'installer un sentiment de pérennité dans la capacité d'intervention sur le cadre de vie, afin de mettre en place une dynamique durable.

Le troisième était d'ouvrir un espace de rencontre au milieu du passage quotidien obligé de tous les habitants et de créer une dynamique d'échange, entre l'acteur et les autres habitants d'une part, et entre les habitants entre eux d'autre part.

Le troisième était de faire prendre conscience aux habitants de leur capacité d'intervention sur le milieu dans lequel ils vivent.

IV.1.I.d. Des impacts mesurables

Les différents objectifs de cette deuxième intervention ont été atteints.

Tout d'abord, imperceptiblement mais aussi certainement que profondément, l'entrée de l'immeuble est apparue plus propre, plus lumineuse. La partie dégradée, premier point visible à la sortie de l'ascenseur, a disparu. De là, les habitants ont commencé à noter les différents points sur lesquels il était possible de travailler, et à faire attention à la tenue de l'immeuble (mégots, papiers ...).

Le second aussi a été atteint, en cela que dans la continuité de ce chantier a été mis en place un troisième, qui était de repeindre les murs de l'entrée. Celui-ci devait être repris avec d'autres habitants. Mais le manque de relais dans la dynamique a entraîné sa stagnation. A ce jour, il n'est toujours pas fini.

Ensuite, le troisième objectif a été validé en cela qu'il a été créé un espace de convivialité, le temps de travaux. Les gens ont commencé par s'arrêter au pied de l'escalier et à parler avec l'activiste de service. Puis, ils ont commencé à parler entre eux, autour de l'escalier. Cependant, une convivialité nouvelle implique aussi une transformation dans

l'ouverture des relations, et on observé un dérapage léger, de l'ordre de la demande en mariage maladroite ...

Cette initiative a donc déjà rendu naturel le fait de se rencontrer et de discuter dans l'espace de l'entrée. Mais se pose encore la question du garde fou, qui permette de proposer un cadre où régler d'éventuels conflits naissants avec cette nouvelle forme de proximité dans le voisinage.

Un quatrième impact a été la réappropriation par les habitants des possibilités d'intervention sur cet immeuble. Ainsi, l'initiative portée par une seule personne au départ a-t-elle motivé trois autres personnes à finir le travail dans l'entrée, en peignant de neuf les murs.

Par ailleurs, un autre habitant a proposé l'idée, acceptée par l'assemblée générale de la copropriété, de faire refaire le revêtement du parking par un groupe d'habitants, et non par un professionnel.

Ces projets sont sincèrement ancrés dans la tête des habitants, mais la personne initiatrice n'ayant plus de loisirs à consacrer au projet, il manque le noyau fédérateur, celui qui réunit les personnes et qui donne la crédibilité au projet.

Un dernier impact a été le regain de confiance et de responsabilité des personnes du conseil syndical. Composé de trois copropriétaires résidant en partie sur les lieux, cette instance était de longue date inexistante. Face à différents problèmes, deux des membres sont intervenus spontanément, tant en termes d'action, par le nettoyage d'espace utilisé abusivement, que par des actions de médiation, dans le cadre d'un conflit autour de la gestion du local poubelle. La démarche usuelle jusqu'alors était de placarder un mot envoyé par le chargé de clientèle du syndic de copropriété.

Il y a donc dans ce projet des impacts mesurables, en termes d'utilisation de l'espace, de dynamique sociale, et de dynamique personnelle.

IV.1.I.e. Une expérience porteuse d'enseignements

Si on considère qu'il est une réduction à l'échelle d'un immeuble de ce que pourrait être un projet déclenché par un chantier international à l'échelle d'un quartier, il apparaît plusieurs éléments à retenir.

Le premier est que la proposition est validée, qu'une initiative volontaire est le déclencheur attendu au cours de cette réflexion.

Le second est que pour s'inscrire en profondeur et marquer les personnes, il faut que le projet soit mené à terme, d'une part, et dans la durée, d'autre part.

Le troisième est que la passation du projet n'est pas spontanée. Entre la reconnaissance de sa capacité d'intervention sur son environnement et sa concrétisation, notamment par la prise d'initiative, il y a un cap à franchir. Celle-ci peut être aidée par une étiquette, comme membre du Conseil Syndical, mais surtout c'est bel et bien un accompagnement régulier et soutenu qui pourra l'apporter.

Le dernier, enfin, rejoint ce troisième point, en cela que même auprès des personnes motivées, il existe un phénomène de lassitude, pouvant mener à l'abandon de l'initiative avant sa conclusion. Il est important, face à ce problème qu'il y ait un suivi du projet par un référent extérieur, qui soit là pour remotiver la dynamique en cas de faiblesse, et pour apporter des savoirs faire, des moyens, des outils nécessaires à l'achèvement du projet dans son ensemble.

IV.1.I.f. Une finalité

La finalité du projet est la même, à l'échelle de l'immeuble, que celle espérée tout au long de cette réflexion. Il s'agit bel et bien de réapprendre au gens à vivre ensemble autour d'un projet partagé, en l'occurrence l'amélioration et l'entretien du cadre de vie.

Cette finalité sera atteinte, sans pour autant que le projet meure, quand les comportements volontaires, acteurs et responsables seront redevenus des comportements normaux. Espérer en plus qu'ils soient généralisés peut aujourd'hui paraître utopique, mais qu'ils soient reconnus comme positifs, comme louables, et respectés sera un gage de résultat positif et d'achèvement de la démarche de réapprentissage à faire société.

IV.1.I.g. Quels moyens

Finir sur une note positive est tentant, mais un positivisme idéaliste ne saura aboutir dans le cadre d'un tel projet. Ce qui a manqué dans le cadre du projet du « 2 bis », c'est bel et bien le soutien, l'accompagnement de la démarche. Et la question est de savoir quels moyens pourraient être mis en œuvre pour finaliser cette initiative.

Ils existent dans le cadre du logement social, mais ils n'existent pas, du moins d'un accès aisé, dans le cadre de la petite copropriété à la limite de la difficulté.

Cette question aussi est transposable au reste de la réflexion, à savoir que, à l'échelle d'un quartier sur un territoire de la Politique de la Ville, cette dernière peut éventuellement intervenir, mais que d'autres quartiers sont peut être à la limite sans pour autant avoir de moyens de se maintenir.

ÉVALUATION, BILAN

Afin d'éviter une redite de chaque point de l'évaluation, mais en cherchant à rendre la somme de ces informations utilisable, il est nécessaire de procéder à une rapide synthèse des conclusions des différents aspects abordés précédemment.

IV.1.J. L'inscription du chantier au niveau national

Au niveau national, le Chantier International de Volontaires est une dynamique ancienne, en cela qu'elle est éprouvée et reconnue.

Grâce à cela, elle bénéficie d'une implantation sur l'ensemble du territoire, avec une très forte représentation dans les espaces où le développement local a été ou reste une réaction nécessaire à la survie des collectivités locales.

Cet ancrage dans la durée et ses rôles multiples font que le Chantier International de Volontaires bénéficie d'une reconnaissance et d'un soutien malgré tout solide de l'Etat. Même si les coupes sombres dans les subventions ces deux dernières années se sont faites légèrement sentir le nombre total de chantiers réalisés, la dynamique générale sur les dix dernières années reste très sensiblement croissante.

Cependant, la répartition des chantiers sur l'ensemble du territoire reste inégale. Si cela peut faire craindre des difficultés dans le cas de réflexions sur l'intégration d'une dimension urbaine dans le tissu existant, cela ouvre des espaces de développement de nouveaux projets, qui peuvent ainsi être plus faciles à mettre en place, la conformation de l'ancien au nouveau n'étant pas toujours la meilleure recette.

IV.1.K. Le chantier au niveau local

Menée sur un niveau plus local, cette partie de l'évaluation fait apparaître que le chantier trouve généralement une place importante dans la vie de la collectivité qui l'accueille.

Que ce soit auprès des habitants ou sur l'espace, son impact se traduit souvent par le renouvellement des relations entre les différentes composantes du milieu local. Il peut même aller jusqu'à initier des dynamiques ou des projets entièrement nouveaux, à partir des réalisations du projet, en termes variés, allant de l'humain à l'économique. C'est ainsi un véritable outil de développement, voire de renouvellement local.

Sur l'ensemble des projets étudiés, un tiers est reconduit au moins d'une année sur l'autre, et 10% le sont sur trois ans ou plus. Les projets les mieux ancrés dans les collectivités d'accueil peuvent avoir plus de 10 ans de reconduction. Dans ce cas là, il arrive que le chantier, introduit par l'équipe municipale, soit repris dans la plus grande partie par la population locale.

Cette inscription dans la durée est un facteur qui facilite les projets, car les volontaires n'ont plus ou presque à se faire connaître des habitants, qui ailleurs parfois peuvent découvrir avec stupeur que ce ne sont pas de jeunes délinquants en réinsertion ... Ce dernier point souligne qu'un important travail de préparation et de sensibilisation de la population, d'intégration dans le cadre local est nécessaire.

L'expérience des animateurs est aussi un atout important, car certaines situations, surtout sur des projets nouveaux, peuvent faire appel à des techniques d'animation, de gestion de conflit... ou encore une aisance dans le projet en général, permettant une prise de recul plus aisée, et indispensable.

L'intégration du chantier au tissu local est grandement accrue quand le chantier participe parallèlement à des projets locaux, comme l'organisation de manifestations culturelles ou de tout autre projet impliquant directement tout ou partie de la population locale.

La relation avec la population locale peut permettre au chantier d'avoir un rôle de médiation entre différents groupes locaux en opposition, voire en conflit. Cependant, dans le cas où ce point serait une composante initiale du projet, il est nécessaire, plus encore que sur des projets classiques, de laisser au groupe le temps et l'espace de se construire.

IV.1.L. Forces et faiblesses

Ces différents impacts ne sont pas systématiquement observables. Le chantier et le volontariat ne sont pas à ce jour des projets aux résultats garantis.

Malgré tout, la nature du projet pédagogique et l'essence de la démarche de volontariat reste en elles mêmes naturellement porteuses de très forts potentiels.

Cependant, un certain nombre de facteurs susceptibles d'influer très fortement sur le projet sont à considérer. Ceux-ci relèvent du milieu d'accueil, d'abord, et plus le poids de l'urbain sera important dans le cadre local, plus la dynamique interne du chantier aura de mal à se mettre en place. De plus, un groupe de volontaires standard peut comprendre des

personnes en décalage avec le projet, qui mettront celui en péril plus ou moins grave. Enfin, tant la qualité du projet que son inscription dans la durée nécessitent un accompagnement d'autant plus efficace que le projet s'inscrit dans un cadre difficile.

Mais, la dynamique de double projet peut venir renforcer les qualités propres aux Chantiers Internationaux de Volontaires, et éviter d'étouffer la dynamique du groupe avec un encadrement trop dirigiste. De plus, cette double dynamique peut également être un élément de transmission du projet à la population locale. De même, des chevauchements de plusieurs périodes l'une sur l'autre peuvent participer à l'ancrage du projet et de ses impacts au niveau local.

C'est pourquoi la suite de cette réflexion portera sur la recherche de développements permettant de faciliter cette adaptation du projet, cette intégration du chantier au milieu urbain.

V. Le Chantier International de Volontaires, un outil combinatoire de mixité sociale à valoriser.

A partir des axes de réflexion proposés auparavant, l'évaluation de la réalité du chantier international de volontaires fait apparaître que celui-ci, même si son potentiel théorique de pertinence est élevé, n'est pas LA solution systématiquement efficace. Il y a effectivement un ou des impacts, tantôt sur l'espace, tantôt sur les personnes, tantôt sur les groupes, il y a parfois émergence ou soutien de dynamiques locales ou personnelles, il y a une action sur la mixité sociale, mais tout ceci reste somme toute assez aléatoire. En aucun cas le chantier international de volontaires n'est un protocole systématiquement reproductible, en aucun cas il n'est possible de garantir par avance un résultat. En effet, chaque chantier est la somme de caractéristiques aussi complexes que différentes, et les appréhender toutes au préalable, pour cadrer un travail et des objectifs précis, n'est ni vraisemblable, ni dans le sens du projet de chantier.

Cependant, la pluralité des terrains d'intervention et les caractéristiques propres à ce type de projet en font malgré tout une base de travail remarquable pour répondre à la question sous-jacente à cette réflexion, à savoir le déclenchement de la construction, de l'élaboration, d'une mixité sociale locale, en milieu urbain proche métropolitain, sur des territoires d'intervention du type Politique de la Ville.

Or, il apparaît que le chantier reste limité dans ce type de milieu, ce qui ajoute un handicap au côté aléatoire observé pour les résultats des différents critères d'évaluation.

Il convient donc, pour approfondir le travail et approcher d'un modèle qui soit plus adapté au projet de déclenchement de la mixité sociale, de poursuivre la réflexion sur le projet de chantier international de volontaires en lui-même.

Dans ce sens, il conviendra d'identifier, à partir de la confrontation entre les propositions théoriques et les résultats des différentes évaluations, les principaux paramètres ou facteurs limitant la portée de l'action du chantier, ou l'assurance d'un résultat.

De là, il conviendra de déterminer des axes d'approfondissement ou de révision du projet, afin de l'adapter au milieu urbain, et à la finalité de déclencheur de mixité sociale. Il sera ainsi possible de faire des propositions réalisables pour avancer dans ce sens.

A partir de ces propositions de développement du projet de chantier, il sera intéressant de poursuivre la réflexion, en combinant par exemple le chantier international de volontaires à d'autres types d'interventions, pour établir quelques suggestions de projets à plus long terme dont la finalité serait d'approfondir et de pérenniser le travail déclenché par le chantier, en termes spatiaux, sociaux, et humains, et en termes de mixité sociale.

Enfin, au-delà de la projection fantaisiste d'idées bien pensantes, il sera intéressant de comparer ces propositions à quelques expérimentations de terrain réalisées ces deux dernières années, en Ile de France, sur la base du Volontariat.

IDENTIFICATION DES LACUNES LIMITATIVES

Différents types de facteurs interviennent dans un sens de limitation de l'efficacité du chantier au regard de l'objectif énoncé de déclenchement de la mixité sociale locale. Il sera intéressant de les regrouper en quatre grands thèmes, afin de gagner en lisibilité dans les réflexions et les travaux à mener.

V.1.A. Géographiques

La première limitation de la pertinence du projet de déclenchement d'une mixité sociale en milieu urbain par le biais de chantiers internationaux de volontaires vient du simple fait que seule une très faible partie des projets sont actuellement menés dans ce type de cadre.

Cette faible proportion à pour conséquence un très faible développement de la réflexion sur l'adaptation des chantiers à cet environnement spécifique, ce qui fait que les projets restent souvent difficiles, confrontés aux mêmes problèmes, sans véritable solution.

La seconde conséquence de cette situation est que peu d'associations sont ou vont s'implanter en milieu urbain, ce qui continue à entretenir le cercle vicieux, à savoir, que peu de chantiers entraîne peu de retours, peu de retours entraînent peu de matière à réflexion, peu de réflexion empêche l'adaptation du projet, la difficulté du projet non adapté démotive les associations organisatrices, et que si personne n'est motivé pour porter ces projets, ils ne vont pas se mettre en place tout seuls..

Une des causes de cette difficulté est d'ordre purement spatial. En effet, comme il l'a été évoqué plus haut, les échelles sont telles qu'un chantier classique risque la dissolution dans le milieu urbain environnant.

De plus, le poids du pôle urbain voisin attire les volontaires hors du cadre du projet, et fait perdre d'autant la qualité de l'intervention au niveau local.

Ainsi, en Ile de France, les volontaires viennent essentiellement pour voir Paris, et souvent projettent purement et simplement de ne passer sur le chantier que le temps technique et la nuit. Ce qui se traduirait par une désertion pure et simple au niveau de la commune d'accueil, donc l'inexistence de la partie animation locale du chantier.

Mais Paris n'est pas le seul pôle urbain régional, et ce type de situation peut aussi bien être observable, par exemples, près de Lyon, avec un chantier à Caluire, ou même encore près de Chambéry, avec un chantier à Novalaise. Cependant, le poids de l'agglomération polaire diminue proportionnellement à sa taille, ce qui permet de mettre en place des projets classiques à peu près partout.

V.1.B. Méthodologiques

Le second groupe de facteur limitant porte sur les questions de méthodologie du projet. En effet, le chantier international de volontaires a été essentiellement développé en milieu rural, et sa dynamique propre correspond naturellement à ce milieu, tant en termes d'espace que sociaux. Le chantier est une intervention sur un espace perceptible par tous, et chaque habitant a le loisir de rencontrer les volontaires s'il le souhaite, ou, à défaut, d'en entendre parler.

Il est alors « normal », logique, que la rencontre se fasse, et que le projet puisse se

fonder sur sa spontanéité propre.

V.1.B.a. Limites naturelles du projet brut, sans projet complémentaire

Par contre, en milieu urbain, tous ces éléments disparaissent, et la spontanéité du projet n'a plus ces cadres naturels pour construire la dynamique espérée.

La première conséquence est que les centres d'intérêts, les dynamiques spontanées émergent dans des directions propre à chacun. Certains seront plus attirés par l'espace du chantier, d'autres par la ville pôle, d'autres encore par d'autres quartiers de la commune qui les accueillent.

Ces divergences entraîneront d'autant plus facilement une dissolution du groupe que les moyens de transport et les possibilités de loisirs sont abondants, et constituent autant de portes ouvertes sur l'extérieur du projet.

Il conviendra donc d'apporter un élément porteur et moteur majeur sur le chantier, pour fédérer les énergies autour du projet. Cette proposition peut paraître une évidence pour quelqu'un familier de l'animation de groupe, mais elle reste très à contre courant de la philosophie de « laisser émerger la dynamique des volontaires » qui caractérise généralement les projets associatifs.

Sans réelle implantation au niveau local, anonymes parmi les autres habitants qui ne remarquent parfois même pas leur présence, le premier réflexe des volontaires du chantier sera le repli sur soi, au détriment de tout l'aspect d'animation locale du projet.

Cette question est liée en grande partie au choix des lieux du chantier. Un milieu ouvert et évident limitera ce risque, quand un milieu fermé (travail dans l'enceinte d'un fort et logement excentré, par exemple) l'accentuera.

En milieu urbain, les volontaires peuvent venir sur le chantier dans l'idée d'avoir un hébergement à moindre coût, surtout en région parisienne, ou d'avoir un hébergement contre travaux. Les questions de projet de groupe, d'animation locale, de rencontre avec les habitants dans ce cas ne constituent au mieux que des motivations secondaires.

Dans ce cas là, il se constitue spontanément un noyau revendiquant une complète autonomie et organisant ses loisirs selon des listes de visites posées avant le départ. Ces noyaux déviants, s'ils ne sont pas rapidement canalisés, sont le point de départ de la dislocation du projet.

En animation classique, hors chantier, il appartient à l'animateur de remplir le temps, si possible constructivement, pour ne pas laisser d'espace vide, porte ouverte à la contestation. Dans le cadre du chantier classique, il est souhaité que le rôle d'encadrement de l'animateur soit le plus léger possible, se limitant à une démarche d'accompagnement des initiatives des volontaires. Surinvestir l'animateur en milieu urbain serait annihiler la spécificité du chantier.

Il convient alors de reporter cette responsabilité d'encadrement non pas à la personne, mais bel et bien au projet, en approfondissant le contenu, dans sa conception, afin qu'il suffise en lui seul à canaliser les initiatives des volontaires dans un sens commun.

Cependant, le respect du projet implique un suivi, un accompagnement au quotidien, qui entretienne la relation entre les volontaires et le projet. De plus, il faudrait aussi que l'animateur ait les capacités et la disponibilité d'intégrer l'ensemble des paramètres du projet. Pour cela, il faudrait que ceux-ci aient une formation, ou une expérience, qui leur permette

de répondre et aux situations au regard des volontaires, et au regard des jeunes locaux.

Or, une fois encore, les animateurs de chantier, et c'est en partie un choix, une orientation des projets associatifs, n'ont pas de formation en animation, ou très, afin de sortir de la logique de club de vacances où les responsabilités lui sont déléguées. Il est donc nécessaire, une fois encore, de revoir le projet pour l'adapter au milieu urbain, tout en gardant sa spécificité. Quel serait alors le profil type ? Peut être sera-t-il possible de le définir plus loin.

PROPOSITIONS DE DEVELOPPEMENTS DANS LE CADRE DE LA REFLEXION SUR LA MIXITE SOCIALE

Au delà de l'identification des manques pour adapter le projet « chantier internationale de volontaires », il convient de définir et de proposer les développements qui permettraient de rendre ce type de projets opérationnels en milieu urbain, et plus encore en milieu urbain sensible.

Ces propositions ne reprendront pas chaque point relevé précédemment, chercheront à approfondir ceux qui semblent les plus déterminant.

De même que précédemment, afin de faciliter la lectures, ces ouvertures seront regroupées par thèmes de réflexion.

V.1.C. Développement spatial

A la fois cause et conséquence, il serait aussi intéressant de commencer que de conclure cette partie par la question spatiale. En effet, s'il n'y a pas assez d'associations organisatrice en milieu urbain, il ne peu pas y avoir de développement. Mais, de même, si les projets ne sont pas adaptés, il n'y a pas de raison de voir se développer des associations sur un tel espace...

Cependant, pour qu'il y ait réflexion, il faut qu'il y ait matière, à travers la question du chantier international de volontaires au regard de la mixité sociale, et il faut qu'il y ait des acteurs.

Donc, le développement de chantiers internationaux en milieu urbain nécessite un travail préalable d'implantation de structures organisatrices, d'une part, et d'intégration de celles-ci dans un réseau associatif et institutionnel, un réseau d'acteurs local. Celui-ci devra permettre de mettre la structure organisatrice en relation avec les partenaires potentiels, quels qu'ils soient. En effet, l'organisation d'une saison de chantier classique se fait à travers un réseau déjà identifié, mais il ne correspond pas aux spécificités du milieu urbain. Et le temps nécessaire à la mise en place d'une saison de chantiers ne permet de se consacrer activement à une telle ouverture du projet.

Aussi, si le développement spatial par l'implantation de nouvelles structures organisatrices, de nouvelles délégations régionales des associations de chantiers, semble incontournable, il semble également ne pas pouvoir émaner de celles-ci, pour des questions temps et de moyens. Il sera donc intéressant, au moins dans un premier temps, de les considérer comme un acteur du projet, aux savoir faire et aux compétences desquels il sera fait appel.

V.1.D. Des partenaires multiples, un projet complexe, la nécessaire mise en place d'une structure de coordination

Cette limitation dans les capacités de développement des associations organisatrices, cette nécessaire mise en place d'un réseau autour de ce type de projet amène à concevoir la création d'un autre type de structure régional, qui serait en charge de la préparation de cette adaptation, en termes d'implantation, du projet de chantiers internationaux en milieu urbain.

En plus de ce travail d'intégration du projet au milieu urbain, cette structure de coordination pourrait avoir en charge la coordination d'actions entre différentes associations organisatrices, ce qui permettrait de bénéficier d'autant de regards différents et complémentaires pour développer d'autant la réflexion et le développement du projet à partir des expériences menées.

De plus, elle pourrait concevoir et mettre en place des projets combinés, initier une dynamique à partir d'un chantier international de volontaires, et la développer, au niveau personnel avec les structures de suivi des personnes, vers une remobilisation par le biais d'un volontariat, d'une reprise de formation, d'une intégration professionnelle... et au niveau de l'action sur le cadre de vie en proposant des actions sur plus long terme, comme par exemple l'intervention d'associations du type des Compagnons Bâisseurs, qui accompagnent les personnes dans la rénovation de leur habitat.

Concrètement, elle aurait en charge toute la réflexion préalable, en lien avec les différents acteurs, la réalisation des différents diagnostics initiaux (techniques, humains, sociaux, état des réseaux locaux ...), la définition du projet dans son ensemble (définition des différents sous projets, mise en place des modalités d'accompagnement et de suivi, identification des acteurs...), ainsi que la gestion de celui-ci (coordination, suivi, évaluation ...).

Il s'agirait, en fait, de mettre en place une dynamique de projet complexe, composée de différents projets à part entière, et dont l'enjeu serait d'initier, de développer, et de transmettre, une dynamique concrète de mise en place de mixité sociale sur un territoire urbain sensible. Un des intérêts de cette proposition est que la succession de projets, au sein d'un projet global, permet de formuler des objectifs intermédiaires et finaux précis, d'assurer un suivi et une évaluation régulière de la progression de l'action, pour chaque sous projet.

Au vu des enjeux de ce projet complexe, la mixité sociale en milieu urbain, et par la nature transversale des partenariats à mettre en place, il serait cohérent qu'elle soit mise en place dans le cadre de la Politique de la Ville, ou du Plan de Cohésion Sociale. Ceci permettrait de débloquer un financement nécessaire au travail préparatoire nécessaire à la mise en place d'une ou de quelques actions pilotes, puis de transmettre le savoir faire ainsi développé.

V.1.E. Le chantier en tant que démarche ponctuelle initiant un travail, des actions, sur plus long terme et inscrits dans le milieu d'accueil

V.1.E.a. Favoriser la pérennisation de la dynamique initiée

Si un des aspects de cette réflexion est de proposer la mise en place d'une dynamique sur moyen ou long terme, dans le but de mettre en place une mixité sociale, il paraît incontournable de chercher à inscrire le projet dans la réalité locale.

Ainsi, il sera nécessaire prendre la mesure du temps qui sera nécessaire à l'inscription

du projet dans la réalité du milieu d'accueil.

Le chantier ne durant que trois semaines, il convient d'imaginer un projet complexe, dont le chantier serait un élément déclencheur, et qui serait relayé avec d'autres actions.

Les projets de volontariat se déclinent sur plusieurs durée : le court terme, 2 à 3 semaines, avec les chantiers internationaux de volontaires, et le moyen et long terme, de plusieurs mois à un an, avec le Volontariat Moyen ou Long Terme. Dans ce dernier cadre, des volontaires s'intègrent au cadre de vie, et sont en charge de la réalisation du projet.

Dans le cadre du projet de déclenchement d'une mixité sociale, les volontaires long termes pourraient aussi être d'origine internationales, au moins européenne, et travailler pendant plusieurs à la transmission des savoirs faire nécessaire à la réhabilitation de leurs logements, de leurs ensemble d'habitation, et même leur permettre d'acquérir les connaissances nécessaires pour participer au projet urbain local.

Ce cadre de volontariat, est la trame d'une action d'intervention dont le terme est l'instauration d'une dynamique pérenne, appelée à être transmise, à terme, aux habitants. Rien n'empêche de réfléchir à la mise en place d'autres actions conjointes.

V.1.E.b. Deux échelles d'intervention

Cette dynamique peut être imaginée à partir de deux niveaux d'échelles, convergents : le quartier, le territoire considéré, d'une part, et l'habitation, d'autre part.

Il serait intéressant de considérer l'expérience du 2 bis et de la transposer dans ce cadre.

En partant du niveau du quartier, le chantier peut jouer le même rôle déclencheur que l'initiative personnelle du 2 bis, et entraîner une appropriation à l'échelle de l'ensemble d'habitation, ou des ensembles d'habitation concernés.

Il peut aussi être l'occasion de réduire l'échelle et de pénétrer, invité, au niveau de l'ensemble voire de l'unité d'habitation, à savoir l'immeuble, ou l'appartement.

De la sorte, le chantier international de volontaires serait un déclencheur permettant de construire une dynamique de mixité sociale humainement ascendante, de l'habitation vers l'ensemble, et descendante, de l'ensemble vers l'habitation.

Il existe plusieurs associations qui travaillent à l'organisation de chantiers de volontaires et aux projets de Volontariat à Long Terme. Chez Cotravaux, l'association la plus proche de ce type de projets est « les Compagnons Bâisseurs ». D'autres associations développent actuellement une réflexion sur le développement des chantiers internationaux de Volontaires en milieu urbain. Les descriptifs des principaux projets associatifs seront joints en annexe.

V.1.E.c. L'intégration du chantier dans un parcours de volontariat

Un des développements classiques du chantier est de proposer aux volontaires de poursuivre l'expérience par un volontariat à long terme.

Il est appréciable, et apprécié, de pouvoir construire cette démarche avec un référent pour la personne.

De la sorte, un projet à court terme peut ouvrir, au niveau humain, la porte à une dynamique sur le plus long terme, dont une des finalités est aussi de travailler à la construction de la mixité sociale, et par la découverte d'autres milieux, et par l'apprentissage sur le long terme de la vie de groupe, et par la réinscription dans une dynamique positive pouvant permettre de réintégrer la spirale intégratrice, notamment par l'intégration dans le monde professionnel.

V.1.E.d. Une initiation de la population locale à la lecture de la Ville

Un des enjeux de cette réflexion est de permettre la réappropriation de la ville, du projet urbain, par ses habitants. Or, quelle est la part ceux-ci qui sera capable spontanément de comprendre les enjeux d'une enquête publique, de lire un plan, de se représenter la Ville dans son ensemble ?

Ce fossé entre ceux qui proposent le projet et ceux qui le vivent peut paraître rédhibitoire, et saurait démotiver toute tentative de rapprochement de ces deux parties. Il faudrait, pour cela, permettre l'acquisition d'outils de lecture, comme ne serait-ce que des plans, par une population dont ce n'est pas la préoccupation prioritaire.

Or, l'intérêt du chantier est d'ouvrir une fenêtre dans le cadre espace-temps du milieu d'accueil. De plus, le chantier est un lieu d'échange de savoir. Enfin, les volontaires viennent aussi découvrir le milieu d'accueil.

Il pourrait paraître donc doublement pertinent d'envisager des temps sur le chantier dont l'objet sera la découverte du milieu, et de quelques outils de lecture fondamentaux, par les volontaires et les habitants. Ces temps pourraient être animés par des intervenants de la collectivité d'accueil, au fait des questions de lecture du milieu, et capable de faire passer une information. Par exemples, ces temps pourraient être une chasse au trésor, mais à partir des données des plans d'urbanisme, ou encore une séance de lecture de paysage à partir d'un point culminant.

Ce développement du projet de chantier pourrait être un formidable outil de transmission ou d'acquisition des savoirs nécessaires à l'appréhension d'un projet urbain, d'une part, et de découverte du milieu d'accueil, d'autre part.

V.1.F. Développement méthodologique

Cependant, au regard des différents facteurs limitant abordés précédemment, il apparaît que réfléchir aux moyens d'intégration du projet en milieu urbain et dans un cadre complexe ne sert à rien si le chantier international de volontaires en milieu urbain reste une simple reproduction de celui pratiqué en milieu rural et périurbain.

Cette nouvelle implantation nécessite en effet un développement du projet classique, tenant compte des spécificité du milieu urbain, et veillant à préserver le concept du chantier, notamment en termes de vie de groupe, de responsabilisation et de gestion par les volontaires.

De plus, les loisirs sont censés représenter un temps d'ouverture sur la collectivité d'accueil, à travers le partage des connaissance et la découverte du milieu local. Or, quel volontaire serait spontanément intéressé pour passer son temps de découverte dans le cadre d'un ensemble urbain déqualifié, ou dégradé ?

Quand bien même les habitants auraient les moyens de se déplacer avec les volontaires vers la ville centre, où serait la part de découverte du cadre local, de ses habitants restés sur place, ceux à qui est prioritairement destiné l'action d'animation locale du chantier.

Et si les volontaires restent sur place, auraient-ils spontanément quelque chose à apporter pendant trois semaines, ou bien rejoindraient ils la population locale dans son quotidien habituel, consommant ainsi la dissolution de la dynamique du projet ?

V.1.F.a. Le chantier à double thématique

La piste proposée plus haut était d'approfondir le projet en lui-même, afin d'apporter un renfort de matière par rapport à la dynamique habituelle, et afin de poser un cadre, plus

fort, qui permette de laisser l'initiative aux volontaires tout en cadrant la spontanéité des propositions et des aspirations individuelles.

Le temps de travail conseillé est déjà important, et il n'est pas possible, a priori, de l'allonger encore. De toutes façons, cela se ferait au détriment du temps d'animation locale, et réduirait l'intervention des volontaires à celle d'artisans normaux, amateurs, au pire qui imposent un résultat à la population et prennent le travail des professionnels locaux.

De plus, le temps qui nécessite un développement est celui qui permet l'émergence des aspirations spontanées des volontaires. Celui du partage et de la découverte du milieu local. Celui qui, pour la collectivité d'accueil correspond à l'animation locale, et pour les volontaires correspond à la rencontre avec les habitants. C'est donc dans ce cadre qu'il faut travailler à renforcer le projet.

Une idée est d'introduire une double thématique sur le chantier, d'apporter un double projet, technique, comme dans un cadre classique, et, en complément, un projet d'animation spécifique, porté par les volontaires, pour la partie découverte.

Trois types de projets existants pourraient apporter un complément riche et pertinent au projet classique, permettant l'adaptation du chantier au milieu urbain et conservant sa dynamique intrinsèque.

Le premier type de projet apporte une dimension de sensibilisation sur un point précis. Il peut s'agir, par exemple, d'une sensibilisation à l'environnement naturel, comme peut le faire un projet dans une réserve naturelle. Il peut aussi s'agir d'une sensibilisation à l'Histoire, ou à la Paix, avec des chantiers portant sur la seconde guerre mondiale.

Dans ce cadre, les volontaires bénéficient d'un apport de connaissance complémentaire, sont donc eux-mêmes sensibilisés, et doivent en retour sensibiliser l'entourage du chantier, par le biais de mise en place d'une signalisation particulière, d'une exposition, ou toute autre forme retenue par le groupe ou le bailleur d'ouvrage. Ils participent activement aux orientations de la démarche de sensibilisation, et sont acteurs autant que porteurs de la réalisation du projet.

Les animateurs de ce type de projets ont, en plus du rôle habituel d'accompagnement soit de la vie de groupe, soit de la partie technique, un rôle plus approfondi que sur un projet classique, car ils doivent préparer le chantier, afin de maîtriser suffisamment le sujet pour pouvoir accompagner la démarche des volontaires. De plus, une connaissance de techniques de communication, ou graphique, ou autre selon le projet, sera autant d'atouts pour celui-ci.

Ces chantiers bénéficient généralement d'un financement spécifique, apporté par le partenaire commanditaire de la partie sensibilisation (Conservatoire Départemental des Espaces Naturels sensibles, Union Européenne, ...).

Le second type de projet à double thématique est le chantier de réflexion. Autant le chantier de sensibilisation s'adresse autant aux volontaires qu'à la population locale dans son ensemble, que les volontaires iront chercher, autant le chantier de réflexion a plus tendance à travailler sur lui-même et sur les personnes qui le rejoignent activement.

En effet, la démarche engagée est inscrite dans une continuité sur les trois semaines, et une personne venant épisodiquement pourrait, bien que ce ne soit pas, heureusement, le cas le plus commun, se retrouver en décalage avec le groupe. De plus, le temps consacré à la réflexion sera autant de temps en moins consacré à l'ouverture du chantier sur les environs.

Ce type de projet peut porter sur le positionnement de la personne au regard de questions comme l'éducation à la Paix, à la gestion de la différence au quotidien, ... Ces chantiers sont quasiment des actions de formation des personnes.

Ce type de projet, très fort, permet de garder une très forte cohésion de groupe en milieu urbain, et d'inscrire l'intervention du chantier auprès de la personne en profondeur, dans la durée. Les réflexions menées pourront avoir redessiné les cadres de la pensée de chacun des volontaires.

Pour être mené à bien, ce type de projet doit souvent être mis en place avec une association partenaire, dont l'objectif rejoint celui de la réflexion proposée.

Enfin, le dernier type de projet complémentaire qui peut être proposé serait une thématique autour du spectacle, qu'il s'agisse de participer à la mise en place d'un événement, comme un festival, ou plus encore de créer un spectacle (cirque, arts de rue, concert, ...) à partir des ressources humaines et matérielles locales.

Dans ce cadre là, la partie animation du chantier serait consacrée à l'intégration au projet des jeunes locaux, en les faisant participer à la construction et à la présentation d'un spectacle à destination du territoire d'accueil, d'une part, mais aussi de son environnement (territoires bordiers, centre ville, ville centre, ...). Une partie du temps d'animation serait donc consacré à attirer les habitants vers le projet, à l'acquisition des techniques nécessaires, à la mise en place du spectacle, à la promotion et à la réalisation de celui-ci.

Ce type d'animation aurait pour premier avantage de créer une dynamique forte au sein du groupe, donc un cadre garantissant sa cohésion. Ensuite, il permettrait d'intégrer réellement des habitants au projet, au moins dans sa partie spectacle, mais aussi par ce biais de les attirer vers la partie technique. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de rendre la population locale actrice d'un projet qui la touche. Enfin, la possibilité de se présenter en spectacle en d'autres endroits de la ville aurait comme effet d'ouvrir une passerelle entre les espaces, de changer, au moins ponctuellement, l'image de l'espace d'accueil dans le regard des autres parties de la ville, et éventuellement de donner une image positive dans la presse locale.

Ce type de projet constitue un engagement à part entière, tant pour les acteurs premiers classiques, bailleur d'ouvrage, animateurs, association organisatrice, que pour les volontaires, qui ne peuvent qu'être eux-mêmes entièrement porteurs du projet. Qu'ils viennent avec ou sans connaissances ou compétences particulières, ils doivent être engagés, quasiment comme encadrement, dans le temps d'attraction des habitants vers le projet que dans celui de construction du spectacle.

Les animateurs de ce type de projet doivent être en mesure de former les volontaires, voire les locaux, aux techniques nécessaires pour le spectacle. Ils doivent aussi être capable de détecter les ressources chez chacun, et de les valoriser. Ils doivent ensuite être en mesure d'assurer la communication et la médiation avec l'ensemble des participants et des acteurs. Enfin, ils doivent veiller à préserver la dynamique des chantiers internationaux de volontaires, en laissant les volontaires prendre la place qui est la leur.

Il n'est pas possible, dans ce cas, d'envisager de prendre des animateurs classiques, volontaires pas forcément anciens mais débordants de motivation, car la somme des compétences à mettre en œuvre et des situations à gérer reste considérable. Il conviendrait, pour ce type de projet, de trouver des animateurs ayant l'expérience du chantier, des compétences en arts de la rue, par exemple, et des compétences en médiation interculturelle. Cela implique un profil professionnel très complet, et vraisemblablement un surcoût incontournable au niveau de l'équipe d'animation.

V.1.F.b. Une nouvelle forme d'équipe d'animation

Ce type de projet implique donc d'entièrement repenser le rôle des animateurs et la composition de l'équipe. Jusqu'ici, l'animation habituelle porte sur un accompagnement de la vie de groupe, d'une part, et un encadrement technique, d'autre part. A des degrés sensiblement équivalents, ils sont chargés de transmettre les savoir faire aux volontaires et de gérer le chantier, dans sa partie vie de groupe comme dans partie technique, en termes notamment de budgets et de respect du projet.

Les parties liées à l'animation locale et à la relation avec les jeunes locaux restent souvent des à côtés, dans le sens où elles se dégagent naturellement de la dynamique du chantier.

Dans un milieu urbain du type territoire Politique de la Ville, pouvant être très territorialisé, avec une forte appropriation de l'espace, des codes culturels locaux particuliers, des réseaux humains et sociaux pouvant être fermés, voire hostiles à une nouvelle intervention sur leur espace, l'aspect de relation avec la population locale ne peut pas être laissé au hasard. En effet, l'intégration du chantier dans le système local pourra nécessiter un très fort investissement et solliciter une connaissance de ce type de milieu humain, en termes de savoir être et de savoir faire. Il sera alors indispensable d'introduire un nouveau profil d'animateur dans l'équipe, celui qui sera plus chargé de la relation avec la population locale.

Par ailleurs, les équipes d'animation sont souvent composées sans rencontre préalable des animateurs entre eux. Ceci est dû essentiellement à des questions d'indisponibilités, dues aux études, au travail... Si généralement les permanents des associations organisatrices ont une bonne capacité d'association des personnes entre elles, il arrive cependant, toutes les saisons, que des équipes se désagrègent.

Or, sur un projet en milieu urbain sensible, il ne peut être envisageable d'avoir à gérer la désagrégation d'une équipe.

De plus, le projet d'un chantier standard est généralement rapidement intégré par l'équipe d'animation, qui vient quelques jours avant les volontaires pour découvrir les acteurs locaux, les lieux, le projet technique....

Dans le cadre d'un projet à double thématique, il sera nécessaire que les animateurs puissent s'approprier pleinement les ressources, et les espaces, et prendre connaissance avec les différents réseaux d'acteurs. Ceci leur permettra de se rencontrer autour du projet, d'une part, et de se l'approprier, d'autre part.

Enfin, dans le cas où le chantier ne serait que la première pièce d'une démarche plus complexe, il sera intéressant de prévoir une passation des rôles entre les équipes, d'une part, et d'une transmission des savoirs développés sur le chantier. Dans ce cas, il peut être intéressant de prévoir de conserver une partie de l'équipe d'un projet sur l'autre, afin d'assurer un relais, un suivi dans la dynamique.

V.1.F.c. Des volontaires acteurs de l'ensemble du projet, informés de l'engagement du projet

En ne perdant pas de vue que les animateurs ne sont pas les seuls acteurs du chantier, il convient à présent d'aborder la question des volontaires. En effet, ils sont les principaux intéressés, car c'est à la fois de leurs et de leur engagement qu'un chantier se construira.

Dans un projet standard, les volontaires sont placés plutôt selon les possibilités au

regard de leurs souhaits exprimés. Il arrive qu'il se produise des décalages entre leurs attentes et le projet, ce qui n'est pas un facteur facilitant pour la mise en place d'une dynamique exceptionnelle. De plus, leurs aptitudes techniques, par choix, ne sont absolument pas prises en compte.

Un projet en milieu urbain sensible n'a pas la même marge de manœuvre qu'un projet classique, aussi est-il sans doute pertinent d'envisager que les volontaires soient clairement au courant des conditions et des enjeux lors de leur choix. Cependant, le côté découverte et intégration à un cadre non prévu fait partie des bénéfices pour les volontaires. Il convient donc de réfléchir plus profondément à la constitution du groupe international, afin de limiter les risques de déception ou de rejet, tout en préservant le côté découverte.

Par ailleurs, si les compétences techniques n'entrent généralement pas en ligne de compte dans un projet classique, l'appropriation d'un projet à double thématique, par exemple porté sur un spectacle d'arts du cirque, sera d'autant plus facile que les volontaires pourront y prendre rapidement des responsabilités. Cela ne veut pas dire que tous doivent être experts en techniques de cirque, mais que la présence de volontaires compétents pourra être un facteur facilitant et une source d'apports appréciable dans la mise en place du projet.

De plus, si l'apprentissage devait relever des compétences d'un animateur, des volontaires également compétent pourraient constituer de précieux relais de ce savoir faire et multiplier les interfaces actives, responsables, avec la population locale. En effet, quelque soit son statut, c'est avec la personne qui vous apprend à jongler que vous établissez des contacts. Plus il y a de personnes susceptibles d'apprendre à jongler, plus il y a de disponibilités pour apprendre aux jeunes locaux.

V.1.F.d. Une réponse à la problématique du milieu urbain à développer

Ainsi, autant au regard du respect du cadre du chantier que de l'adaptation au cadre urbain, et plus encore au cadre urbain sensible, il apparaît que la double thématique, sur un chantier, est un développement qui semble répondre aux limites posées plus haut, tout en honorant les objectifs posés dans le cadre de cette réflexion.

Cependant, une telle mutation ne peut se faire spontanément ni instantanément. Il paraît nécessaire d'y associer les associations de chantier intéressées par cette ouverture, afin de bénéficier de leur savoir faire, de la richesse des idées de leurs membres associatifs, et de leur permettre de s'approprier cette ouverture.

Par les différents aspects qu'il aborde, par les ouvertures qu'il propose, par sa dynamique de projet combinatoire et transversal, le chantier, le volontariat, est un formidable fédérateur. Dans un milieu où tout le monde se côtoie, il offre à chacun la possibilité de se rencontrer. De se rencontrer soi à travers les autres, de se rencontrer tous autour d'un projet qui chaque jour devient de plus en plus personnel, et, paradoxalement peut être, de plus en plus partagé.

Une idée est magnifique quand elle naît, et tout l'enjeu de sa concrétisation est de pouvoir se retourner, de la regarder telle qu'on l'a perçue au départ et telle qu'elle a pris forme, sans regretter les concessions qui ont été faites, mais qui lui ont permis d'être.

Il en va de même pour le chantier, le chantier international de volontaires, comme tout autre chantier que chacun rêve, entreprend et souhaite achever. Et pour que notre chantier, que nous parlions de la mixité sociale ou du chantier de bénévoles, puisse se mettre en place, il sera nécessaire non pas de le repenser, une fois encore, mais de l'adapter, de l'appuyer, au cadre, aux multiples cadres, de la réalité.

Conclusion

De la réalité au concept, ou du concept à la réalité, le chemin reste, et restera toujours long à parcourir. Long en temps, car le recueil des connaissances, des outils, des expériences, des propositions, est en soi un travail de longue haleine. C'est la phase préparatoire de tout projet, et comme telle, elle reste une des plus longues.

Ce chemin est long aussi en termes de distances entre les différents acteurs concernés, et leur fédération, au delà des questions de conflits d'écoles de pensée, et au delà de l'éclatement géographique des lieux où on peut les trouver, est aujourd'hui encore une tâche à part entière.

Et pourtant, ce travail fondamental de rapprochement des positions et des acteurs est indispensable. En effet, si la somme de toutes les distances d'un point d'un disque aux bords de celui-ci est et restera toujours la même, le point d'équilibre sera le seul point duquel ou vers lequel chacune de ces distance sera égale à toutes les autres.

Aussi, le chantier tel que nous l'envisageons dans cette réflexion ne pourra pas être la réponse absolue à toutes les situations de déficit de mixité sociale ou de trouble urbains avérés. Il faudrait, pour augmenter sa capacité d'impact, qu'il existe un cadre permettant justement cette dynamique de fédération des acteurs.

Malgré tout, bien porté par un groupe de personnes motivées et engagées sur la question, il peut déjà commencer à se développer étape par étape. Il pourrait ainsi être intéressant de commencer à mettre en place un très petit nombre d'actions très bien préparées, qui pourraient initier le travail d'adaptation du chantier au contexte urbain. Il serait d'ailleurs intéressant, pour cela, de faire appel à plusieurs associations différentes et de confronter leurs points de vue, dans un souci d'ouverture du champ d'expérimentation des possibles.

Mais pour cela, il faut une de plus revenir à la question de la centralisation des expériences. Pourtant, construire cette coordination n'est pas tout. Un autre élément fondamental de la bonne marche d'un projet de chantier est la bonne volonté des acteurs qui le mettent en place. Ce point est évident quand on parle des volontaires ou des animateurs. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'ils ne sont que la partie visible de l'iceberg que représente un projet de ce type. Sans soutien politique, institutionnel et financier, la mise en place d'une démarche de volontariat en milieu urbain sur un terme assez long pour la création d'une mixité sociale ne restera que l'objet d'un travail de réflexion, un doux rêve.

L'enjeu politique qui reste derrière ces réflexions, ces analyses, reste bien la création d'une vie sociale locale, voire d'une vie politique locale. En effet, parler de la réappropriation par les habitants de la logique du projet de développement local d'un quartier ne veut rien dire d'autre que parler de démocratie locale, de participation citoyenne, de démocratie participative... . Aussi, entre les espoirs et les désillusions liées à celles-ci, il convient peut être, en guise d'ouverture, de se demander si les flottements observables actuellement autour de ce projet politique ne viennent pas du fait que, lui aussi, est le fruit d'une volonté

politique descendante, certes louable, mais qui ne se repose que sur un contenu de projet local inexistant.

Alors, au delà de la réflexion sur le strict cadre des chantiers de volontaires internationaux, il paraît intéressant de nous demander si les questions de « Mixité Sociale » ou de « Cohésion Sociale » ne sont pas que des leurres, car toutes les deux des concepts flous issus de logiques descendantes. Elles permettent de mettre en avant une politique éclatante, se voulant engagée, auprès des victimes de la « fracture sociale ». Mais que résolvent-elles, surtout à terme, en reproduisant un fonctionnement descendant qui a déjà montré ses limites ?

Est-ce que, au final, une question urbaine, question politique par excellence, qui se voudrait réellement novatrice et s'inscrirait dans une démarche de réponse aux troubles de la société, ne devrait pas plutôt porter sur le repérage et la valorisation de l'émergence des potentiels locaux. Ne devrait-elle pas, plus encore, travailler à la facilitation d'une rencontre effective de l'ensemble des acteurs concernés ? Ce n'est pas une question nouvelle, certes. Mais que la réponse le soit pourrait peut être changer beaucoup de chose. Si nous le souhaitons.

Bibliographie

LIVRES

- « **Les Politique de la Ville** », Claude CHALINE, PUF, 2003, 128 pages.
- « **La régénération urbaine** », Claude CHALINE, PUF, 1999, 128 pages.
- « **Urbanismes** », Pierre MERLIN, PUF, 2002, 128 pages.
- « **Faire Société** », Jacques DONZELOT et consort, Le Seuil, 2003, 363 pages.
- « **Psychologies sociales** », Jean MAISONNEUVE, PUF, 2002, 128 pages.
- « **Les Apports des chantiers de jeunes volontaires** », Jean BOURRIEU, I.N.J.E.P./COTRAVAUX, 1997, 262 pages.
- « **Territoires Citadins, quatre villes africaines** », Philippe GERVAIS LAMBONY, 2003, 272 pages.
- « **L'Utopie** », Sir Tomas MORE, 1518,

TEXTES

- Loi « **Orientation pour la Ville** », 7 novembre 1991, 47 articles.
- Loi « **Solidarités et Renouveau Urbain** », 13 décembre 2000, 209 articles.
- « **Plan de Cohésion Sociale** », Jean Louis BOORLO, 2004, 45 pages.
- Etude « **Vers un indice de mixité sociale** », Olivier PIRON, Secrétariat du Plan Urbanisme – Construction – Architecture, 2001, 5 pages.

SITES INTERNET

- www.politiquessociales.net/themes/cohesion.html (fiche sur la cohésion sociale)
- www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu (centre de documentation pour l'urbanisme)
- www.adri.fr/fiches_pratiques/ville/ville.html (fiche sur la politique de la ville)
- www.iuarif.org (mixité sociale, ségrégation - vue , occupation du sol)

Table des Annexes

- Charte de **COTRAVAUX**, *4 pages*
(www.cotravaux.org)
- Présentation des **Compagnons Bâisseurs**, *1 pages*
(www.compagnonsbâisseurs-grandsud.org)
- Charte **CONCORDIA**, *3 pages*
(www.concordia-association.org)
- Présentation du **Service Civil International**, *1 page*
(www.sci-france.org)

- Fiche Bilan du **Chantier International de Volontaires à Evry**, *7 pages*
- Fiche Bilan du **Chantier International de Volontaires à Itteville**, *8 pages*

Plan détaillé

SOMMAIRE 2

Introduction 6

I. _____ De la Politique de la ville et des concepts de Mixité Sociale au chantier international de volontaires 9

I.1. _____ De la Politique de la Ville en France ... 9

I.1.A. _____ Définition générale 10

I.1.B. _____ Une lecture chronologique de la Politique de la Ville 10

I.1.C. _____ Les grands axes de travail 11

I.1.C.a. Trois axes de travail majeurs : les Habitants, l'Espace et le Territoire 12

I.1.C.b. L'Espace dans la Politique de la Ville 12

I.1.C.c. Les populations de la Politique de la Ville 13

I.1.C.d. Les Territoires de la Politique de la Ville 14

I.2. _____ ... Aux différents concepts de Mixité Sociale 15

I.2.A. _____ Les différentes visions de la notion de mixité sociale 16

I.2.A.a. Le spatial 16

I.2.A.b. L'économique 18

I.2.A.c. Le social 19

I.2.A.d. L'humain 20

I.2.B. _____ De la Mixité Sociale vers la dynamique de projet. 21

I.2.C. _____ Quelques regards sur les limites de la mixité sociale 21

I.2.D. _____ Vers une définition de la Mixité Sociale 23

II. Le Chantier International de Volontaires comme réponse aux problématiques de la Mixité Sociale 24

II.1. _____ Définition 24

II.2. _____ Le Chantier, un cadre Humain 24

II.2.A. _____ Un contexte humain 25

II.2.A.a. Des personnes 25

Des volontaires internationaux 25

Des motivations 25

Des attentes 26

Des personnes locales 26

Des personnes en difficulté 27

II.2.A.b. Un jeu de groupes 27

Le chantier : le groupe nucléaire 28

Le chantier+ les acteurs : le groupe acteur 28

Le chantier avec la pop loc : le groupe d'impact 28

Les sous-groupes affinitaires intra et trans 28

II.2.A.c. Des groupes 29

Les groupes classiques 29

Les groupes adolescents 29

Les groupes thématiques 30

II.2.B. _____ Une intervention humaine 30

II.2.B.a. Sur chaque personne 30

L'ouverture d'une nouvelle relation de dialogue, d'échange, intégrant la différence 30

Découvrir l'autre au delà des représentations ancrées (pop loc, cultures... 30

La découverte de la portée d'une prise de décision ou d'une action 31

La construction d'une nouvelle identité 31

L'ouverture des horizons personnels 31

- II.2.B.b. Au sein du groupe 32
 - L'apprentissage de la vie de groupe 32
 - Le rapport à la règle co construite 32
 - La familiarisation avec la question de la différence. 32
- II.2.B.c. Entre le groupe et les acteurs 33
- II.2.B.d. Entre les différents acteurs 33

II.3. _____ Le Chantier, un cadre spatial 33

- II.3.A. _____ Un contexte spatial 34
 - II.3.A.a. Une inscription dans un espace local 34
 - Les jeux de lieux du chantier : l'hébergement, le lieu de travail, la localité 34
 - II.3.A.b. Des espaces : différents types d'environnements géographiques 35
 - Ermitage 35
 - rural : montagne/campagne 35
 - urbain non métropolitain 36
 - métropolitain 36
- II.3.B. _____ Une intervention spatiale 36
 - II.3.B.a. Travail sur le cadre de vie 37
 - Amélioration du cadre de vie 37
 - Appropriation du cadre de vie 37
 - II.3.B.b. Vers un espace partagé 37
 - Changement de statut des lieux, 37
 - Création d'un espace vierge d'image 37
 - Création d'un espace « caution », 37
 - II.3.B.c. La création d'une nouvelle organisation spatiale 37
 - Temporaire 37
 - Pérenne 38

II.4. _____ Le Chantier, un cadre social 38

- II.4.A. _____ Un contexte social 38
- II.4.B. _____ Une intervention sociale 39
 - II.4.B.a. Au sein du groupe des volontaires 39
 - II.4.B.b. Auprès de la population locale 40
 - II.4.B.c. Entre le groupe volontaires + les acteurs locaux, et leur voisinage régionale 40

II.5. _____ Le Chantier, un cadre partenarial 41

- II.5.A. _____ Les associations de chantier 41
- II.5.B. _____ Bailleurs d'ouvrage 42
- II.5.C. _____ Financeurs 42
 - II.5.C.a. Services de l'Etat 43
 - II.5.C.b. Collectivités Territoriales 43
 - II.5.C.c. Partenaires Thématiques 43
- II.5.D. _____ Acteurs 43

II.6. _____ Le Chantier, une approche transversale 44

- II.6.A. _____ Internationale / locale 44
 - II.6.A.a. Entre des dynamiques bas en haut / haut en bas / parallèles 44
 - II.6.A.b. Entre différents types de partenaires 45
- II.6.B. _____ D'une logique émergente vers le déclenchement d'une émergence 45
 - II.6.B.a. Projet local soutenu par l'Etat et les collectivités locales « supérieures » 45
 - II.6.B.b. Une appropriation du projet, de la dynamique par la pop loc 45

II.7. _____ Problématiques 46

- II.7.A. _____ Le chantier international de volontaires, un espace de développement humain ? 46
- II.7.B. _____ Le chantier international de volontaires, un espace de développement social ? 46
- II.7.C. _____ Le chantier international de volontaires, l'ouverture d'un nouvel espace urbain ? 46
- II.7.D. _____ Le chantier international de volontaires, l'ouverture d'une dynamique de projet ? 47
- II.7.E. Le chantier international de volontaires, une approche combinatoire de la mixité sociale ? 47

III. _ Méthodologie de l'Evaluation des Chantiers Internationaux de Volontaires 48

III.1. _____ Démarche de l'évaluation 48

III.2. _____ Méthode d'évaluation 48

III.2.A. _____ Données sources 49

III.2.A.a. Rapports annuels COTRAVAUX 49

III.2.A.b. Jean BOURRIEU 49

III.2.A.c. Fiches projets et bilans, 49

III.2.A.d. Rapports d'animateurs 50

III.2.A.e. Questionnaires d'évaluation des volontaires (optionnels) 50

III.2.A.f. Photos de chantier (optionnelles) 50

III.2.B. _____ Dégager les grands types d'indicateurs 51

III.2.B.a. Quantitatif (économique, spatial, volumes de population, volume travail mené) 51

III.2.B.b. Qualitatif (humains, qualité, dynamique de groupe) 51

III.2.B.c. Temporels 51

III.2.C. _____ Indicateurs potentiels / retenus 52

III.2.C.a. Distribution nationale 52

Répartition géographique 52

Tendance générale 52

Rural / urbain 53

III.2.C.b. Impacts locaux (optionnels) 53

Impacts sur l'espace local (optionnel) 53

Amélioration du cadre de vie 53

Valorisation de l'espace 53

Modification de l'image d'un espace local 53

Impact sur la population locale (optionnel) 53

Mise en place d'une dynamique locale 53

Médiation locale 53

Impact sur les personnes (optionnel) 53

Déclenchement de projet personnels 53

Rencontres remarquables 53

III.2.C.c. Mesure de la mixité sociale sur le chantier 53

Participation des jeunes locaux 54

Participation des autres locaux 54

III.2.C.d. Mesure de l'action de médiation locale du chantier 54

III.2.C.e. Inscription dans le temps du chantier 55

Pérennité de la dynamique instaurée 55

Reconduction du chantier dans le temps 55

III.2.C.f. La validité et la pérennisation des projets émergés du chantier (optionnel) 55

IV. _____ Évaluation des Chantiers Internationaux de Volontaires 56

IV.1. _____ Evaluation générale 57

IV.1.A. _____ Distribution nationale des chantiers de jeunes bénévoles en 2003 57

IV.1.B. _____ Tendances générales de l'évolution des chantiers de volontaires internationaux 59

IV.1.B.a. Evolution du nombre de chantiers par régions de 2001 à 2003 59

IV.1.B.b. Evolution de la répartition entre les milieux d'accueil urbains et ruraux 59

IV.1.B.c. Evolution de la nature des projets de 2001 à 2003 60

IV.2. _____ Evaluation des projets 62

IV.2.A. _____ Evaluation de l'impact sur la mixité sociale 62

IV.2.A.a. Evaluation de la rencontre entre les différents groupes sur le chantier 62

IV.2.A.b. Evaluation de la mixité des âges sur les chantiers 64

IV.2.B. _____ L'inscription du chantier dans la vie locale 65

IV.2.C. 66

IV.2.D. _____ L'inscription dans le temps du chantier 67

IV.3. _____ Quelques expérimentations 69

IV.3.A.	_____	Itteville, une réappropriation de l'espace par les jeunes locaux	70
		Cadre spatial	70
		IV.3.A.b. Structuration de l'espace	70
		IV.3.A.c. Problématiques locales et objectifs	72
		IV.3.A.d. Actions et résultats	72
		IV.3.A.e. Bilan	72
IV.3.B.	_____	_____	Evry
		Cadre spatial	73
		IV.3.B.b. Structuration de l'espace	73
		IV.3.B.c. Problématique et objectifs	74
		IV.3.B.d. Actions et résultats	75
		IV.3.B.e. Bilan	75
IV.3.C.	_____	_____	2 bis place Charles de Gaulle
		IV.3.C.a. Cadre spatial	76
		IV.3.C.b. Constat initial	77
		IV.3.C.c. Une démarche volontaire de restauration du cadre de vie	78
		IV.3.C.d. Des impacts mesurables	78
		IV.3.C.e. Une expérience porteuse d'enseignements	79
		IV.3.C.f. Une finalité	80
		IV.3.C.g. Quels moyens	80
IV.4.	_____	_____	Évaluation, Bilan
		IV.4.A. _____	L'inscription du chantier au niveau national
		IV.4.B. _____	Le chantier au niveau local
		IV.4.C. _____	Forces et faiblesses

V. Le Chantier International de Volontaires, un outil combinatoire de mixité sociale à valoriser. 83

V.1.	_____	Identification des lacunes limitatives	84
		V.1.A. _____	Géographiques
		V.1.B. _____	Méthodologiques
		V.1.B.a. Limites naturelles du projet brut, sans projet complémentaire	85

V.2. Propositions de développements dans le cadre de la réflexion sur la mixité sociale 86

		V.2.A. _____	Développement spatial	86
		V.2.B. _____	Des partenaires multiples, un projet complexe, la nécessaire mise en place d'une structure de coordination	87
		V.2.C. _____	Le chantier en tant que démarche ponctuelle initiant un travail, des actions, sur plus long terme et inscrits dans le milieu d'accueil	87
		V.2.C.a. Favoriser la pérennisation de la dynamique initiée	87	
		V.2.C.b. Deux échelles d'intervention	88	
		V.2.C.c. L'intégration du chantier dans un parcours de volontariat	88	
		V.2.C.d. Une initiation de la population locale à la lecture de la Ville	89	
		V.2.D. _____	Développement méthodologique	89
		V.2.D.a. Le chantier à double thématique	89	
		V.2.D.b. Une nouvelle forme d'équipe d'animation	92	
		V.2.D.c. Des volontaires acteurs de l'ensemble du projet, informés de l'engagement du projet	92	
		V.2.D.d. Une réponse à la problématique du milieu urbain à développer	93	

Conclusion 94

Bibliographie 96

Table des Annexes 97

Plan détaillé 98